

BREXIT LES VINGT-SEPT DÉSEMPARÉS FACE AU CHAOS BRITANNIQUE

► Seul le Royaume-Uni peut activer la « clause de retrait » de l'Union, et David Cameron refuse de prendre cette responsabilité

► Londres veut négocier ses futures relations avec l'Europe, au risque d'en paralyser les institutions pendant des années

► Formellement, l'Europe reste donc à vingt-huit, d'autant que le Parlement écossais menace de bloquer le « Brexit »

► Les travaillistes sont au bord de l'implosion ; leur leader, Jeremy Corbyn, est accusé d'avoir saboté sciemment la campagne

► Les Polonais et les Français de Londres sont inquiets pour leur avenir

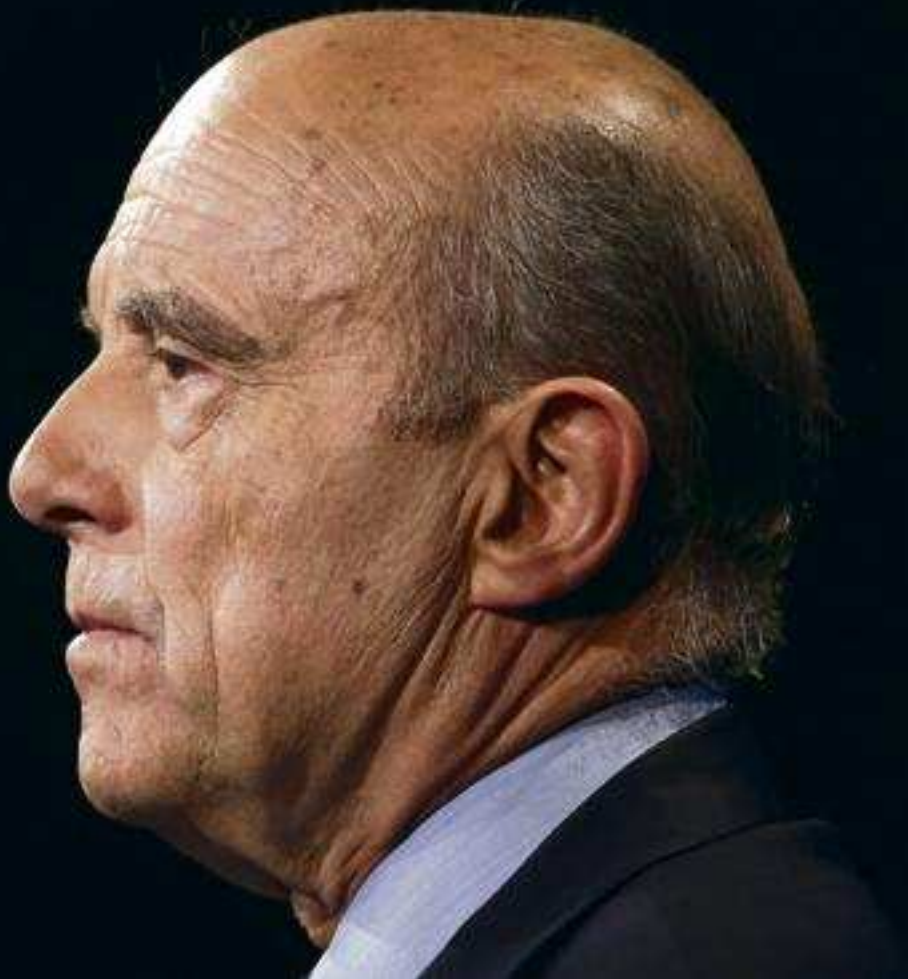
PAGES 2-5, 21-23,
ET LE CAHIER ÉCO PAGE 4

ALAIN JUPPÉ « ORGANISER AUJOURD'HUI UN RÉFÉRENDUM EN FRANCE SERA IRRESPONSABLE »

► Dans un entretien au « Monde », le candidat à la primaire des Républicains réagit au « Brexit » et à ses conséquences dans l'Union

► « L'Europe de demain sera à plusieurs vitesses »

PAGE 5



Le 10 mai 2016. © CHARLES PLATIAU / REUTERS

Espagne La droite sort renforcée des législatives

Le Parti populaire de Mariano Rajoy a conforté sa première place mais n'obtient pas de majorité suffisante pour gouverner seul, après les nouvelles élections organisées dimanche 26 juin. A gauche, Podemos recule et reste derrière le Parti socialiste.

PAGE 6

ÉDITORIAL
L'ÉCHEC
DE PODEMOS

PAGE 23

Notre-Dame-des-Landes, après le « oui à l'aéroport »...

Les opposants au projet contestent la légitimité du résultat, Valls demande l'évacuation de la ZAD

Le suspense a peu duré, dimanche 26 juin au soir, et la victoire du oui au projet de transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique vers la commune de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique) était attendue. Les électeurs du

département ont voté à 55,17 % en faveur du projet du gouvernement, à 44,83 % contre. Mais cette victoire ne signifie pas encore la fin d'un conflit enlisé depuis cinquante ans.

Manuel Valls s'est aussitôt félicité

du résultat, qui « tranche définitivement le débat sur l'opportunité de ce transfert ». Le premier ministre, qui, comme son prédécesseur Jean-Marc Ayrault, défenseur historique du nouvel aéroport nantais, a toujours soutenu

ce chantier qui rencontre depuis des décennies une opposition virulente, a annoncé que le gouvernement ferait « appliquer le verdict des urnes ».

RÉMI BARROUX
LIRE LA SUITE PAGE 8

Euro 2016
La France s'en remet à Griezmann

PAGES 11-14

Enquête
Vendange chinoise sur les crus de bordeaux

PAGE 15



LE REGARD DE PLANTU



Irak Fallouja, fief des djihadistes, reconquise par l'armée



LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

Fallouja, la grande ville sunnite de la province de l'Anbar, en Irak, a été entièrement reprise dimanche 26 juin par l'armée irakienne.

« La ville aux cent mosquées », contrôlée depuis janvier 2014 par les djihadistes – Al-Qaïda d'abord, puis l'organisation Etat islamique (EI) – a été reconquise après trente-cinq jours de combat. Les forces gouvernementales disent n'avoir perdu qu'une centaine de com-

battants et tué près de 1800 djihadistes, et 15 % de la ville seulement auraient été détruits, selon les autorités. C'est à Fallouja, centre névralgique de l'EI, qu'étaient préparées les centaines de voitures piégées qui visaient Bagdad, à 65 km de là.

Le gouvernement irakien, qui souhaitait éviter les pillages, n'a pas pu empêcher les milices chiites d'entrer en ville.

REPORTAGE D'HÉLÈNE SALLON, P. 7

LES CONSÉQUENCES DU « BREXIT »



Les ministres des affaires étrangères des six pays fondateurs de l'UE (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Luxembourg, France), à Berlin, le 25 juin. MARKUS SCHREIBER/AP

Face à Londres, les Vingt-Sept dans les limbes

Les Européens divergent quant aux réponses à apporter aux Britanniques, qui cultivent le flou sur leur sortie

BRUXELLES - bureau européen
LONDRES, BERLIN - correspondants

Le symbole est redoutable : dimanche 26 juin, les « sherpas » (conseillers) des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne avaient rendez-vous à Bruxelles pour préparer le Conseil européen de mardi 28 et mercredi 29 juin. A vingt-sept, sans leur collègue britannique. Mercredi, les dirigeants de l'UE se réuniront eux aussi pour la première fois à vingt-sept, sans le premier ministre David Cameron, qui participera néanmoins au dîner de la veille. Cependant, face au Royaume-Uni, l'Union européenne est encore loin d'avoir trouvé la parade à l'imbroglie suscitée par la victoire du « leave », le départ de l'Union.

La procédure de divorce ne sera sans doute pas enclenchée par David Cameron lors du sommet, contrairement à ce qu'imaginaient les responsables européens quand les résultats du référendum sont tombés vendredi. Alors, « Brexit » ou pas ? Déjà considérablement affaiblie par les crises des migrants et de la Grèce, l'Europe est non seulement groggy mais aussi dans le brouillard.

Liens en myriade

C'est bien à Londres que revient l'initiative d'activer la « clause de retrait » de l'Union, prévue par l'article 50 du traité de Lisbonne, en notifiant sa volonté au président du Conseil européen, Donald Tusk. Le processus du divorce est alors irréversible, insiste-t-on à Bruxelles. Le Royaume-Uni n'a que deux ans pour couper ses

liens en myriade avec l'UE, et pour négocier une nouvelle relation commerciale et politique, probablement moins avantageuse que celle dont il aura joui jusqu'alors. « *Quel que soit le premier ministre en charge, je crois qu'il ne sera pas assez stupide pour appuyer sur le bouton* », redoutait un diplomate bruxellois, dimanche.

« *Le Royaume-Uni seul peut activer l'article 50. De mon point de vue, nous ne devrions le faire que lorsque nous aurons une vision claire des nouveaux arrangements recherchés avec nos voisins européens* », a expliqué le ministre des finances britannique, George Osborne, lundi. Vu de Londres, la question du déclenchement de la procédure de l'article 50 est aussi à lire à travers la rivalité, transformée en bataille ouverte, entre le premier ministre démissionnaire

« Il n'y a pas de raison d'être particulièrement méchant lors des négociations »

ANGELA MERKEL

et son ancien ami, Boris Johnson, chef de la campagne pour le « Brexit » et son possible successeur. M. Cameron, qui devrait rester à son poste jusqu'à début octobre, n'a aucune raison d'appuyer lui-même sur la gâchette : il préfère léguer ce cadeau empoisonné à ceux qui ont obtenu sa tête.

Certes, quand le résultat du vote britannique a été connu, les Européens ont multiplié les pressions pour pousser Londres à accepter

d'entrer rapidement dans la procédure de divorce. La lettre des présidents des institutions européennes était très claire : « *Tout délai prolongera inutilement l'incertitude*. » La sortie du Royaume-Uni de l'UE est « *devenue irréversible* », a encore déclaré François Hollande dimanche.

Les ministres des affaires étrangères des six pays fondateurs de l'UE, réunis à Berlin samedi, étaient aussi sur cette ligne. Ils craignent que s'installe une période d'incertitude, redoutable pour les marchés financiers, qui ont déjà décroché le 24 juin. Ils veulent couper court aux arguments des partis populistes européens et aux velléités de nouveaux référendums dans les pays membres qui mettraient le projet communautaire en péril.

La nomination par le Conseil, samedi, d'un « M. Brexit », le Belge Didier Seeuws, pour négocier la séparation d'avec Londres, participe aussi de ces pressions, tandis que démissionnait Jonathan Hill, le commissaire britannique. Le portefeuille de ce dernier, les services financiers, a été confié « temporairement » au Letton Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission chargé de l'euro.

Michel Sapin : « Il faut aller vite »

Mais le ton s'est adouci durant le week-end. A Berlin, Angela Merkel n'entend ni presser Londres d'activer l'article 50, ni se montrer dure lors des discussions à venir. « *Il n'y a pas de raison d'être particulièrement méchant lors des négociations* », a déclaré la chancelière. Au nom de l'unité des Européens qu'elle appelle de ses vœux, elle n'a pas vu d'un très bon œil l'initiative de Frank-Walter Steinmeier, son ministre des affaires étrangères, membre du Parti social-démocrate, de réunir samedi à Berlin ses homologues des cinq autres pays

fondateurs (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Italie, France).

La Commission a changé d'attitude dimanche, renonçant à annoncer sa « task force Brexit » mais, au vu du chaos politique au Royaume-Uni. Certains se prennent à espérer : « *Avec le temps, les "Brexiters" vont se rendre compte de l'erreur qu'ils ont faite, et le référendum sera annulé. Personne ne s'en plaindrait ici* », souligne un diplomate bruxellois.

Après avoir multiplié les déclarations dramatiques, les partenaires européens de Londres sont-ils déjà prêts à faire comme si de rien n'était ? S'il y a des tentations manifestes, ce n'est cependant pas ce qui est ressorti de la réunion des sherpas, dimanche. « *Nous ne travaillons que sur un seul scénario, le "Brexit"* », souligne un diplomate de haut rang. « *Il y a un consensus à vingt-sept selon lequel il n'y aura pas de négociation avec Londres sans notification de l'article 50* », ajoute un autre diplomate.

On en est là en ce début de semaine, alors que le ballet diplomatique continue à un rythme soutenu – François Hollande devait rencontrer Merkel, à Berlin, avec le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, et le président du Conseil européen. Sur la réforme de l'UE, Paris et Berlin semblent sur deux chemins différents : réaction rapide pour la France, nécessité de prendre son temps pour les Allemands, malgré les dénégations françaises – « *il n'y a aucune différence entre la France et l'Allemagne sur le "Brexit", il faut aller vite* », a affirmé le ministre des finances, Michel Sapin, lundi matin. Mais tant sur la méthode que sur le rythme, et même sur l'effectivité du divorce, tout le monde semble encore naviguer à vue. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX,
PHILIPPE BERNARD
ET FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Bruxelles mise sur la sécurité pour relancer l'Europe

C'EST L'UNE DES PISTES pour tenter de rebondir, la protection du continent face aux défis sécuritaires du moment figure au cœur d'un document d'une vingtaine de pages remis samedi 25 juin aux Etats membres par la haute représentante européenne pour la politique extérieure, Federica Mogherini. Ce texte, intitulé « Vision partagée, action commune : une Europe plus forte », devrait être examiné lors de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement, mardi 28 et mercredi 29 juin, à Bruxelles.

Publié – un peu par hasard, mais fort opportunément – au lendemain du « Brexit », le document peut être un outil pour tenter de convaincre les opinions que les dirigeants ont l'intention d'agir dans un domaine devenu essentiel à leurs yeux, compte tenu des menaces intérieures et extérieures qui pèsent sur un ensemble communautaire en plein questionnement.

Dans l'introduction à son projet, la haute représentante souligne que, désormais, « *le projet et même l'existence de l'Union sont re-*

mis en question ». Cette Union, indique-t-elle, est toutefois « *plus nécessaire que jamais* » mais doit agir en commun, partager une vision et penser en termes stratégiques. « *C'est un peu plus vrai encore après le référendum britannique* », ajoute l'ancienne ministre italienne.

Organiser la migration légale

Le document, que *Le Monde* a pu lire, énumère une liste très fournie de domaines pour lesquels l'Europe devrait non seulement se fixer une ligne mais passer rapidement à l'action. Le contre-terrorisme requiert « *des investissements et de la solidarité* », mais aussi une coopération accrue avec des pays proches ; et la migration, devenue un thème clé, nécessite une action déterminée pour aider les pays d'origine et de transit, mais aussi un système d'asile cohérent et l'organisation d'une migration légale. Plus généralement, le texte fixe des priorités pour « *une zone méditerranéenne, un Moyen-Orient et une Afrique prospère*

res » : un renforcement tous azimuts de la coopération, notamment avec la Turquie, un « *engagement équilibré* » dans le Golfe, un souci plus affirmé pour les pays de la Corne de l'Afrique.

M^{me} Mogherini a été mandatée en 2015 pour actualiser la stratégie élaborée en 2003 par le haut représentant Javier Solana, et partiellement revue en 2008. Intitulée « Une Europe sûre dans un monde meilleur », elle évoquait, à l'époque, cinq principales menaces qui n'ont pas changé, ou se font plus intenses : le terrorisme, les conflits régionaux, les Etats en déliquescence, la prolifération des armes de destruction massive, la criminalité organisée. Ce document prônait aussi – déjà – une politique « *plus cohérente et plus active* », ainsi qu'un renforcement des capacités des pays membres. Depuis, ces dernières ont été victimes d'exigences budgétaires qui ont la plupart du temps entraîné leur réduction. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS
(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)

A Slough, les sentiments partagés des Polonais

Dans cette banlieue de Londres, les travailleurs de l'Est balancent entre colère et compréhension

REPORTAGE

SLOUGH (BERKSHIRE) -
envoyé spécial

Pawle, Karol et Marcim exultent. La Pologne vient de gagner aux tirs au but face à la Suisse en huitièmes de finale du championnat d'Europe de football, samedi 25 juin. Visages peinturlurés, écharpes autour du cou, ils sautent de joie et chantent dans le petit square de Farnham Road, à Slough, à l'ouest de Londres. Des voitures arborant le drapeau blanc et rouge passent en klaxonnant, se joignant à la célébration. La victoire a pourtant un goût amer pour Marcim Malinowski. Voilà sept ans qu'il est installé au Royaume-Uni et le choix des Britanniques de sortir de l'Union européenne (UE) remet soudain tout en cause. «*Je suis en colère. On est venus ici, et on fait le travail dont les Britanniques ne veulent pas. On aide ce pays à s'améliorer. Et maintenant, ils nous disent : "Rentrez chez vous" !*» Pour l'ouvrier du bâtiment, à l'anglais encore balbutiant, il s'agit d'une «*trahison*». Slough prend parfois des airs de quartier de Varsovie. Depuis

l'ouverture des frontières britanniques en 2004, une importante population polonaise s'est installée. La main-d'œuvre pas chère et dure à la tâche y est très demandée, du fait de la proximité de l'aéroport d'Heathrow et de la présence de très nombreuses usines et entrepôts. Désormais, on trouve dans la ville des supermarchés où les vendeurs parlent à peine l'anglais et où tous les produits sont directement importés de Pologne. Des Indiens tenant des épiceries ont même installé des enseignes en polonais pour attirer la clientèle.

«Directement visée»

Dans ces conditions, les conséquences du «*Brexit*» inquiètent. Edyta Kosnik vit à Slough depuis douze ans. «*Je n'ai pas dormi pendant la nuit* [du dépouillement des bulletins de vote], *j'étais accrochée à ma télévision. Je n'arrive toujours pas à y croire.*» Elle qui travaille dans le département marketing d'une grande multinationale, tout en préparant le soir un diplôme de master, fulmine : «*Statistiquement, ça veut dire qu'un Britannique sur deux que je connais ne veut pas de moi ici. Je*



Une boutique polonaise, dans une rue de Slough. GUILHEM ALANDRY/DOCUMENTOGRAPHY POUR «LE MONDE»

suis en colère contre la campagne qu'a menée le camp du "Leave" [favorable au «Brexit»], en faisant de l'immigration son principal argument. Je me suis sentie directement visée.»

Adam Waszkun a débarqué il y a deux ans à Slough avec ses deux enfants en bas âge. «*Je suis arrivé à l'aéroport et j'ai demandé au chauffeur de taxi de m'emmener là où il y avait de l'emploi pour les Polonais. Il m'a amené ici.*» Le lendemain, il avait un travail. Mais s'il le faut, il est prêt à repartir : «*Si l'Ecosse devient indépendante, peut-être que j'irai là-bas !*»

Pendant la campagne du référendum, l'immigration intra-européenne a été au cœur des débats. Il fallait la réduire et «*repren- dre le contrôle des frontières*», affirmaient les partisans du «*Brexit*». Depuis leur victoire, quelques incidents contre les Polonais ont été recensés. A Londres, des graffitis racistes ont été peints sur leur centre culturel. Dans une école près de Cambridge, des tracts anonymes ont été laissés : «*Quittez l'UE/plus de vermine polonaise.*» A Romford, dans la grande banlieue de Londres, un homme a été pris en photo por-

tant un tee-shirt : «*Oui ! On a gagné ! Maintenant, renvoyez-les.*»

A Slough pourtant, personne ne croit vraiment qu'une expulsion prochaine est probable. Trois millions d'Européens vivent au Royaume-Uni, dont presque 900 000 Polonais, ce qui en fait la première nationalité étrangère du pays. Impossible d'imaginer un départ massif. «*De toute façon, qui va accepter de travailler à bas salaire ? Les Britanniques ?*», interroge, goguenard, Karol Patalas, un supporter de football. Pour l'instant, l'impression qui domine est que la tempête politique pourrait ne pas changer grand-chose à la réalité quotidienne.

«S'il faut qu'on parte, on partira»

Les réactions outrées ne sont d'ailleurs pas unanimes, loin de là. Au supermarché polonais Smaczek, on cherche plutôt à relativiser. «*Ce vote concerne les Britanniques, c'est leur choix*, confie Karolina Bisaga, une vendeuse. *Et s'il faut qu'on parte, on partira.*»

Pour s'excuser de son très mauvais anglais, elle explique : «*Par- tout où je vais, tout est en polonais : ici au magasin, à la banque,*

«Soyons clairs : je prends l'emploi de quelqu'un d'autre»

DARIUSZ TRUCHEL
directeur de site
sur des chantiers

chez le coiffeur...» Nombre de Polonais de Slough vivent dans un monde parallèle au Royaume-Uni, travaillant dans des usines où peu de mots sont échangés, sans véritables attaches locales. Même s'ils sont installés depuis plusieurs années, ils demeurent psychologiquement de passage. Plus étonnant encore, un certain nombre d'entre eux soutiennent la décision des Britanniques. «*Soyons clairs : je prends l'emploi de quelqu'un d'autre*, lance Dariusz Truchel, qui vit au Royaume-Uni depuis treize ans. *Comment vous sentiriez-vous si des millions de personnes venaient soudain dans votre pays ?*»

Tout en faisant ses courses au rayon charcuterie, où sont alignées les saucisses aux couleurs

vives, il raconte qu'il est directeur de site sur les chantiers. «*Depuis quelques années, j'ai vu les Roumains arriver* [la Roumanie bénéficie de la libre circulation dans l'UE depuis janvier 2014], *et eux aussi mettent la pression sur les salaires.*»

Quelques-uns des supporters de football affirment qu'ils auraient voté pour le «*Leave*» s'ils avaient pu. «*Il faut arrêter l'immigration*, affirme sans ironie aucune Pawle Lukoszewski. *Il y a trop de gens qui viennent ici et abusent des allocations sociales.*»

Ce discours, qui semble directement sorti d'un tract du UKIP, le parti anti-européen, surprend : n'est-il pas lui-même un immigré arrivé il y a seulement quelques années ? «*Ça fait quatorze ans que je suis ici. Impossible de me renvoyer.*»

Son ami Karol Patalas explique : «*Nous sommes venus ici et on a accepté des emplois avec des salaires un peu plus bas que ceux des travailleurs britanniques. Mais maintenant, de nouveaux immigrants arrivent et prennent des salaires encore plus bas. Ce n'est pas bon pour nous.*» ■

ÉRIC ALBERT

M.Reynders : « Pas d'unanimité pour plus d'intégration en Europe »

Pour le ministre belge des affaires étrangères, il faut discuter « le plus vite possible » des modalités de la sortie du Royaume-Uni de l'UE

ENTRETIEN

BRUXELLES - bureau européen

Didier Reynders, le ministre belge des affaires étrangères, membre du Mouvement réformateur (libéral), estime, après le «*Brexit*», que les institutions européennes ne pourront pas convaincre sans un programme concret, notamment sur les migrations et la sécurité, et une nouvelle réflexion sur «*les fondements et les valeurs*».

Vous avez participé, samedi 25 juin à Berlin, à la réunion des six ministres des affaires étrangères des Etats fondateurs de l'Europe. Comment résoudre les divergences, notamment entre la France et l'Allemagne, quant au rythme des négociations sur la sortie du Royaume-Uni ?

Nous avons été corrects avec les Britanniques en essayant d'aider David Cameron et en acceptant une partie de ses demandes en fé-

vrier, ce qui ne fut pas simple. Nous nous sommes aussi abstenus d'intervenir dans le débat britannique. Désormais, le choix est fait, il faut aller le plus vite possible pour commencer les discussions sur le départ, dans l'intérêt de Londres et de l'Union.

Le délai de deux ans pour régler les modalités s'avère très court. Il faudra notamment vite régler la question de la présidence britannique de l'Union, prévue pour le deuxième semestre 2017, celle de l'organisation des futures élections européennes ou celle du rôle de Londres dans les décisions du Conseil : le Royaume-Uni pourra-t-il bloquer, dans l'intervalle, des décisions nécessitant l'unanimité ?

Angela Merkel évoque la nécessité de ne pas précipiter les débats avec Londres...

Commencer les discussions ne veut pas dire décider. Nous pouvons donc commencer, de manière informelle, le double débat sur la

sortie et sur l'organisation de nos liens futurs avec Londres.

Quel rôle peuvent jouer les «Six» pour une refondation de l'Europe ?

Notre réunion à Berlin était fixée de longue date et était la troisième du genre. Notre idée est celle d'une relance autour de projets concrets, soutenus par une majorité et défendus devant la population. On n'ira pas très loin avec des théories sur l'Europe rêvée des uns et des autres ou des propos affirmant que l'Europe n'est pas légitime tant qu'elle ne correspond pas intégralement à tel ou tel programme politique. Il n'y a, clairement, pas d'unanimité pour aller vers davantage d'intégration, mais il faut avancer sur des thèmes précis.

Lesquels ?

La migration, avec un engagement clair sur le contrôle des frontières extérieures, l'enregistrement des migrants avec l'aide de

«On n'ira pas très loin avec les théories rêvées des uns et des autres sur l'Europe»

gardes-frontières européens, la répartition des demandeurs d'asile entre tous les pays de l'Union. Ensuite, la sécurité, avec une amélioration des échanges entre les Etats pour la lutte contre le terrorisme et la grande criminalité.

L'action de l'Europe dans le monde requiert également une réflexion. Comme la nécessité de créer des emplois, de relancer la croissance, d'intégrer le marché de l'énergie, de se soucier de l'économie digitale. Au sein même de la zone euro, il faut débattre de questions sociales et fiscales.

Enfin nous devons nous soucier à nouveau des fondements mé-

mes de l'Union et des valeurs : il faut parler davantage des droits économiques et sociaux, du droit au logement ou à un salaire minimal, de l'Etat de droit qui devrait, selon moi, faire l'objet d'un contrôle aussi strict que les budgets. En matière de légitimité démocratique, allons plus loin et faisons élire au moins une partie des eurodéputés dans une circonscription européenne.

Les initiatives des «Six» ne vont-elles pas aboutir à irriter un peu plus les autres pays membres, qui redoutent la naissance d'une Europe des «cercles concentriques» ?

Il y a une légitimité à ce que les pays fondateurs se soucient de l'avenir de ce qu'ils ont créé. Par ailleurs, nous envisageons des discussions avec d'autres groupes d'Etats, les Baltes ou ceux de Vise-grad [Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie]. La zone euro, l'espace Schengen ou l'OTAN ne rassemblent pas tous le même

nombre de pays. L'idée des cercles est donc déjà une réalité, et le principe des dimensions variables s'imposera sans doute de plus en plus. Il permettra aussi, par exemple, des relations plus ou moins fortes avec tel ou tel pays tiers, en fonction des sensibilités de chacun.

Redoutez-vous un effet de contagion du «Brexit» ?

Il peut exister une appréhension mais, vendredi 24 juin, à Luxembourg, les Vingt-Sept ont dit unanimement leur souhait de renforcer l'Union. Il faudra maintenant que les dirigeants s'engagent vraiment : on en voit qui, trop souvent, approuvent une décision à Bruxelles et, une fois revenus chez eux, s'en attribuent le mérite si elle est jugée positive, ou la rejettent sur Bruxelles si elle est complexe ou pose problème pour telle ou telle catégorie de la population. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-PIERRE STROOBANTS

LES CONSÉQUENCES DU « BREXIT »

Corbyn contesté,
le Labour
en crise ouverte

Seize membres du « cabinet fantôme » ont démissionné

LONDRES - correspondant

Jeremy est un homme bon et respectable, mais ce n'est pas un dirigeant. » Même prononcée avec la componction de clergyman d'Hilary Benn, la sentence vaut condamnation sans appel. M. Benn, ancien ministre des affaires étrangères du « cabinet fantôme » du Labour, l'a prononcée, dimanche 26 juin, dans l'émission politique la plus regardée du week-end, quelques heures après avoir été lui-même congédié, en pleine nuit, par Jeremy Corbyn, le leader du Parti travailliste. Pour parfaire le psychodrame, le modéré M. Benn se trouve être le fils de Tony Benn, dirigeant très à gauche du Labour des années 1970 et héros politique de M. Corbyn. Il a juré qu'il ne serait pas candidat pour diriger le parti à sa place.

Dire que le référendum secoue le Labour serait un euphémisme pour un parti au bord de l'implosion. Un grand nombre d'élus et de responsables ne pardonnent pas à M. Corbyn son manque de charisme, son absence des médias, sa mollesse et son défaut de conviction dans la campagne du référendum et le tiennent pour coresponsable de la catastrophe du « Brexit ».

Alors que le parti faisait campagne pour le maintien dans

l'Union européenne (UE) lors du référendum, 37 % de ses électeurs ont voté en sens inverse. Travaillée depuis des décennies par le discours anti-Bruxelles et anti-immigrés, une partie de l'électorat populaire des villes du nord de l'Angleterre s'est rebellée. Dans certaines zones ouvrières, les défections vers le camp du « Brexit » frisent les 50 %. L'ampleur de cette dissidence explique en large partie le résultat final : 51,9 % en faveur d'un divorce d'avec l'UE.

Eurosceptique de toujours

Le limogeage d'Hilary Benn a provoqué, dimanche, la démission de seize membres du « cabinet fantôme », soit un tiers de l'effectif total. La possibilité d'élections générales anticipées, dès cet automne, a probablement incité les rebelles à passer à l'action. Le scrutin aurait lieu dans la foulée de la désignation, début octobre, du nouveau chef des conservateurs. Successeur de David Cameron, il pourrait souhaiter être relégitimé en suscitant des élections législatives.

« Le Labour a besoin d'une direction forte et efficace, capable de demander des comptes au gouvernement, a déclaré M. Benn. Cela n'est pas le cas actuellement. La confiance n'existe pas en notre capacité de gagner une élection générale aussi longtemps que Jeremy



Jeremy Corbyn à Londres, dimanche 26 juin. PETER NICHOLLS/REUTERS

« Le Labour a besoin d'une direction capable de demander des comptes au gouvernement »HILARY BENN
ex-membre du « cabinet fantôme » du Labour

reste à la tête » du parti. Deux députées ont déposé une motion de défiance contre M. Corbyn, dénonçant sa campagne « médiocre ». Le texte doit être examiné lundi par l'ensemble du groupe parlementaire et pourrait être soumis à un vote dès mardi. Dimanche soir, M. Corbyn a rétorqué qu'il remplacerait les démissionnaires dans les vingt-quatre heu-

res et il a appelé au rassemblement. Rappelant qu'il avait obtenu « un mandat très majoritaire » des adhérents, il a annoncé qu'il se présenterait s'il y avait une nouvelle élection. Les syndicats, très liés au parti et vitaux pour son financement, le soutiennent, tout comme les nouveaux adhérents. Une pétition pro-Corbyn a été signée par 180 000 personnes.

Les députés du Labour sont nombreux à penser que leur réélection sera difficile sous la direction de M. Corbyn. Sa détermination à refuser tout contrôle de l'immigration leur semble rédhibitoire, étant donné l'état de l'opinion, a fortiori après cette campagne référendaire largement gangrenée par la xénophobie.

Pendant la campagne, M. Corbyn n'a participé à aucun des grands débats télévisés et ses discours sur l'Europe étaient si

ternes et si critiques à l'égard de l'UE que, selon un sondage interne au Labour lui-même, 45 % des sympathisants n'avaient pas d'idée claire sur la préconisation du parti pour le référendum.

Le chef du Labour avait voté contre l'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE) en 1975. Eurosceptique de toujours, il a, cette fois, défendu du bout des lèvres le vote « in » pour ne pas faire exploser le parti dont 97 % des députés étaient engagés en faveur du maintien au sein de l'UE.

Son principal argument, selon lequel l'UE défend les droits des travailleurs, était peu audible dans un pays où ces droits ont rétréci depuis longtemps comme peau de chagrin. L'ancien premier ministre Gordon Brown et le nouveau maire de Londres, Sadiq Khan, ont été nettement plus

actifs à défendre un vote « in » de gauche. Et il a fallu le meurtre de la députée travailliste pro-UE Jo Cox pour que Jeremy Corbyn consente à apparaître aux côtés de David Cameron.

Selon des documents internes au Labour, révélés par la BBC, la direction du parti aurait « délibérément saboté » la campagne pro-UE. Un courriel rendu public suggère que le directeur chargé de la stratégie de M. Corbyn l'incitait à ne pas se mettre en avant dans la campagne : « S'il ne peut pas tuer son discours, il va l'édulcorer afin que personne ne le remarque. »

Dimanche, un porte-parole du dirigeant travailliste a dénoncé ces fuites « destinées à déstabiliser la direction » du parti, confirmant l'atmosphère de règlements de compte sans pitié qui règne au Labour. ■

PHILIPPE BERNARD

L'Ecosse menace de bloquer le « Brexit »

Nicola Sturgeon veut négocier avec Bruxelles pour rester dans l'Union européenne

LONDRES - correspondant

L'Ecosse ne se laissera pas tirer hors de l'Union européenne (UE) contre son gré, répète depuis des mois Nicola Sturgeon, première ministre indépendante du gouvernement régional d'Édimbourg. En votant à 62 % pour rester dans l'UE, les Écossais lui permettent d'avancer ses pions vers son objectif proclamé : déclencher un second référendum sur l'indépendance. Elle ne le fera que si elle est certaine de le gagner, après l'échec de celui de 2014 (45 % pour, 55 % contre). Le contexte créé par le « Brexit » semble remarquablement porteur. Il y aurait aussi une certaine logique à ce que la poussée nationaliste anglaise qui a produit le « Brexit » renforce en retour le nationalisme écossais.

Enchaînant un nombre impressionnant d'entretiens, dimanche 26 juin, M^{me} Sturgeon a mis en

scène « la fureur de beaucoup d'Écossais » à l'idée d'être forcés par les Anglais à quitter l'UE. « Je n'ai pas créé cette situation », a-t-elle insisté. Plusieurs sondages sont encourageants pour le Parti national écossais (SNP, indépendantiste), que dirige M^{me} Sturgeon. Le *Sunday Times* donne ainsi l'indépendance gagnante à 52 % et le *Sunday Post* à 59 %. La première ministre passe évidemment sous silence la chute vertigineuse des prix du pétrole, principale ressource d'une Ecosse indépendante, qui rend l'équation de la rupture avec Londres encore plus hasardeuse qu'en 2014.

Déjà, M^{me} Sturgeon a constitué une équipe de conseillers chargés des travaux d'approche avec Bruxelles. En 2014, les dirigeants de l'UE s'étaient montrés réticents à l'adhésion d'une Ecosse indépendante. Mais le « Brexit » modifie le contexte. Cette fois, il ne s'agirait plus, pour Édimbourg, de deman-

der son adhésion, mais son maintien dans l'UE. Et l'enthousiasme proeuropéen de M^{me} Sturgeon ne saurait être traité par le mépris en ces temps de désamour à l'égard de l'Union. « En aucune circonstance », a-t-elle précisé, elle ne souhaite une frontière entre l'Ecosse et l'Angleterre, ce qui risque pourtant d'être le cas s'agissant d'une nouvelle porte d'entrée dans l'UE.

Controverse juridique en vue

Alors qu'une bataille de direction secoue les conservateurs comme les travaillistes à Londres, M^{me} Sturgeon a eu beau jeu de souligner que ce n'est nullement le cas à Édimbourg. Elle a profité du vide politique pour dégainer son ultime moyen de pression : le Parlement écossais pourrait bloquer le « Brexit ». Il ne s'agit pas à proprement parler d'un veto, mais de l'interprétation – discutée – du Scotland Act de 1998, ou acte de dévolution, qui a recréé le Parlement écossais et lui a délégué des compétences. Cette loi oblige Holyrood, le Parlement écossais, à respecter la législation européenne.

Or Londres, sorti de l'UE, va être amené à voter des dispositions prévoyant la caducité des règles européennes dans tout le royaume, et donc en Ecosse. Dans un rapport publié le 4 mai par la Chambre des lords, Sir David Edward, ancien juge à la Cour de justice de l'UE, affirmait que le Parlement écossais devrait donner son « consentement » à ces mesures qui sortiraient l'Ecosse du champ de la législation européenne et

contrediraient le Scotland Act. Malicieusement, il soulignait qu'il y aurait « un certain avantage politique » pour le SNP à exiger ce consentement. C'est précisément ce que M^{me} Sturgeon a fait dimanche.

La première ministre, dont le parti est dominant mais non majoritaire à Holyrood, table sur un refus par les députés écossais de cette remise en cause de l'acte de dévolution. Une controverse juridique est en vue. En attendant, l'argument fait mouche, même si M^{me} Sturgeon reconnaît que le gouvernement britannique aura probablement « une interprétation très différente » de la sienne.

Pendant la campagne du référendum, David Cameron, qui, jusque-là, avait refusé d'envisager la perspective d'un nouveau référendum en Ecosse, avait fini par l'envisager pour le mentionner parmi les risques d'une sortie de l'UE, qu'il dénonçait. Quant à Boris Johnson, leader de la campagne pro-« Brexit » et possible futur premier ministre, il est toujours resté extrêmement évasif sur le sujet.

Pourtant, ce serait lui, s'il accède à Downing Street, qui devrait donner le feu vert à l'organisation d'une nouvelle consultation. Pourrait-il faire obstacle à ce que même l'écrivain J.K. Rowling, opposée à l'indépendance, estime inéluctable ? « L'Ecosse va demander l'indépendance à présent, a-t-elle tweeté après l'annonce du « Brexit ». L'héritage laissé par Cameron sera d'avoir rompu deux unions. Aucune n'aurait dû se produire. » ■

PH. B.

Les Britanniques pro-« Remain »
pétitionnent en ligne

LONDRES - correspondance

Mais ils sont fous ! » Sous le choc, les Britanniques qui voulaient rester dans l'Union européenne n'en viennent pas. Depuis le 24 juin, dans un pays où les conversations politiques entre amis sont généralement évitées, ils ne parlent que de ça. Parfois, à la limite du déni.

Des pétitions en ligne ont été lancées. L'une appelant à la tenue d'un deuxième référendum a connu un succès phénoménal : lundi 27 juin au matin, elle avait recueilli 3,5 millions de signatures. Elle a été lancée à partir du site du Parlement britannique, qui encourage les pétitions populaires. En dépassant la barre de 100 000 signatures, elle va officiellement être « considérée pour un débat » à la Chambre des communes. On imagine pourtant mal les députés s'en emparer. Les signataires demandent au gouvernement d'introduire une règle pour que le vote « Leave » ne compte que si la majorité dépasse 60 %, avec une participation de plus de 75 %.

La pétition a cependant été l'objet de controverses : 77 000 signatures ont été supprimées, apparemment ajoutées frauduleusement par des hackeurs. Pas moins de 39 411 résidents du Vatican (population : 800) avaient signé, ainsi que 23 778 Nord-Coréens.

Une autre pétition demande l'indépendance de Londres pour que la capitale britannique puisse ensuite rejoindre l'Union. Elle n'a pas obtenu le même succès (30 000 signatures pour l'instant), mais l'idée reflète la coupure entre la première ville du pays, qui a voté à 60 % pour le « Remain », et le reste de l'Angleterre. « Faisons face à la réalité : le reste du pays n'est pas d'accord. Plutôt que voter de façon passive agressivement l'un contre l'autre à chaque élection, rendons ce divorce officiel », écrit James O'Malley, l'auteur de la pétition.

Le choc a provoqué des réactions spontanées un peu partout. Mukul Patel, un Britannique qui vit dans l'est de Londres, a imprimé sur un tee-shirt la « une » de *Libération* montrant Boris Johnson suspendu à une tyrolienne, avec les simples mots : « good luck ». Quand il est sorti de chez lui, plusieurs personnes l'ont arrêté pour savoir où il avait trouvé ce vêtement. ■

ÉRIC ALBERT

TV5MONDE RFI Le Monde

« Le premier ministre qui a perdu l'Europe »

L'ancien ministre britannique des affaires européennes (2002-2005) Denis MacShane a comparé David Cameron à « Lord North, l'homme le plus méprisé dans la politique britannique, pour avoir perdu l'Amérique : il restera à jamais comme le premier ministre qui a perdu l'Europe », a-t-il déclaré, dimanche 26 juin, dans l'émission « Internationales » sur TV5 Monde, en partenariat avec Le Monde et RFI. Militant travailliste proeuropéen, M. MacShane n'a pas été tendre non plus pour la direction du Labour : il a traité Jeremy Corbyn de « mélange de l'abbé Pierre et d'Olivier Besancenot » et de « prêcheur dans le désert défendant toutes les causes perdues dans le monde », manquant totalement de charisme.

Juppé : « L'Europe est menacée de dislocation »

L'ancien premier ministre juge qu'organiser un référendum, aujourd'hui, en France, « serait irresponsable »

ENTRETIEN

Après le « choc » du « Brexit », Alain Juppé met en garde : « *L'Europe est mortelle.* » Le candidat (Les Républicains) à la primaire à droite expose les cinq piliers de son projet de refondation pour « *sauver la construction européenne, en la transformant profondément* ».

Comment avez-vous réagi à l'annonce du « Brexit » ?

C'est un choc. Plus rien ne sera désormais comme avant. D'abord pour le Royaume-Uni lui-même, qui doit assumer les conséquences, très lourdes, de son choix. A la fois du point de vue de son unité politique, compte tenu de la position de l'Ecosse et de l'Irlande du Nord, et également pour son poids économique, au vu de la division entre Londres et le reste de l'Angleterre et de l'importance de la City. Ce sont des défis considérables. Mais c'est désormais son affaire, c'est un vote souverain, il faut le respecter. Le retrait britannique doit être mis en œuvre, et sans tarder. Rien ne sera comme avant non plus pour l'UE : ce serait une erreur stratégique de continuer à vingt-sept comme on le faisait à vingt-huit, ce serait se voiler la face sur la réalité de la situation en Europe. Écoutons, enfin, le message.

Quel est le message que doivent retenir les autres pays ?

L'UE telle qu'elle s'est construite suscite un sentiment d'incompréhension, de désamour, voire, on l'a vu, de rejet. L'évolution des Pays-Bas, l'un des six pays fondateurs, est frappante : l'extrême droite y conteste la construction européenne, et elle progresse.

En France, si on additionne les extrêmes, on pourrait avoir une majorité antieuropéenne. Le fossé entre pro et anti-européens est en passe de se substituer au clivage droite-gauche. Cette situation nous oblige à réinventer l'Europe et à écrire une nouvelle page de son histoire. Les institutions ne doivent pas tuer l'idéal européen. Je me battraï pour cet idéal.

Peut-il y avoir un effet domino dans les autres pays avec, à terme, l'effondrement de l'UE ?

Pretons conscience que l'UE est mortelle. Dans son état actuel, elle est menacée de dislocation. Le sentiment de rejet se fonde sur des raisons qu'il faut regarder en face. Tout d'abord une incompréhension face au fonctionnement de la machine bruxelloise, une bureaucratie très éloignée des réalités du terrain. Ensuite, un double sentiment d'impuissance : impuissance à relancer la machine économique et à faire reculer le chômage, et impuissance à con-

trôler les frontières et à mettre en place une politique des flux migratoires cohérente. Les citoyens européens n'ont pas le sentiment d'une Europe qui protège. Ils voient une Europe tatillonne sur les détails, et faible sur les grands sujets. Pour éviter cet effet domino dont vous parlez, revenons à des principes simples.

Faut-il accélérer la rupture avec le Royaume-Uni ?

Il faut que le retrait soit rapide et il n'est pas question de renégocier je ne sais quel arrangement complémentaire. Les Britanniques ne peuvent pas continuer avec à la fois un pied dehors et un pied dedans. Nous devons réinventer nos relations avec ce partenaire important, notamment sur le plan militaire, mais pas à notre détriment. Un délai est fixé par les traités, il faut déclencher la procédure et la mettre en œuvre le plus vite possible. Par exemple, je n'imagina pas comment un premier ministre britannique pourrait présider l'UE au second semestre 2017, comme prévu par le calendrier.

Qu'auriez-vous fait à la place de François Hollande dans les jours qui ont suivi le « Brexit » ?

Il incombe à la France, parce qu'elle a un rôle particulier à jouer, de proposer une alternative, une nouvelle organisation de l'Europe, un nouveau chapitre de l'histoire européenne. Mais elle n'a pas aujourd'hui le poids politique pour le faire. La France est totalement aphone à Bruxelles, elle a perdu tout crédit, vis-à-vis de l'Allemagne et de ses partenaires. Je suis extrêmement sceptique sur sa capacité à assumer sa responsabilité historique.

Le président de la République a sa part de responsabilité ?

Oui. La méfiance inspirée par son incapacité à mettre en œuvre les réformes structurelles a affaibli durablement la France. Et au début du quinquennat, il a cru pouvoir se détourner de l'Allemagne, c'était une erreur. La France de François Hollande n'est une référence pour personne. Au Parlement européen, nous ne pesons plus, et dans les instances communautaires et les services de la Commission de Bruxelles, nous n'avons plus les postes-clés que nous occupions par le passé. L'exemple le plus caricatural de cet affaiblissement a été la négociation directe entre An-

« Une certitude : l'Europe de demain sera à plusieurs vitesses »

« Il n'y a pas d'avenir pour la France en dehors de l'Europe »

En Angleterre, ce sont surtout les milieux défavorisés et les ruraux qui semblent avoir voté pour la sortie de l'UE... Constatez-vous cette fracture sociale et territoriale en France ?

Oui, on constate aussi en France un fossé entre les métropoles dynamiques et une ruralité qui se sent méprisée et abandonnée. Il est indispensable de reprendre une politique d'équilibre entre les territoires. Partout en France, on demande par exemple que soit achevé le réseau de connexion à très haut débit. Politiquement, cela se sent aussi. En Gironde, le Médoc, qui n'est pas la partie la plus urbanisée, a voté très largement FN aux dernières élections alors que l'immigration y est quasi inexistante. Il y a donc bien d'autres ressorts, qu'il faut comprendre, analyser, et auxquels il faut répondre.

Le FN a-t-il raison de crier victoire, en affirmant que ce qui est possible au Royaume-Uni l'est aussi en France ?

Ils sont dans leur logique. Ce parti antieuropéen saute évidemment sur l'occasion pour rêver d'une « contagion ». Mais ce parti fait totalement fausse route car il n'y a pas d'avenir pour la France en dehors de l'Europe. Le réveil a été dur pour les Britanniques, et les conséquences seront négatives et durables. Retenons cette leçon.

La question européenne sera-t-elle un des marqueurs-clés de la présidentielle ?

Bien sûr. J'ai l'intention de répéter pendant ma campagne l'importance de la construction européenne et de l'idéal européen auxquels notre jeunesse est attachée. Il faut se situer d'un point de vue histori-



Alain Juppé, le 16 mars, à Caen. CHARLY TRIBALLEAU/AFP

gela Merkel [la chancelière allemande] et Recep Tayyip Erdogan [le président turc], qui s'est soldée par l'acceptation sous certaines conditions de la suppression des visas entre la Turquie et l'Europe et la reprise de la négociation sur de nouveaux chapitres pour l'adhésion de ce pays à l'UE. Où était la France dans ce moment décisif ?

Faut-il revenir sur cette suppression des visas et sur les négociations avec Ankara ?

Il faut dire stop à l'élargissement ! Faute de fondations solides, la maison européenne est délabrée. Rajouter un étage par-dessus, c'est précipiter l'effondrement. Il faut faire comprendre à la Turquie que nous n'avons plus l'intention de poursuivre les négociations d'adhésion. Le flou sur le sujet a assez duré et suscite une

incompréhension majeure qui s'ajoute à toutes les autres.

Il faut vraiment convaincre les Européens que nous avons une politique de l'immigration, qui consiste à harmoniser les procédures du droit d'asile, à développer avec les pays d'origine une politique de réadmission et de codéveloppement, mais surtout à contrôler nos frontières. Nous avons décidé – in extremis – la création d'un corps de gardes-frontières, il n'est toujours pas opérationnel...

Comment renforcer la zone euro et sa gouvernance ?

Il faut accentuer la convergence entre les économies de la zone euro, qui restent trop divergentes. Dans le domaine budgétaire et monétaire, l'Europe est déjà bien dotée. En revanche, il y a un gros travail à faire sur l'harmonisation

fiscale. L'impôt sur les sociétés en France est bien supérieur à la moyenne européenne. Mettre en cohérence nos régimes sociaux me paraît aussi primordial car on ne peut pas continuer avec la directive actuelle sur les travailleurs détachés. Il n'est pas acceptable de payer en France un salarié venu d'un pays européen au smic français, avec les charges sociales de la Pologne ou de la Roumanie !

La relance de l'Europe passe-t-elle par un nouveau traité ?

Un traité n'est qu'un outil, qui vient concrétiser un projet. C'est un point d'aboutissement et non un point de départ. Avant tout, il s'agit de définir ce qui fait notre bien commun, un idéal qui parle au cœur des peuples européens, pour vivifier le désir d'Europe. Avant de mettre en œuvre un nouveau traité, il faut d'abord que la France mette sur la table des propositions concrètes pour rebâtir l'Europe, puis qu'un accord soit noué avec nos partenaires, ceux qui le souhaitent, sur les objectifs que l'on poursuit. J'en ai cinq en tête qui me paraissent prioritaires.

Lesquels ?

Il faut d'abord dire stop à l'élargissement. Il faut ensuite redéfinir les périmètres des compétences car les institutions européennes ne peuvent pas continuer à produire autant de normes et de lois. Le principe de subsidiarité doit – enfin ! – s'appliquer en redéfinissant le périmètre entre l'UE, qui doit s'occuper de l'essentiel, et les Etats, qui doivent reprendre la main. Troisième idée : il faut relancer la zone euro avec davantage de convergence fiscale et sociale mais

« Il y a des moments historiques où les hommes d'Etat ne sont pas faits pour suivre l'opinion. Ils sont là pour la guider »

aussi grâce à un grand plan d'investissements d'avenir, ciblé sur l'innovation et la transition numérique. Il faudra aussi renégocier un accord sur les frontières – car Schengen ne fonctionne plus – en posant à nos partenaires une question de confiance : qui veut vraiment contrôler les frontières et est prêt à contribuer à un corps de gardes-frontières européen ?

Et, enfin, la question de fond reste de savoir si l'Europe a vocation à être un acteur défendant ses intérêts sur la scène mondiale et capable de contribuer à la sécurité de ses citoyens. La défense française restera nationale et une armée européenne n'est pas pour demain, mais nous pouvons mutualiser nos moyens et coopérer avec cinq ou six pays européens dans le secteur de la défense, notamment dans les secteurs industriels et technologiques.

La refondation de l'Europe passe-t-elle inévitablement par le couple franco-allemand ?

Ce couple ne peut fonctionner que s'il est équilibré : je veux créer les conditions d'une France dynamique économiquement et influente diplomatiquement ! La France doit poser la question de confiance à l'Allemagne : est-elle porteuse d'un tel projet refondateur avec nous ? Si c'est le cas, à partir de cette nouvelle alliance franco-allemande, il faudra rassembler les pays qui veulent y adhérer et nouer un nouvel accord pour une nouvelle Europe. Une certitude : l'Europe de demain, encore plus qu'aujourd'hui, sera à plusieurs vitesses. Le départ du Royaume-Uni doit permettre à ceux qui veulent aller plus loin de le faire. Faisons-en une chance. C'est le projet que je propose.

Approuvez-vous l'idée d'un référendum sur un projet européen proposé par votre rival à la primaire Bruno Le Maire ?

Organiser un référendum aujourd'hui en France serait totalement irresponsable. En revanche, les peuples européens ont le sentiment que la construction européenne s'est faite sans eux. Ce sentiment fait partie du rejet actuel. Il faudra un référendum, non pas seulement en France, mais dans tous les pays concernés, à un certain stade de la reconstruction de l'Europe.

Quand ?

Si la France et l'Allemagne se mettent d'accord sur un accord de reconstruction de l'UE, et que des partenaires y sont associés, on pourra alors proposer aux peuples de l'approuver. Je ne suis pas contre un référendum – ce serait paradoxal pour un gaulliste – mais je pense qu'une telle consultation populaire se prépare.

Il y a des moments historiques où les hommes d'Etat ne sont pas faits pour suivre l'opinion. Ils sont là pour la guider : voilà ce que nous pensons et ce que nous proposons à nos peuples et, à ce moment-là, il est possible d'organiser un référendum. Pas avant. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS CHAPUIS ET ALEXANDRE LEMARITÉ

En Espagne, la droite gagne, mais sans majorité

Le Parti populaire a remporté les législatives du 26 juin, devant les socialistes et Podemos

MADRID - *correspondance*

Scènes de liesse devant le siège du Parti populaire (PP, droite) ; soulagement immense au sein du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et chez les centristes de Ciudadanos ; profonde amertume chez Podemos, le parti de la gauche radicale. Le résultat des élections législatives de dimanche 26 juin, six mois après celles du 20 décembre 2015, qui n'avaient pas permis de former un gouvernement, a pris tous les partis politiques espagnols par surprise.

Un grand vainqueur s'impose : le PP de Mariano Rajoy. Avec 33 % des voix et 137 députés, il remporte 700 000 votes et douze sièges de plus qu'en décembre 2015, ce qui le place dans la meilleure position pour prendre les rênes du prochain exécutif. Il a, en outre, renforcé sa majorité absolue au Sénat.

« Nous avons mené la bataille pour l'Espagne, sans nous soumettre aux ordres de personne. Ce parti mérite le respect », a clamé dans la nuit le président du gouvernement intérimaire, Mariano Rajoy, face à une foule en liesse qui reprenait à son compte, ironique et provocatrice, le slogan de Podemos « *Si, se puede* » (oui, c'est possible).

Un slogan que le parti de la gauche anti-austérité, grand déçu de la soirée, n'avait pas le cœur à chanter. Avec 21,1 %, Unidos Podemos, l'alliance menée par Pablo Iglesias entre Podemos et les néocommunistes de la Gauche unie (Izquierda Unida, IU), sort affaibli du résultat de ces nouvelles élections. Il a perdu plus d'un million d'électeurs par rapport à l'addition des voix qu'avaient obtenues Podemos et IU séparément en décembre 2015 (24,4 %), alors même qu'il pensait être au coude-à-coude avec le PP. Il maintient tout juste le nombre des députés qu'avaient obtenus les deux forces : 71.

Surtout, Unidos Podemos n'a pas dépassé le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), comme il en était convaincu. Surestimant ses forces, il n'a pas tenu compte du fait que, parmi ceux qui avaient voté en décembre 2015, beaucoup étaient d'anciens électeurs socialistes séduits par son discours transpartisan, qui ne se

sont pas reconnus dans les harangues idéologiques des derniers mois, propres à une extrême gauche traditionnelle.

« Les résultats ne sont pas satisfaisants, nous attendions autre chose », a reconnu Pablo Iglesias. Nous sommes inquiets de voir que le bloc conservateur a augmenté ses soutiens. C'est le moment de réfléchir et de dialoguer avec les autres forces », a-t-il ajouté, assurant qu'il avait envoyé un message au secrétaire général du PSOE, Pedro Sanchez, sans obtenir de réponse.

Pas de soutien sans contrepartie
Le chef de file socialiste prenait sans doute ainsi sa revanche. Pedro Sanchez a évité la débâcle que tous les sondages lui prédisaient en conservant sa deuxième place sur l'échiquier politique avec 22,7 % des suffrages (+ 0,7 %) et 85 députés. Alors qu'il se savait sur un siège éjectable s'il perdait l'hégémonie à gauche, le socia-

liste s'est montré soulagé, malgré un mauvais résultat : jamais de son histoire le PSOE n'a eu si peu de sièges au Parlement.

« L'espère que Pablo Iglesias réfléchira à ce résultat », a-t-il lancé lors d'un discours amer, rappelant le blocage de Podemos à sa tentative d'investiture en mars. « En mettant son ambition personnelle avant les intérêts de la gauche, il a favorisé la droite », a-t-il ajouté, se félicitant que le PSOE reste « la première force de la gauche ». M. Iglesias a surtout évité de dévoiler s'il essaierait ou non de former un gouvernement avec Unidos Podemos.

Car rien n'est encore joué en Espagne. Malgré son avance sur le PSOE, il n'est pas dit que le PP pourra gouverner. Pour atteindre la majorité absolue au Parlement (176 sièges), il devra obtenir le soutien d'autres forces politiques, lesquelles sont peu enclines à assumer un accord avec un parti souillé par de nombreuses affaires de corruption et associé à la politi-

Le PP doit obtenir le soutien d'autres partis peu enclins à s'accorder avec un parti souillé par des affaires de corruption

que d'austérité menée durant la crise. Son seul allié naturel est Ciudadanos, parti centriste, libéral et antinationaliste. Avec 13 % des voix et 32 sièges, il a perdu près d'un point, 400 000 voix et huit sièges au Parlement, souffrant de la bipolarisation de la campagne entre PP et Podemos.

Mais même affaibli, son président, Albert Rivera, ne donnera pas son soutien à la droite sans contrepartie. Il a été clair durant la campagne : sa formation, qui en-

tend incarner le changement, ne veut pas d'un gouvernement présidé par Mariano Rajoy. Lors de son discours d'analyse des résultats électoraux, M. Rivera a insisté dans ce sens en réclamant que personne ne mette « ses ambitions personnelles devant les intérêts des Espagnols ».

Coup de massue pour Podemos

Pour les socialistes, pas question non plus de faire de Mariano Rajoy le prochain chef du gouvernement. Une éventuelle abstention n'est possible que si Ciudadanos s'allie au PP. Seulement ainsi, il pourrait justifier auprès de son électorat son soutien à la droite sans risquer de redonner des ailes à Podemos, en expliquant qu'il n'y a pas de majorité alternative.

Mais Mariano Rajoy est-il disposé à partir ? Rien n'est moins sûr. Renforcé par son résultat, le chef de l'exécutif, connu pour un flegme tirant à l'apathie, a revendiqué « le droit de gouverner parce

LES CHIFFRES

169

députés pour la droite

A l'issue du scrutin du 26 juin, le Parti populaire (PP) a remporté 137 sièges, Ciudadanos 32. Lors des précédentes élections, en décembre 2015, les deux formations en avaient gagné 163 (123 pour le PP, 40 pour Ciudadanos).

156

députés pour la gauche

Le PSOE obtient 85 sièges (contre 90 en décembre 2015). Unidos Podemos, la coalition entre Podemos et les néocommunistes de la Gauche unie, se maintient à 71 sièges.

que nous avons gagné les élections ». Tout en ouvrant la porte au dialogue avec d'autres forces politiques. « Maintenant, ce qui est important, c'est d'être utile à 100 % pour le peuple espagnol. Nous devons dialoguer avec tout le monde et nous le ferons », a-t-il ajouté.

Si la droite ne parvient pas à obtenir le soutien de Ciudadanos, il ne reste qu'une possibilité pour qu'un gouvernement soit formé en Espagne : que Pedro Sanchez scelle un accord à trois, avec Ciudadanos et Unidos Podemos, comme les trois mouvements avaient tenté de le faire, sans succès, en mars.

Le coup de massue qu'a reçu Podemos le convaincra-t-il, cette fois, de céder ? Rien ne le laisse présager non plus. Les relations entre les dirigeants de Podemos et ceux du PSOE et Ciudadanos sont exécrables. Par ailleurs, plusieurs points de leur programme les opposent, telle la tenue d'un référendum d'indépendance en Catalogne ou encore une augmentation des dépenses publiques de 60 milliards d'euros en quatre ans. Si les partis politiques espagnols n'acceptent pas de faire des concessions, il n'est pas impossible que de troisièmes élections soient convoquées dans les prochains mois. ■

SANDRINE MOREL

Bruxelles envisage de sanctionner Madrid et Lisbonne

L'Espagne n'a pas respecté les engagements du pacte de stabilité européen en 2015, affichant un déficit de 5,1 % du PIB

BRUXELLES - *bureau européen*
MADRID - *correspondance*

En pleine crise du « Brexit », la Commission a un autre dilemme. Selon nos informations, l'institution communautaire a prévu de rendre son verdict le 5 juillet concernant le respect – ou non – par l'Espagne et le Portugal du pacte de stabilité et de croissance pour leurs budgets 2015. La Commission devrait recommander au Conseil européen de sanctionner les deux pays en leur imposant une amende (pouvant aller jusqu'à 0,2 % de leur

produit intérieur brut) et une suspension temporaire des fonds structurels européens.

La Commission doit respecter les textes européens. Et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Madrid et Lisbonne ont largement raté leurs objectifs de déficit public pour 2015 : 5,1 % du produit intérieur brut au lieu des 4,2 % attendus dans le cas espagnol ; 4,4 % au lieu des 2,7 % prévus pour le Portugal. Mi-mai, la Commission avait fermé les yeux, en pleine campagne électorale, alors qu'elle était pourtant censée prendre une décision, conformément au

calendrier de surveillance budgétaire de l'Union européenne (UE).

À l'époque, la Commission a assumé une décision « politique ». Impossible, selon son président, Jean-Claude Juncker, de sanctionner un Etat, l'Espagne, sans gouvernement stable à un mois d'élections législatives déterminantes. Les opinions publiques n'auraient pas compris. Impossible d'être intransigeant avec Lisbonne, au risque d'être accusé de vouloir « punir » un gouvernement de gauche pas tout à fait aligné sur les priorités bruxelloises, et d'augmenter l'inquiétude des

marchés concernant ce pays, tout juste sorti du programme d'assistance financière de l'UE.

Une mansuétude critiquée

Cette mansuétude a été fermement critiquée par les Allemands et par le président de l'eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, qui se sont fait fort de rappeler à la Commission l'impérieuse nécessité de respecter le pacte de stabilité (avec comme objectif un déficit public sous la barre des 3 % de PIB), sur lequel repose la confiance des marchés dans la eurozone. La Commission le sait : diffi-

cile de s'en sortir avec une autre pirouette début juillet...

Mais quelle sera la réaction des pays concernés et de leurs populations ? D'autant que, « Brexit » oblige, le débat sur les « erreurs » de l'UE bat son plein. Comment la Commission justifiera-t-elle sa décision de recommander une sanction pour l'Espagne, un pays sans gouvernement, étant donné qu'à l'issue des élections législatives du 26 juin aucune majorité claire ne se dessine ?

Les Espagnols, qui ne se sont pas encore remis de la politique d'austérité mise en œuvre durant la

crise, auront déjà du mal à accepter de nouvelles coupes budgétaires, chiffrées à 8 milliards d'euros pour rentrer dans les clous.

Pour minimiser les tensions, la Commission peut toujours prononcer des sanctions symboliques. Le ministre de l'économie espagnol, Luis de Guindos, s'est dit persuadé que la sanction sera de « zéro euro ». Le Conseil, qui doit statuer en dernier ressort, peut aussi s'opposer à la sanction. Ce qui serait un moyen de sortir par le haut d'une crise potentielle. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET S. M.

france

intervenant de choc



nicolas demorand

le 18/20

18:15 un jour dans le monde

19:20 le téléphone sonne

avec les chroniques d'Arnaud Leparmentier, d'Alain Frachon et de Vincent Giret dans

Un jour dans le monde

de 18:15 à 19:00

Le Monde

« Nous avons sonné le glas de Daech à Fallouja »

L'armée irakienne parade dans une ville reprise à l'organisation Etat islamique après 35 jours de combats

REPORTAGE

FALLOUJA (IRAK) - envoyée spéciale

La matinée touche à sa fin et déjà des tirs de célébration se font écho par salves dans Fallouja. Grisés par leur victoire contre l'organisation Etat islamique (EI), les combattants des forces irakiennes paradedent à bord de Humvee et de pick-up ornés de drapeaux de l'imam chiite Hussein, zigzaguant entre les talus de terre et les carcasses de voitures calcinées mis en travers des rues de la grande ville sunnite de la province de l'Anbar. Ils s'arrêtent pour prendre la pose devant les magasins et édifices éventrés du centre-ville et les corps abandonnés de djihadistes. Après une journée et une matinée de combats, les unités antiterroristes ont repris, dimanche 26 juin, Al-Jolan, le dernier quartier aux mains de l'EI.

Fallouja, qui était contrôlée par les djihadistes depuis janvier 2014, est désormais entièrement libérée. « Trente-cinq jours de combats », répète le lieutenant-colonel Yaroub Jabbar comme pour en savourer chaque syllabe. Au front depuis le 23 mai avec les forces de réaction rapide de la police, il a participé aux derniers combats dans les quartiers nord-ouest de la ville, aux côtés de la police fédérale et des forces antiterroristes de la Division dorée. Son Humvee s'enfoncé dans les premières ruelles étroites d'Al-Jolan, bientôt arrêté par les carcasses de voitures brûlées qui barrent l'accès des rues encore truffées d'engins explosifs.

Dans le quartier voisin du vieux Fallouja, ses hommes ont investi une villa. Ils aménagent l'intérieur tandis que deux d'entre eux s'affairent autour d'un générateur en panne. Après trente-six heures de combats ininterrompus sous des températures frôlant les 45 °C, la priorité, c'est la climatisation. Certains sont partis se baigner dans l'Euphrate. Sur la rive, des chaussures et des armes ont été abandonnées par les combattants de l'Ei qui ont fui à la nage. Le capitaine Haider pointe au loin le souk où il a passé les premières heures de la journée à traquer, allée par allée, les derniers djihadistes.

« Ils ont battu en retraite. Une fois arrivés près de la vieille mosquée, au bord de l'Euphrate, il n'en restait que quatre ou cinq. On a bien vu



Une fabrique de voitures piégées dans le quartier d'Al-Jolan, à Fallouja (Irak), le 26 juin. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

« Nous avons le sentiment de pouvoir aller partout... jusqu'à Mossoul »

YAROUB JABBAR
lieutenant-colonel

qu'ils n'étaient pas experts en combats de rue », dit l'officier de 30 ans, qui s'en tire avec deux points de suture au bras. Des hommes fouillent les ateliers. Une voiture au blindage artisanal indique la présence d'une fabrique de véhicules piégés. Au sol, des grenades abandonnées laissent penser qu'un djihadiste pourrait s'y cacher. « Daech [acronyme arabe de l'Ei] avait juré que personne n'entrerait à Fallouja. Nous avons sonné le glas de Daech à Fallouja », fanfaronne un combattant.

La ville sunnite aux cent mos-

quées a été tour à tour un centre névralgique d'Al-Qaida en Irak puis de l'Ei. En 2005, le lieutenant-colonel Yaroub y a mené une bataille plus féroce encore avec les forces spéciales appuyant les troupes américaines. « Al-Qaida bénéficiait d'un plus grand soutien de la population et de cheikhs sunnites disant combattre l'occupant américain. Aujourd'hui, la population de Fallouja a ouvert les yeux sur ce qu'est Daech », dit l'officier de 38 ans. Sous la bannière de l'Ei, les djihadistes ont gagné en expérience, mais ce sont surtout les centaines de voitures piégées fabriquées dans leurs ateliers de Fallouja qui menaçaient Bagdad, à 65 kilomètres seulement.

La libération de Fallouja a un goût de revanche. Les murs des quartiers libérés sont recouverts de noms de milices chiites des unités paragonnementales de la mobilisation populaire (MP). Le gouvernement irakien avait promis qu'elles n'entreraient pas

dans la ville pour éviter sa mise à sac. Leurs chefs avaient juré qu'ils s'arrêteraient aux faubourgs nord de Garma et Saklaouiya. « Il n'y avait aucune interdiction pour nous d'entrer dans Fallouja. Ceux qui le clament sont les protecteurs de Daech », jure Hadi Al-Ameri, le chef de l'organisation politique et milice chiite Badr, proche de l'Iran. Mille cinq cents de ses hommes ont combattu dans Fallouja avec la police fédérale et la force de réaction rapide de la police.

Miliciens en armes menaçants

D'autres milices ont profité de la libération du centre-ville, mi-juin, pour en occuper les villas. Dans certaines ruelles règne une atmosphère interlope. Les slogans vengeurs pour le « martyr » Mohammed Al-Adari, un soldat pendu par l'Ei au pont de la ville en 2015, ornent les murs. Des fumées noires épaisses se dégagent de quelques villas incendiées. Le feu est à peine éteint dans la villa où l'Ei détenait

ses prisonniers dans des cages de fer. Des miliciens en armes se font menaçants à l'approche des journalistes. Les allées et venues des pick-up chargés de matelas et d'équipements électroménagers forcent la suspicion.

Les représentants irakiens reconnaissent quelques cas isolés de pillage et d'exactions. « Il n'y a pas de guerre sans pertes et erreurs. On ne peut pas contrôler 30 000 hommes sans qu'il n'y ait de bavures », admet le général Abdelwahab Al-Saedi, commandant des forces antiterroristes de la Division dorée, chargé des opérations de libération de Fallouja. En avril 2015, ce militaire allié des Américains avait déjà tenté, en vain, d'obtenir le retrait des milices chiites de Tikrit. « Ça ne doit pas occulter la victoire de Fallouja, qui est bien plus grande que ces histoires », plaide-t-il. Annoncée comme particulièrement difficile, elle s'est achevée sans pertes importantes. Près de 85 000 habitants ont réussi à fuir Fallouja

« Nous allons concentrer désormais nos forces sur Mossoul »

HAIDER AL-ABADI
premier ministre irakien

à la faveur des combats. Seule 15 % de la ville ont été détruits, selon le sous-préfet de Fallouja, Eissa Al-Eissaoui. Les forces gouvernementales disent n'avoir perdu qu'une centaine ou plus de combattants et tué « près de 1 800 djihadistes ».

Le moral des troupes est au plus haut. « Nous avons le sentiment de pouvoir aller partout... jusqu'à Mossoul », dit le lieutenant-colonel Yaroub. C'est en substance le message qu'est venu porter à Fallouja le premier ministre, Haider Al-Abadi, vêtu pour l'occasion de son uniforme noir de commandant en chef des armées. « Tout le monde s'attendait à une longue bataille. Elle a été rapide. Il faut désormais réparer la ville, la nettoyer des engins explosifs. Nous allons concentrer nos forces sur Mossoul et les poches de résistance dans l'Anbar », a-t-il déclaré au Monde.

En fin de journée, une fête s'improvise sous le pont du centre. Devant les caméras, les responsables politiques et militaires viennent y revendiquer la victoire. Issu du parti Badr, le ministre de l'Intérieur, Mohammed El-Ghabban, promet de déminer la ville, rétablir les postes de police et les services. « Les autorités locales de l'Anbar doivent revenir rapidement à Fallouja. 90 % des maisons peuvent être réoccupées », dit-il.

Les représentants sunnites restent discrets tant que les combattants chiites sont en ville. A l'exception de deux régiments de la police de l'Anbar, leurs combattants n'ont pas pu participer à la bataille. Avec 600 hommes, les forces de la police locale sont en sous-effectif pour sécuriser la ville. Déployé devant l'hôpital, le sergent Ali Sabbah n'est pas très optimiste. « On a eu Al-Qaida, puis Daech. D'autres extrémistes se succéderont encore avant que l'Irak ne devienne un pays développé et cesse d'être une terre de conflits entre puissances étrangères. » ■

HÉLÈNE SALLON

La Chine et la Russie célèbrent leur rapprochement

A l'issue de leur rencontre à Pékin, Vladimir Poutine et Xi Jinping ont dénoncé les projets militaires américains

PÉKIN - correspondant

La Chine et la Russie font front commun contre l'expansionnisme occidental et la course aux armements qu'elle entraîne à leurs yeux. Le président chinois, Xi Jinping, et son homologue russe, Vladimir Poutine, ont publié à l'issue de leur rencontre à Pékin, samedi 25 juin, un communiqué acerbe à l'égard de « certains pays et alliances politico-militaires ». Ceux-ci « cherchent des avantages décisifs dans les technologies militaires et associées à travers l'usage de la force et sa menace dans les affaires internationales ». Cette politique a ébranlé « le système de sécurité stratégique global ».

Sont bien sûr visées, sans les nommer, les initiatives américaines dans la mer de Chine du Sud et le renforcement par les Américains de leurs alliances en Asie-Pacifique. En Europe, l'Ukraine a, selon Moscou, servi de prétexte à un front antirusse. Le communiqué s'en prend expressément aux pro-

jets américains de renforcement des systèmes de défense anti-balistiques en Europe (Aegis Ashore) et en Asie (Terminal High Altitude Area Defense, Thaad) dont la possible adoption par la Corée irrite au plus haut point la Chine.

Si ces récriminations ne sont pas nouvelles, elles confirment les convergences de vue croissantes entre Chine et Russie. Les deux géants ont en partage le souci de protéger leurs régimes autoritaires respectifs de l'infiltration occidentale. Ils se donnent un soutien géopolitique mutuel tacite – la Chine s'en tenant à une neutralité complice sur l'Ukraine et la Syrie, et la Russie soutenant la position de Pékin en mer de Chine du Sud.

« D'égal à égal »

« Pourquoi parler de convergence géopolitique ? Nous sommes voisins. La Chine et la Russie ont atteint un point où leur coopération leur apporte le plus de bénéfices mutuels depuis la fin de la guerre froide. Elles se parlent d'égal à égal. Cela n'était jamais apparu aussi

Les deux géants se soutiennent tacitement, sur l'Ukraine et la Syrie d'un côté, sur la mer de Chine de l'autre

nettement avant », estime la chercheuse Xu Qinhu, vice-directrice de l'Institut d'études sur la Russie, l'Europe orientale et l'Asie centrale de l'Université Renmin à Pékin.

Le sommet de Pékin s'est tenu au lendemain d'une nouvelle avancée pour l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) – qui regroupe, autour de la Chine et de la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan – : l'Inde et le Pakistan ont tous deux signé, le 24 juin à Tachkent, pour le quinzième anniversaire de l'OCS, le mémorandum enclenchant leur accession à

ce forum de sécurité. Plus à l'ouest, la Grande-Bretagne votait pour le « Brexit ». L'OCS est née du souci, partagé par Russes et Chinois, de stabiliser l'Asie centrale. Ses pays ne constituent pas une zone de libre-échange.

Mais, si la Chine et la Russie y poursuivent des intérêts communs, il existe des divergences et une compétition entre les deux puissances, estime Jean-Pierre Cabestan, de l'Université baptiste de Hongkong. « L'OCS sert aux Chinois à faire avancer leurs intérêts en Asie centrale. Le Kirghizistan et le Tadjikistan sont passés dans l'orbite chinoise, par exemple. La Chine est donc réticente à élargir l'OCS : elle veut y garder le contrôle et un centrage sur l'Asie centrale », estime le spécialiste de la politique internationale chinoise. « La Russie a davantage pour stratégie de la diluer dans un ensemble plus vaste. Avec l'Inde et le Pakistan, c'est un peu une nouvelle version du triangle de Primakov [le concept d'une alliance eurasiatique entre Moscou, Pékin et Delhi for-

mulée par le premier ministre russe en 1998] », poursuit-il.

Russes et Chinois veulent également faire évoluer en bonne intelligence leurs initiatives économiques respectives : l'Union économique eurasiatique de M. Poutine, fondée par la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan en 2014, et la Ceinture des routes de la soie de Xi Jinping. Avec cette dernière, les Chinois poursuivent une stratégie d'expansion globale, non exclusive – plus de 60 pays sont concernés –, faite de flux d'investissements et d'échanges sinocentres.

Il s'agit pour les deux géants d'en combiner les avantages. « La Ceinture des routes de la soie n'est pas vue par les Russes comme une menace, mais le problème est pour eux d'en tirer les bons avantages : ils ne sont pas sûrs de ce que ça peut leur apporter. C'est là le défi », estime le chercheur chinois Jiang Yi, de l'Institut d'études sur la Russie, l'Europe orientale et l'Asie centrale à l'Académie chinoise des sciences sociales. ■

BRICE PEDROLETTI

ÉTATS-UNIS Heurts lors d'un rassemblement néonazi

Dix personnes ont été blessées, dimanche 26 juin, dont deux grièvement, lors d'affrontements entre des suprémacistes blancs et des contre-manifestants devant le capitol de l'Etat de Californie, à Sacramento. Plusieurs des patients hospitalisés présentent des « blessures graves par arme blanche », ont indiqué les pompiers. – (AP, AFP)

VATICAN L'Eglise doit savoir demander pardon aux gays, selon le pape

Le pape François a répété, dimanche 26 juin, sa phrase tolrante sur l'homosexualité, « qui sommes-nous pour juger ? », en affirmant que les chrétiens doivent savoir présenter des excuses et demander pardon, après la tuerie d'Orlando aux Etats-Unis, non seulement aux gays mais à beaucoup d'autres. Dans l'avion qui le ramenait d'Arménie, le pape a rappelé que le catéchisme affirme que les homosexuels « ne doivent pas être discriminés, mais respectés, accompagnés sur le plan pastoral ». – (AFP)

Notre-Dame-des-Landes : un pas vers l'aéroport

Malgré la victoire du oui lors de la consultation locale dimanche, le démarrage du chantier reste incertain

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

«Les travaux préparatoires à la réalisation du nouvel aéroport s'engageront dès l'automne prochain, dans le plein respect des réglementations nationale et européenne», a-t-il ajouté. Il a aussi rappelé que les occupants illégaux du site, les zadistes en particulier, «devront partir d'ici le début des travaux».

La consultation locale, appelée de ses vœux par le président de la République, François Hollande, le 11 février, s'est donc tenue sur le périmètre choisi par le gouvernement, le département, avec une participation forte (51,08 %). Si le calendrier se précise, les choses ne sont pas aussi simples que semble l'indiquer M. Valls.

D'une part, ce vote en faveur du oui occulte des réalités différentes que le gouvernement et les collectivités engagées dans le projet, la région des Pays de la Loire et le département notamment, ne devraient pas ignorer.

La grande majorité des communes directement touchées par la construction du futur aéroport se sont prononcées massivement pour le non, avec des taux de participation très élevés. Ainsi à Notre-Dame-des-Landes, 73,6 % ont voté contre, à Vigneux-de-Bretagne, 69,4 %, à Grandchamps-des-Fontaines, 66,6 %, à Faye-de-Bretagne, 60,3 %, ou encore à Treillières, 57,4 %. Ces résultats signifient que le soutien local aux agriculteurs sous le coup d'expulsions et aux occupants, dans les communes entourant la ZAD, reste important.

Calendrier optimiste

Ensuite, la ville de Nantes, représentant quasiment 20 % de l'électorat départemental, citée comme victime des nuisances sonores de l'actuel aéroport et sous la menace d'un accident, ne s'est prononcée qu'avec 100 voix d'écart en faveur du «oui», sur 42 000 votants. Un désaveu pour la maire socialiste de la ville, Johanna Rolland, très engagée en faveur du projet.

La victoire s'est jouée surtout dans les villes septentrionales du département, satisfaites de voir le nouveau site se construire au nord de la Loire. Il faut aussi remarquer que l'une des deux communes accueillant sur son territoire l'actuel aéroport et sous la trajectoire directe des avions, Bouguenais, n'a voté qu'à 50,7 % pour le transfert. L'autre ville, Saint-Aignan-Grand-lieu, ayant voté, elle, sans ambiguïté pour le oui, à 70,7 %.

Ces résultats ont conduit les opposants à s'interroger sur la légitimité



«Le périmètre de la consultation avait été choisi pour que le oui l'emporte»

JEAN-PAUL NAUD
maire de Notre-Dame-des-Landes

mité du scrutin. Ainsi, le maire de Notre-Dame-des-Landes, Jean-Paul Naud, tout en se félicitant des scores du non dans sa commune, a rappelé que «le périmètre de la consultation avait été choisi pour que le oui l'emporte».

Europe Ecologie-Les Verts a aussi critiqué cette consultation «illégitime». «Les dés étaient pipés et tout a été fait pour que le oui gagne : une consultation sur le seul département de Loire-Atlantique, une campagne inéquitable avec des moyens de collectivités mobilisés en toute illégalité, jusqu'aux

amalgames répétitifs entre ZAD et violence pour activer un vote de peur», a déclaré le parti écologiste au soir du scrutin.

Sur le calendrier, la date de démarrage du chantier annoncée, cet automne, paraît bien optimiste, au regard des contentieux toujours en cours et compte tenu de la promesse de François Hollande d'attendre que tous les recours soient épuisés pour engager les travaux.

La France doit en effet encore répondre à la mise en demeure par la Commission européenne, en avril 2014, sur des infractions à la réglementation environnementale. Il lui était reproché de ne pas avoir analysé les effets cumulés de l'aéroport et des différentes infrastructures de transport qui lui seront liées, tram-train, barreau routier pour desservir l'aérogare, future ligne TGV entre Nantes et Rennes...

Pour répondre à la Commission, le gouvernement a demandé à la préfecture de présenter cette ana-

lyse dans le cadre du futur schéma de cohérence territoriale (SCOT) de Nantes métropole. Une annexe à ce SCOT est donc prévue.

Selon les services de la préfecture de Loire-Atlantique, l'enquête publique sur ce SCOT sera organisée en septembre. Elle doit durer un mois, prolongeable éventuellement de quinze jours. Au terme de ce délai, le schéma est approuvé par les élus. S'ensuivent deux mois pour d'éventuels recours. Le SCOT deviendra alors exécutoire, mais après approbation par la haute autorité environnementale, une étape qu'espèrent exploiter les opposants.

Expulser zadistes et agriculteurs

Il manque aussi un nouvel arrêté préfectoral sur une espèce protégée, le campagnol amphibie. Cet arrêté devrait aussitôt être attaqué par les associations de défense de l'environnement. Il reste enfin des jugements en appel sur des recours déposés contre les arrêtés préfectoraux sur la loi sur l'eau et



Dépouillement à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), dimanche 26 juin. Jean-Marc Ayrault a voté à Nantes. Les militants opposés au projet d'aéroport étaient réunis à la Vache rit, à Notre-Dame-des-Landes. LOIC VENANCE/AFP

les espèces protégées, ou sur la déclaration d'utilité publique concernant l'agrandissement de certaines routes. Au final, le chantier pourrait ne pas démarrer avant le début de 2017, quelques mois avant l'élection présidentielle.

Avec ce scrutin, Manuel Valls est de fait sous pression. «Désormais, il faut que le gouvernement tranche, le pire serait que rien ne se passe», a déclaré Bruno Retailleau, le président (LR) de la région. Et pour le président socialiste du département de Loire-Atlantique, Philippe Grosvalet, «le résultat de ce scrutin oblige le gouvernement : je demande instamment au premier ministre d'engager les travaux dès l'automne».

Dernier détail, il va falloir expulser zadistes et agriculteurs. Sceptique sur le projet de Notre-Dame-des-Landes, la ministre de l'environnement, Ségolène Royal, avait affirmé qu'il n'y aurait pas d'usage de la force. «On ne va pas faire de guerre civile à Notre-Dame-des-Landes», avait-

elle proclamé, sur France 5, le 31 janvier. Lundi 27 juin, sur RTL, la ministre a expliqué que l'évacuation du site relevait «de la compétence du premier ministre et du ministre de l'intérieur», se dégageant de toute responsabilité sur les événements futurs. «Les choses devront être faites avec beaucoup de maîtrise», a-t-elle néanmoins précisé.

Le gouvernement pourra-t-il mobiliser les milliers de gendarmes et de policiers nécessaires pour évacuer cette zone qui comprend, sur une quinzaine de kilomètres, plusieurs dizaines de cabanes et de bâtiments qui deviendront, dès l'intervention policière engagée, autant de forêts durs à conquérir ? En organisant cette consultation, l'Elysée et Matignon espéraient affaiblir le mouvement de soutien aux opposants, et légitimer le projet par un vote démocratique. Dimanche soir, il n'était pas sûr que ce pari soit gagné. ■

RÉMI BARROUX

Dans la ZAD, la « lutte se poursuit » malgré la défaite

Les opposants au projet d'aéroport n'ont aucune intention de quitter le bocage nantais, malgré les injonctions gouvernementales

REPORTAGE

NOTRE-DAME-DES-LANDES (LOIRE-ATLANTIQUE) - envoyé spécial

Ils ont d'abord applaudi à l'annonce des premiers résultats du référendum sur le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Le non emportait alors une majorité de suffrages dans les communes qui entourent leur «zone à défendre» (ZAD). Puis, les occupants ont compris que la bataille était perdue à l'échelle de la Loire-Atlantique.

Dans ce haut-lieu de la résistance, la Vache rit, une grange où durant de longs mois a battu le cœur de la ZAD, plusieurs centaines de militants, associatifs, agriculteurs, simples habitants du voisinage, ont écouté les résultats tomber les uns après les autres, dimanche 26 juin au soir. Après

23 heures, le résultat définitif était connu, avec la victoire du oui au transfert à 55,17 %.

Mais les zadistes et leurs soutiens étaient déjà passés à autre chose : la fête et un concert au Gourbi, là où se tient un chantier de construction d'une nouvelle salle de réunion, un dôme géodésique (une sphère dont la structure est autoporteuse) avec des plaques de tôle. Après quelques verres bus en écoutant les résultats, après avoir conspué les communes ayant voté en faveur du projet d'aéroport, certains sont rentrés chez eux, les autres allant faire la fête.

Autant dire que la défaite n'a guère atteint les opposants. S'attendant à la victoire du oui, les zadistes et les associations, parmi lesquelles l'Association citoyenne intercommunale des populations

concernées par le projet d'aéroport (Acipa), colonne vertébrale de la lutte, avaient déjà rédigé dans la journée leur message lu devant les nombreux soutiens présents.

« Il n'y aura pas d'aéroport »

«La lutte se poursuit dès ce soir. Nous savons que les attaques du gouvernement et des pro-aéroport vont se renforcer. De notre côté, nous n'allons pas cesser pour autant d'habiter, de cultiver et de protéger ce bocage», a ainsi déclaré Dominique Fresneau, vice-président de l'Acipa. Annonçant une défense énergique de la zone, il a appelé avec les représentants de nombreuses organisations, collectifs de naturalistes et représentants de la ZAD, à «redoubler de vigilance dans les semaines et mois à venir».

«Demain, je vais traire les vaches, ce n'est pas Valls ou le préfet qui viendront le faire»

SYLVAIN FRESNEAU
agriculteur à Notre-Dame-des-Landes

Le cri de Dominique Fresneau, «il n'y aura pas d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes», est resté le credo de l'assistance de cette soirée électorale. Que le oui l'ait emporté ne change pas la donne.

Autour de la grande halle de la Vache rit, différents groupes de la zone étaient là, les boulangers de Bellevue avec leurs miches de pain, l'équipe de la conserve-

rie de la Noë verte, Willem, l'éleveur de Saint-Jean-du-Tertre concentré sur la récolte du foin pour ses bêtes. Pour eux, aucun changement n'était envisagé. «Le chantier de l'aéroport, l'intervention des forces de l'ordre, ce n'est pas pour demain», pronostiquait l'une des «Camille», le nom générique des femmes et des hommes s'exprimant au nom du collectif.

L'urgence, affichent les occupants, c'est de pailler un champ de courges, de fabriquer des portes pour la nouvelle serre à la Wardine, d'aménager l'espace d'accueil à la Rolandière ou encore de finir le mur d'escalade à la Grée : en clair continuer les chantiers sur les différents lieux de la ZAD. Sans aucune intention de la quitter, malgré les injonctions gouvernementales.

Saluant la victoire du oui et la forte participation, le premier ministre, Manuel Valls, a prévenu, dimanche, que les occupants illégaux du terrain devraient «partir» d'ici au début des travaux à l'automne. «Demain matin, je vais traire les vaches, comme d'habitude, ce n'est pas Valls ou le préfet qui viendront le faire», énonçait calmement Sylvain Fresneau, un des agriculteurs historiques expulsables depuis le 25 mars, dont l'exploitation fait face à la Vache rit.

Rendez-vous a été donné à tous les comités de soutien et aux associations le week-end des 9 et 10 juillet, sur la ZAD, pour les journées estivales qui, chaque année, permettent aux opposants de mobiliser leur camp. Avec le résultat de dimanche, ils ne doutent pas de voir la solidarité se renforcer. ■

R. BX

Valls, l'intransigeance comme marque de fabrique

Alors que la loi travail revient à l'Assemblée, le premier ministre pense que sa fermeté constante paiera à terme

Valls ne te rend pas service, il est trop cassant, il divise la gauche!», peste ce visiteur devant François Hollande. «Je sais, je le lui dis...», répond, comme fataliste, le président de la République. La scène se déroule il y a quelques semaines à l'Élysée et, à écouter plusieurs interlocuteurs socialistes, elle n'a rien d'inédit. Le premier ministre le sait: «Quand ça va moins bien, les traits de caractère sont davantage critiqués», confie-t-il en privé. Et, en ce moment, les critiques pleuvent contre Manuel Valls. Son intransigeance, depuis trois mois, dans le débat avec la CGT sur la loi travail lui valent d'être traité de «pyromane» par les syndicats opposés au texte, ou d'«irresponsable» par les frondeurs du PS qui n'en reviennent toujours pas qu'il ait voulu faire interdire la manifestation parisienne du 23 juin.

Pourtant, Manuel Valls, dont les sondages de popularité ne cessent de plonger, n'a pas l'intention de se remettre en question, encore moins de changer. Au contraire, le chef du gouvernement entend continuer à être lui-même, certain que c'est cette constance politique qui paiera à terme. «Ce qui est important, c'est le sillon qu'on trace. Je continue de penser que ce qui se passe aujourd'hui, que ce qui s'est passé au moment des attentats en janvier et novembre 2015, et notamment mon discours du 13 janvier devant l'Assemblée nationale, que ce que j'ai apporté à la gauche sur la sécurité et le dialogue social, est beaucoup plus important qu'une critique sur un moment», explique-t-il au Monde.

Discours de la méthode

Le premier ministre est persuadé, en son for intérieur, qu'il correspond à l'époque. C'est en creux le message qu'il a tenté de faire passer, dimanche 26 juin, à l'occasion d'un déplacement en Seine-Maritime. Invité à un «banquet républicain» à Belleville-sur-Mer par la députée socialiste Marie Le Vern, Manuel Valls a détaillé, pendant une heure et devant quelque 200 militants socialistes, ce que signifie à ses yeux gouverner. Un discours de la méthode vallsienne par gros temps politi-



François Hollande et Manuel Valls reçoivent les chefs de parti, à l'Élysée, samedi 25 juin. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH-POLITICS POUR «LE MONDE»

que, idéalement servi par le calendrier actuel.

D'un côté, le «Brexit» et «l'électrochoc» de la sortie future du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), de l'autre les tensions sociales autour de la loi travail. Autant de crises qui exigent, selon lui, de se mettre en mouve-

ment, sous peine d'être emporté par les événements. «Nous vivons des moments intenses, difficiles pour la France et pour l'Europe. L'époque nous met à l'épreuve, l'histoire est en train de se faire sous nos yeux. Parce qu'il y a les doutes, la radicalité, ce risque imminent des populismes, nous devons affirmer

notre manière de gouverner, nous devons affirmer la vision que nous avons de la politique», a expliqué à la tribune Manuel Valls.

«Identité européenne»

Le premier ministre a appelé à «la refondation du projet européen». Il s'exprimera, mardi 28 juin, lors d'un débat sans vote à l'Assemblée nationale sur la nouvelle donne au sein du Vieux Continent. S'il ne prononce pas le mot de «protectionnisme», il souhaite désormais ressusciter «l'identité européenne» face au danger que représente pour la France le discours anti-européen du Front national. «Oui, l'Europe a des frontières, des frontières extérieures qui ne sont pas que des postes de douane, mais aussi des limites symboliques, qui disent ce que nous sommes et ce que nous ne sommes pas», estime-t-il.

L'Europe de M. Valls est «une fédération d'États-nations souverains» qui veut tourner le dos à «cette Europe tatillonne et triste, trop souvent envahissante sur l'accessoire et désespérément absente sur l'essentiel», et qui refuse «le dumping social entre ses membres». A ce titre, le premier ministre a clairement demandé la réécriture de la directive de l'UE sur les travailleurs détachés, comme il a exigé la réorientation des négociations autour du traité transatlantique de libre-échange avec les États-Unis. «A ce stade, il ne peut pas y avoir d'accord», a-t-il prévenu.

En France, la méthode Valls ne varie pas: «Tenir, tenir le cap, ne pas dévier», répète-t-il. Pas question, une fois de plus, de revoir la loi travail. «Toute remise en cause de l'article 2 serait une erreur, et même une faute politique», expli-

«Nous devons affirmer notre manière de gouverner, la vision que nous avons de la politique»

MANUEL VALLS

quait-il au Monde il y a peu. Pour le premier ministre, qui a théorisé le face-à-face entre les «deux gauches irréconciliables», «gouverner, c'est nommer les choses» et c'est savoir aussi «assumer le tranchant de la décision». Un credo qui peut être entendu comme un avertissement lancé à ceux qu'il nomme «les petits frondeurs» du PS, mais aussi à François Hollande et à sa gouvernance souvent taxée d'hésitante.

Dans son entourage, le débat existe sur la marche à suivre à dix mois de l'élection présidentielle. Pour certains de ses proches, le premier ministre doit davantage s'affirmer contre le chef de l'État, donné perdant en 2017 dans tous les cas de figure. «Valls doit prendre des risques et marquer de plus en plus une distance avec la ligne présidentielle. L'opinion le sanctionne en réalité de ne pas se décoller du président: qui ressemble trop à Hollande, coule avec Hollande», estime un élu. D'autres lui conseillent au contraire de soutenir le chef de l'État jusqu'au bout et de se positionner pour être l'homme fort de la recomposition à gauche qui suivra la présidentielle. «S'il part maintenant, tout va foutre le camp et ça, il se l'interdit», assure l'un de ses amis.

Manuel Valls a prévu de faire un nouveau discours politique, le 8 juillet à Carcassonne (Aude), quelques jours avant la traditionnelle intervention présidentielle du 14-juillet. Dimanche, à Belleville-sur-Mer, il a défendu sa gauche «nouvelle, patriote, européenne et républicaine», ajoutant, au passage, que «rien n'est joué pour 2017». Une prédiction qui, au fil des prochains mois, ne manquera pas d'être lue de multiples façons. ■

BASTIEN BONNEFOUS

Les proches de François Hollande lancent sa campagne pour la primaire à gauche

Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, va demander mardi aux députés de se réunir «très largement» derrière une candidature du chef de l'État

C'est sans doute la première des petites et grandes manœuvres autour de la candidature de François Hollande à la primaire de la gauche de gouvernement, prévue les 22 et 29 janvier 2017. Mais pas la dernière. Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et vieux complice du président, l'a annoncé dimanche sur France 3: il va demander «dans les jours qui viennent» aux députés socialistes de «se réunir très largement» derrière le chef de l'État en vue de la primaire.

Un appel qui devrait être lancé mardi 28 juin lors de la réunion du groupe PS. Le député de Seine-Saint-Denis, fort logiquement, s'en serait bien passé: «J'aurais préféré que nous soyons tous réunis derrière le président de la République», a-t-il expliqué. C'est-à-dire sans passer par la case d'une compétition interne à gauche. Mais le mal est fait, et il faut bien s'en accommoder. «Pour l'instant,

il y a des jeux de positionnement, des petites phrases. (...) Mais la question qui va se poser maintenant, c'est: qui, à gauche, peut être le prochain président de la République?», estime M. Le Roux. Je souhaite que nous affichions de la force dans cette primaire.»

«Tectonique des plaques»

Dans quelle mesure l'initiative du patron du groupe PS à l'Assemblée a-t-elle été concertée avec François Hollande? Le président, confirme son entourage, en avait évidemment été «informé». Mais, officiellement, il ne serait absolument pas à la manœuvre, son équipe martelant, contre toute évidence, que M. Hollande ne se préoccupe pas de l'échéance de 2017. «Le président a donné son calendrier pour l'élection présidentielle, rappelle l'Élysée. Il a dit qu'il donnerait sa décision au mois de décembre. En revanche, les règles sont connues de tous à gauche, au sein du PS et de ses alliés. Cela con-

duit les uns et les autres à se positionner. ce qui est sain d'un point de vue démocratique.»

Une semaine après la surprise du premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, qui avait annoncé la tenue d'une primaire entre socialistes, la sortie de Bruno Le Roux, hollandais historique et relais de l'exécutif auprès des parlementaires PS, ressemble donc fort à une offensive coordonnée. Un ami du président confirme: «La tectonique des plaques est en train de se mettre en place à gauche. C'est vrai que, par la force des choses, on a beaucoup entendu les frondeurs au cours des derniers mois et l'autre gauche, celle qui ne gouverne pas. Plus on va se rapprocher de l'échéance de décembre, plus les parlementaires vont être amenés à se positionner. Et le chef du groupe PS à l'Assemblée est dans son rôle.»

Pour les proches du président, le moment de lancer l'opération reconquête est donc venu. Parce

que, après plusieurs mois difficiles, entre débats sur la déchéance de nationalité, remaniement raté et crispations politiques et sociales sur le projet de loi travail, le chef de l'État entend reprendre l'initiative sur le dossier européen.

A la veille du débat parlementaire sur le «Brexit», et surtout à quelques jours du retour à l'Assemblée nationale du projet de loi travail qui, pour beaucoup, dans l'exécutif, nécessitera une nouvelle utilisation du 49.3 et mettra donc à nouveau en scène l'opposition entre gouvernement et frondeurs, voilà donc chacun sommé de commencer à choisir son camp. «Il faut sortir de l'ambiguïté, appeler un chat un chat et dire ce que l'on souhaite, et l'assumer pleinement, poursuit cet ami du président. La primaire va conduire, semaine après semaine, chacun à se positionner. Ce genre d'initiatives va se multiplier.» ■

DAVID REVAULT D'ALLONNES

LOI TRAVAIL

La préfecture de police autorise la manifestation

La préfecture de police de Paris a autorisé, lundi 27 juin, la tenue d'une manifestation, mardi 28 juin, à Paris, contre la loi travail. Pour leur onzième journée de mobilisation, les syndicats (CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF, UNL et FIDL) avaient demandé de pouvoir manifester de Nation à place d'Italie pour ne pas réitérer le très court défilé du jeudi 23 juin aux abords de la Bastille. Le parcours proposé par la préfecture entre la place de la Bastille et la place d'Italie est, selon la CGT, «un compromis qui donne satisfaction». – (AFP)

Cazeneuve conteste une fresque murale à Grenoble

Bernard Cazeneuve a critiqué, dimanche 25 juin, une fresque murale, à Grenoble, représentant une Marianne matraquée par deux policiers antiémeutes, réalisée dans le cadre du festival Street Art Fest, subventionné par la municipalité. Dans un tweet, le ministre de l'intérieur déclare son «plein soutien aux policiers qui protègent chaque jour les Grenoblois» et estime que ces derniers attendent

du maire «qu'il leur dise ses regrets». «On comprend la réaction de la police, mais ça reste une œuvre d'art et l'art peut être subversif», a répondu le cabinet du maire, Eric Piolle (EELV).

JUSTICE

Vingt ans de prison pour Fabienne Kabou

Fabienne Kabou a été condamnée, vendredi 24 juin, à vingt ans de réclusion criminelle par la cour d'assises du Pas-de-Calais, après avoir été reconnue coupable d'avoir assassiné sa fille de 15 mois en l'abandonnant sur une plage de Berck (Pas-de-Calais) à marée montante le 19 novembre 2013. Dans son délibéré, la cour a retenu l'altération du discernement de l'accusée et ordonné «un suivi psycho-judiciaire avec jonction de soins». – (AFP)

MUNICIPALES

Loudéac passe à gauche

Bruno Le Bescat, candidat DVDG, a été élu, dimanche 26 juin, maire de Loudéac (Côtes-d'Armor) à l'issue d'une triangulaire contre Christophe Le Ho (divers) et Florent Franckaert, candidat (divers). Le maire sortant, Gérard Huet (DVD), ne se représentait pas.

HLM : ces villes peu ouvertes aux publics prioritaires

La loi « égalité et citoyenneté », examinée à partir de lundi à l'Assemblée, veut imposer des quotas aux mairies

L'Assemblée nationale va examiner, de lundi 27 à vendredi 30 juin, le projet de loi « égalité et citoyenneté ». Sur le volet logement, les débats promettent d'être aussi vifs qu'il y a seize ans, pour la loi de solidarité et renouvellement urbains (la SRU, du 13 décembre 2000). Plusieurs maires sont déjà vent debout contre son article 20, qui crée un devoir de solidarité pour l'accueil, dans le parc social, des familles les plus modestes. Le texte institue ainsi un quota, hors quartiers prioritaires de la ville (QPV), de 25 % de logements sociaux à réserver aux familles aux revenus les plus faibles. Dans le même esprit, l'article 55 de la loi SRU du 13 décembre 2000 obligeait les communes urbaines à se doter, d'ici à 2025, d'un parc social d'au moins 25 % du nombre de leurs résidences principales. « Cette loi est une recentralisation, une renationalisation qui dit où et comment les Français doivent

être logés », attaque Sylvain Berrios, député et maire (LR) de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), commune de 75 000 habitants qui compte environ 3 000 demandeurs d'une HLM et est épinglée à chaque bilan triennal de la loi SRU pour ses carences en logements sociaux, dont le nombre n'a augmenté que de 1 % en quinze ans, passant de 6 % à 7 %. « Pour moi, il n'y a que 10 % à 12 % de la population qui a besoin d'être aidée pour se loger. Faire croire aux Français que deux tiers d'entre eux peuvent accéder au logement social, c'est un mensonge d'Etat, renchérit-il. Je refuse cette vision qui m'empêche de construire du parc privé et m'oblige à densifier ma ville. »

« **Ghettoïsation** » Pour rattraper son retard, Saint-Maur devrait bâtir 1 577 logements sociaux d'ici à 2017. Son maire a cependant l'intention de n'en édifier que 500, en dépit des sanctions financières appliquées,

« **Si nous avions pu nous passer de la contrainte et de la loi, nous l'aurions fait** »

EMMANUELLE COSSE
ministre du logement

de 3,5 millions d'euros par an, sur un budget municipal de 150 millions d'euros.

Quant aux relogements, à Saint-Maur-des-Fossés, des familles éligibles au droit au logement opposable (DALO), seules 12 en ont bénéficié, dans le parc municipal, entre 2010 et 2013, soit 10 % à 15 %, loin des 22,7 % auxquels s'était engagée la ville dans une convention d'utilité sociale signée, en 2011, avec l'Etat. De telles conventions ont été introduites, en 2009, par Christine Boutin, alors ministre du gouvernement Fillon, avec sa loi

de mobilisation pour le logement et de lutte contre l'exclusion. « Les DALO sont toujours affectés dans le même quartier de Saint-Maur, celui des Rives de la Mame, déjà QPV et menacé, à force de ghettoïsation. Et l'Etat n'y est pour rien puisque c'est la ville qui ne fait pas, depuis des années, l'effort de produire une nouvelle offre ailleurs », s'inquiète Denis Laurent, conseiller municipal d'opposition (EELV).

De la même manière, l'office public de Courbevoie (Hauts-de-Seine), ville située dans le périmètre du quartier d'affaires de La Défense, n'a, entre 2009 et 2011, relogé que 33 familles prioritaires, dont 9 DALO, alors qu'il s'était engagé, toujours par convention avec l'Etat, à en reloger 121. Sa voisine, Puteaux, plus riche encore, a réussi à faire moins bien : sur les 1 396 attributions réalisées entre 2009 et 2013, seules 30 (2,15 %) ont bénéficié aux familles DALO.

Malakoff (Hauts-de-Seine) fait, elle, jouer la préférence commu-

nale et ne consent, selon un rapport de 2013 de l'organisme de contrôle du logement social, à reloger que les ménages qui habitent déjà la commune. L'office public HLM d'Arcueil et de Gentilly (Val-de-Marne), Opaly, n'a consacré, en 2011 et 2012, que respectivement 2 % et 5,2 % de ses attributions aux DALO, avant de se reprendre en 2013 et 2014, sans toutefois atteindre le quotas des 15 % promis.

A Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), l'office public HLM s'est aussi fait épingler pour avoir trop peu construit et ne pas avoir signalé au préfet les 19 logements de son contingent qui se libéraient, ne relogent, en outre, de 2012 à 2013, que 20 familles éligibles au DALO parmi 257 attributions. « Noisy-le-Sec compte 45 % de logements sociaux », se défend Sébastien Moulinat-Kergoat, directeur général délégué de Noisy-le-Sec Habitat, et nous avons, en effet, choisi d'accueillir quelques-uns des 4 600 policiers nouvellement affectés dans le département. Quant au contingent du préfet, nous lui avons restitué et même au-delà. »

« Si nous avions pu nous passer de la contrainte et de la loi, nous l'aurions fait », indiquait la ministre du logement, Emmanuelle Cosse, vendredi 17 juin, en commission spéciale des lois, égrenant les villes, surtout franciliennes et varoises, qui n'accueillent pas assez de familles prioritaires.

Le débat parlementaire qui commence est l'occasion, pour le Collectif des villes carencées, qui en réunit déjà plus d'une centaine sur les 221 concernées, de remettre

LES CHIFFRES

89 334
ménages bénéficiaires du DALO en 2015

La loi du 5 mars 2007 a institué un droit au logement opposable (DALO). Sur les ménages déclarés bénéficiaires, 58 183 restaient à reloger au 31 décembre 2015. Dont 60 % en Ile-de-France.

221
communes déclarées carencées par les préfets

Au dernier bilan triennal 2011-2013, 221 communes n'avaient pas rempli leurs objectifs de création de logements sociaux, fixés tous les trois ans.

en cause l'article 55 de la loi SRU. C'est une initiative de Michèle Tabarot, maire du Cannet et députée des Alpes-Maritimes qui, au lendemain des inondations d'octobre 2015, en rendait responsable la sururbanisation.

Dans un communiqué, Mme Tabarot soutenait que « l'application stricte de la loi SRU reviendrait à construire (dans sa ville) plus de 4 000 logements, ce qui aggraverait le bétonnage et le ruissellement des eaux » et qu'il fallait mettre un terme à son « application uniforme et aveugle ». En omettant la possibilité de transformer des immeubles existants en logements sociaux. ■

ISABELLE REY-LEFEBVRE

Les banlieues, un impensé de la nouvelle loi

Le texte en débat à l'Assemblée fait peu de cas de ce qui était pourtant une priorité

ANALYSE

La banlieue va de nouveau s'inviter dans les débats de l'Assemblée nationale, mais plutôt comme un impensé ou un non-dit. Le projet de loi « égalité et citoyenneté », dont l'examen débute lundi 27 juin, devait remettre ces territoires à l'agenda politique. Un mois après les attentats contre Charlie Hebdo de janvier 2015, cela avait été l'engagement de François Hollande – « un devoir lié à la promesse de la République » à l'égard des habitants des banlieues. Ils en seront les grands absents : 41 articles sont déroulés pour parler de beaucoup de choses, mais peu des quartiers prioritaires.

Dans ce texte, devenu en cette fin de législature un projet de loi voiture-balai, il est peu question de solutions pour remédier à la ségrégation, la pauvreté et le chômage qui sévissent dans ces territoires. On y traite beaucoup de mesures en direction des jeunes – réserve citoyenne, service civique, valorisation de l'engagement étudiant, mesures plus sévères contre le bizutage ou élargissement de la couverture maladie universelle complémentaire. On aborde aussi l'élargissement de l'accès à la fonction publique pour les non-diplômés ou des congés d'engagement pour les bénévoles. Et, surtout la mixité sociale, avec un chapitre entier consacré aux mécanismes d'aggravation des sanctions pour les territoires qui n'en font guère.

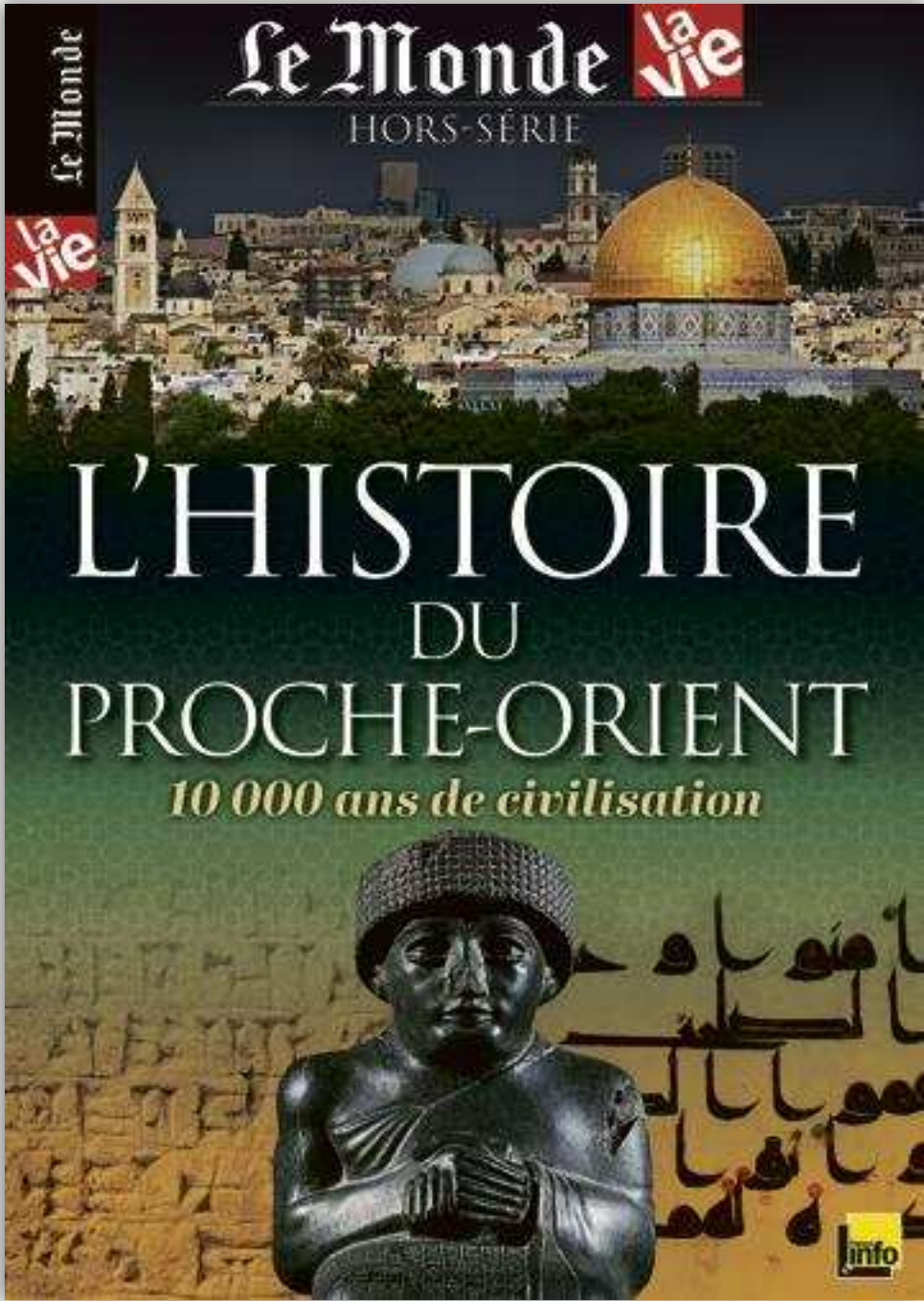
Mais l'impression générale est un fourre-tout qui résume, sur ce dossier, l'attitude de la gauche gouvernementale depuis 2012 : une volonté, affichée dès la campagne de François Hollande pendant la présidentielle, de ne pas

avoir l'air de trop en faire pour les banlieues. Montrer trop de sollicitude envers leurs habitants, dans cette période où le FN caracole dans les sondages, pourrait nuire électoralement. Il y a pourtant urgence au regard des indicateurs sociaux. Le rapport de l'Observatoire national de la politique de la ville, publié en mai, a rappelé l'ampleur de la crise qui sévit dans ces territoires. Le chômage des 15-65 ans y atteint 26,7 %, toutes catégories confondues. Pis, les diplômés issus des quartiers sont autant touchés que les autres, leur diplôme ne les protégeant désormais plus.

« **Mascarade** » La rancœur vis-à-vis de la gauche est aussi immense. Les associations de quartiers n'attendaient plus grand-chose. Elles n'en sont pas moins déçues. « Nous ne cautionnerons pas cette mascarade. Ce projet ne parle ni d'égalité ni de citoyenneté », a ainsi lancé Ibra Yali, membre de la coordination Pas sans nous, auditionné en commission à l'Assemblée, le 8 juin.

Les termes sont sévères, mais ils résument le désarroi de cette gauche associative qui a tant espéré le droit de vote des étrangers, le récépissé pour lutter contre les contrôles policiers au faciès ou encore les moyens réels d'une démocratie participative. « Ça manque et c'est dommage qu'on n'ait pas posé ces questions à l'occasion de cette loi », reconnaît Olivier Klein, maire PS de Clichy-sous-Bois, qui pourtant la soutient. « Cela conforte l'impression que ce mandat n'a pas fait grand-chose pour les banlieues », renchérit Marie-Hélène Bacqué, socio-urbaniste spécialiste de la politique de la ville. ■

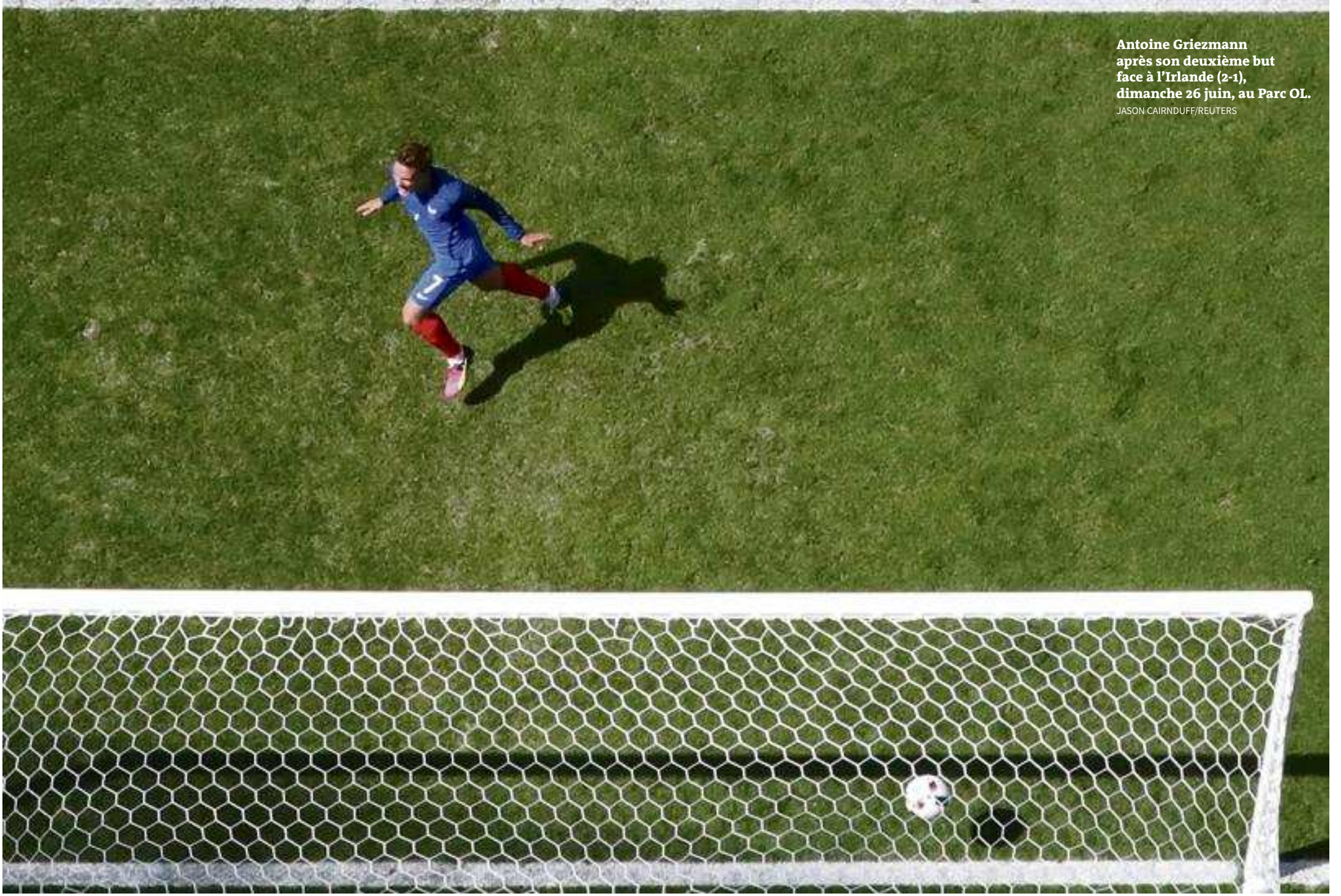
SYLVIA ZAPPI



Ecriture, sciences, religion, architecture, villes... le Proche-Orient a longtemps illuminé de ses splendeurs une partie de l'humanité. Comment ce berceau de civilisations majeures est-il devenu, en un peu plus d'un siècle, une région d'affrontements aux conséquences géostratégiques mondiales ? Alors que le monde arabe traverse une période de fortes turbulences, les meilleurs spécialistes revisitent l'histoire de cette civilisation millénaire. Pour analyser et comprendre, au-delà des émotions.

L'HISTOIRE DU PROCHE-ORIENT

Un hors-série **Le Monde**
188 pages - 12 €
Chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique



Antoine Griezmann après son deuxième but face à l'Irlande (2-1), dimanche 26 juin, au Parc OL.
JASON CAIRNDUFF/REUTERS

DÉCINES-CHARPIEU (RHÔNE) - envoyé spécial

Les chaussettes baissées, Antoine Griezmann reprend son souffle au milieu de la pelouse. En sueur, l'attaquant des Bleus reçoit, au coup de sifflet final, l'accolade de ses partenaires euphoriques avant d'échanger une poignée de main complice avec son sélectionneur Didier Deschamps, soulagé.

Autour de l'ailier de 25 ans, les joueurs irlandais s'effondrent sur le gazon gorgé de soleil du Parc OL après leur défaite (2-1), dimanche 26 juin, en huitièmes de finale de l'Euro 2016. « *Griezmann, Griezmann !* », scandent les supporters français qui sautillent dans les travées de l'enceinte de Décines, dans la périphérie de Lyon.

Auteur d'un doublé, l'attaquant de l'Atlético Madrid n'a pas seulement fait basculer un match bien mal engagé. Il s'est mué en trois petites minutes en sauveur de la patrie en danger. Son coup de tête parfaitement ajusté (58^e minute) et sa belle frappe croisée (61^e), après une déviation d'Olivier Giroud, ont propulsé ses coéquipiers en quarts de finale de « leur » tournoi. Antoine Griezmann a surtout évité au football français un fiasco retentissant.

Copieusement sifflés à la mi-temps

Sans filet, les Bleus ont longtemps marché comme des funambules au-dessus du vide. Depuis son flanc droit, Griezmann voit, impuissant, son compère Paul Pogba commettre une faute grossière sur l'attaquant irlandais Shane Long et provoquer un penalty. L'écran géant indique alors la... première minute de la partie. Et Robbie Brady prend un malin plaisir à faire rugir les 4 000 supporters des Boys In Green massés en tribunes.

Plus les chants de la Green Army montent, plus l'atmosphère est anxiogène. La bande à Griezmann s'entête à envoyer de longs ballons, aisément repoussés par la charnière centrale irlandaise composée de Richard Keogh et Shane Duffy, deux géants évoluant en... deuxième division anglaise. Dos au mur, sous pression, les Bleus sont copieusement sifflés lorsqu'ils regagnent le vestiaire à la mi-temps.

Accueillis par une nuée de drapeaux bleu, blanc, rouge, les deux buts de Griezmann provoquent une vague de soulagement. Dans les tribunes, François Hollande saute de son fauteuil, imité par la ministre de l'éducation nationale, Najat

Vallaud-Belkacem, et le président de la Fédération française de football (FFF), Noël Le Graët.

Le patron de la FFF, qui a fixé à Didier Deschamps d'atteindre au minimum le dernier carré, peut souffler. Sous ses yeux, les Bleus déroulent leur jeu après l'expulsion de Shane Duffy, auteur d'une faute sur l'inévitable Griezmann, lancé à toute allure vers la cage adverse. Sans le talent du gardien irlandais Darren Randolph, l'attaquant français aurait d'ailleurs pu s'offrir un triplé en fin de rencontre.

Le héros du jour a eu droit à sa pluie d'hommages. Auteur du but de la délivrance lors de la victoire inaugurale (2-1) contre la Roumanie, le 10 juin, Dimitri Payet a été jusqu'à embrasser le pied gauche de celui que le groupe tricolore surnomme « Grizou » ou « Grizi ». « *On a fait une mauvaise première période et mon premier but m'a donné des ailes* », a reconnu « l'homme du match », pour reprendre la terminologie de l'UEFA. Mais pour le buteur, qui ne se sépare jamais de sa modestie, « *le sauveur, c'est toute l'équipe.* »

Le joueur a voulu aussi relativiser le climat de tension qui entourait la rencontre, près de sept ans après la fameuse main de Thierry Henry contre l'Irlande, le 18 novembre 2009, lors du barrage retour qui avait scellé la qualification des hommes de Raymond Domenech pour la Coupe du monde 2010. « *Pour moi, c'est comme ça toute l'année avec l'Atlético* », a souri celui qui avait raté un penalty lors de la finale de la Ligue des champions perdue (1-1 aux tirs au but) le 28 mai face au frère ennemi du Real Madrid.

« *Je ne suis pas tombé de l'arbre concernant Antoine*, répondait après le match Didier Deschamps à ceux qui semblaient (re) découvrir l'attaquant à la tignasse blonde. *Il a fait preuve d'efficacité comme il le fait régulièrement.* »

Griezmann, ce sauveur

En trois minutes et deux buts, l'attaquant a fait basculer un match mal embarqué contre l'Irlande et propulsé les Bleus en quarts de finale

« On ne peut plus faire des matchs à moitié, on doit assumer nos responsabilités. C'est ce que "Grizou" a fait »

PATRICE ÉVRA
défenseur
de l'équipe de France

Habitué à évoluer à la pointe de l'attaque avec son club mais aligné sur le flanc droit en sélection, Griezmann a justifié, contre l'Irlande, son statut de principale arme offensive des Bleus. Un rôle qui lui a été conféré depuis la mise à l'écart de Karim Benzema, mis en examen dans l'affaire du chantage à la « sextape ». Avec trois réalisations, il rejoint le Gallois Gareth Bale et l'Espagnol Alvaro Morata au palmarès des meilleurs buteurs de l'Euro.

Eclipsé jusqu'au huitième de finale contre l'Irlande par Dimitri Payet (deux buts et une passe décisive lors des trois premiers matchs), l'ailier aux coups de patte ciselés avait fait l'objet de critiques virulentes après sa pâle prestation contre la Roumanie. Au point que la presse sportive française émettait des doutes sur son état de fraîcheur au terme d'une saison harassante avec l'Atlético : 4 381 minutes accumulées en 54 matchs.

Remplaçant au coup d'envoi du match contre l'Albanie, le 15 juin, il avait déjà sauvé sa sélection en inscrivant de la tête le but de la délivrance en toute fin de rencontre. Le poing rageur, « Grizou » avait amorcé le succès (2-0) des Bleus, synonyme de qualification pour les huitièmes de finale.

Un parcours difficile

« *On ne peut plus faire des matchs à moitié, on doit assumer nos responsabilités. C'est ce que Grizou a fait* », a estimé Patrice Evra à la fin de la rencontre. Depuis l'ouverture du tournoi, le vétéran (35 ans) des Bleus ne s'était pas privé de piquer au vif l'ailier et son partenaire Paul Pogba, considérés comme les joueurs les plus talentueux de l'effectif.

La performance de Griezmann contre l'Irlande vient couronner le parcours difficile d'un joueur parti, dès l'âge de 14 ans, au centre de formation de la Real Sociedad, à San Sebastian (Espagne).

La trajectoire d'Antoine Griezmann en sélection fut aussi chaotique. En octobre 2012, lors d'un stage de l'équipe de France Espoirs, le prodige fait le mur avec quatre de ses partenaires pour passer la soirée dans une discothèque des Champs-Élysées. Résultat : une suspension de quatorze mois.

« *J'ai travaillé dur pour qu'on oublie ça* », confiait-il au Monde avant le Mondial 2014. Cette année-là, il intègre enfin les Bleus, profitant du forfait de Franck Ribéry, pour être titulaire au Brésil. Ses larmes versées après l'élimination en quarts de finale contre l'Allemagne reflètent alors le manque d'expérience d'une sélection à son image, encore trop tendre.

Sur le plan personnel, l'ailier a été marqué par les attaques terroristes qui ont ensanglanté Paris et les abords du Stade de France, le 13 novembre 2015. Ce jour-là, l'attaquant bat l'Allemagne en amical à Saint-Denis. A quelques kilomètres de l'enceinte dyonisienne, sa sœur Maud est dans la salle du Bataclan. Elle en sortira indemne et joue aujourd'hui les attachées de presse pour son frère.

« *Il faut savourer* », a clamé, radieux, Griezmann après la victoire contre les Boys In Green. Satisfait de s'être extirpé du piège irlandais, Didier Deschamps a reconnu avoir « *secoué un peu le cocotier* » à la mi-temps. Critiqué pour avoir aligné son milieu Blaise Matuidi à droite plutôt qu'à gauche en première période, le sélectionneur sera privé, en quarts de finale – dimanche 3 juillet contre le vainqueur d'Angleterre-Islande – de son infatigable « récupérateur », N'Golo Kanté, et de son défenseur central, Adil Rami, suspendus tous les deux après s'être vu infliger un second carton jaune contre l'Irlande. Mais il pourra compter sur son sauveur Antoine Griezmann. ■

RÉMI DUPRÉ

La Mannschaft d'attaque

Les champions du monde n'ont toujours pas encaissé de but. Et désormais, ils marquent

VILLENEUVE-D'ASCQ (NORD) -
envoyé spécial

Avec son sac à dos, son short ample, ses baskets mal lacées et son casque de musique dans la main gauche, Mario Götze a des airs de jeune adolescent. Le visage poupin, un sourire en coin qui rehausse ses joues rebondies, il prend le temps de bavarder auprès de quelques journalistes allemands. La scène se passe dimanche 26 juin, en début de soirée, dans les travées du stade Pierre-Mauroy, à Villeneuve-d'Ascq. Quelques dizaines de minutes auparavant, la Mannschaft concluait une victoire pleine de maîtrise et de promesses face à une équipe de Slovaquie dépassée. Trois buts à zéro pour les Allemands, dont une réalisation de Mario... Gomez.

S'il se prête aux questions de la presse de son pays, Götze, lui, n'est pas entré sur le terrain au cours de la rencontre. L'attaquant du Bayern Munich, unique buteur de la dernière finale de Coupe du monde au Brésil face à l'Argentine, ne souffre d'aucune blessure. Titulaire lors des trois matchs de poules sans avoir marqué, il avait été écarté de ce huitième de finale par le sélectionneur, Joachim Löw. Au vu des performances des joueurs offensifs allemands face aux Slovaques, il est d'ailleurs possible que son rôle de remplaçant dure, mais Mario Götze n'affiche aucun signe extérieur de contrariété.

Solidité défensive retrouvée

L'image souligne à la fois la richesse de l'effectif des champions du monde en titre et la sérénité d'une équipe dont la montée en puissance est évidente. Après quatre matchs disputés lors de cet Euro, l'Allemagne reste la seule formation à n'avoir toujours pas encaissé le moindre but depuis le début du tournoi. Si sa défense apparaissait fébrile lors de son entrée face à l'Ukraine (2-0), le retour de l'arrière central Mats Hummels, remis d'une blessure au mollet, a permis de retrouver une stabilité.

Et quand bien même l'arrière-garde céderait à de rares occasions, Manuel Neuer n'est jamais avare d'une parade pour rappeler qu'il est l'un des tout meilleurs gardiens du monde, comme sur cet arrêt sublime réalisé juste avant la pause, pour stopper une tête de l'attaquant de la Repra, Juraj Kucka.

« Si l'on continue d'être compacts, cela va être compliqué pour nos ad-



Joachim Löw et Jérôme Boateng, après le but du défenseur allemand contre la Slovaquie, le 26 juin, au stade Pierre-Mauroy.

CARL RECINE/REUTERS

« Si l'on continue d'être compacts, cela va être compliqué pour nos adversaires »

JOACHIM LÖW
sélectionneur de l'Allemagne

versaires », a estimé Joachim Löw, tout en se disant « content de la façon dont [la] défense fonctionne actuellement ». Son homologue slovaque, Jan Kozak, a résumé le sentiment d'impuissance observé sur la pelouse : « C'est très difficile de jouer contre ce genre d'équipes. Ils étaient concentrés et ont montré tellement de qualités pendant le match. Evidemment, cette défaite fait mal, mais l'opposition était vraiment forte. »

A contrario, c'est peut-être parce qu'ils savent que leur adversaire du jour n'était pas un cadot que les Allemands se gardaient bien de tirer des conclusions hâtives, juste après leur démonstration dominicale. Peut-être, aussi, parce qu'ils sont conscients que le quart de finale prévu samedi 2 juillet face à l'Italie ou l'Espagne s'annonce autrement plus compliqué.

Pourtant, les motifs de satisfaction sont nombreux. Outre la solidité défensive retrouvée, leur jeu tourné vers l'attaque figure comme l'un des plus séduisants du tournoi. Si elle manque encore un peu de réalisme – à l'image d'un Thomas Müller qui n'a toujours

pas inscrit le moindre but dans une phase finale d'un Euro –, l'armada offensive de la Mannschaft impressionne. Cette Allemagne serait-elle encore plus forte que celle sacrée il y a deux ans ? « Ce n'est pas possible pour le moment de dire si nous sommes plus forts, temporese prudemment le défenseur Jérôme Boateng, auteur du premier but allemand, nous avions quand même été champions du monde. Maintenant nous avons quelques nouveaux joueurs. »

« Etre plus réalistes »

Certains se sont déjà illustrés. Titularisé à la place de Mario Götze, Julian Draxler, l'ailier de Wolfsburg, a réalisé une performance époustouflante. Après avoir offert un centre décisif pour Mario Gomez au terme d'une série de dribbles déroutants, c'est lui qui a inscrit le troisième but, d'une belle reprise de volée placée sous la barre du gardien slovaque. Homme du match, le milieu offensif de 22 ans, qui n'avait joué que quelques minutes au Brésil il y a deux ans, constitue l'un des nouveaux apports d'une sélection qui compte

14 champions du monde sur un effectif de 23 joueurs. « J'espère qu'il n'y a pas trop de différences entre les deux équipes, au Brésil et ici en France, parce que ça voudrait dire que nous serions sacrés champions d'Europe », plaisante Mario Gomez, absent lors du sacre de Rio pour cause de blessure à un genou.

Finaliste de l'Euro en 2008, demi-finaliste en 2012, l'Allemagne, sans trop l'afficher, vise logiquement un quatrième titre continental. L'occasion serait belle de fêter les 20 ans de son dernier sacre européen. Mais le quart de finale du 2 juillet, sorte de finale avant l'heure, s'annonce comme une marche compliquée. « On ne doit pas ouvrir d'espaces pour nos adversaires et être plus réalistes : nous n'aurons pas toujours autant d'occasions que contre la Slovaquie », estime Joachim Löw.

En attendant l'échéance du choc à venir, dimanche soir, un peu avant minuit, les supporters allemands, bière à la main, faisaient encore résonner la grand-place de Lille de leurs chants. Aussi déconstruits que Mario Götze. ■

YANN BOUCHEZ

Espagne-Italie, nous nous sommes tant affrontés

Les deux finalistes de l'Euro 2012 se retrouvent le 27 mai pour le choc des huitièmes de finale

Ce n'est pas le chemin que l'on espérait. Mais ce n'est pas grave, c'est le football. » Ainsi parlait Vicente Del Bosque, mardi 21 juin, juste après la défaite surprise de l'Espagne contre la Croatie (2-1). La bonhomie faite sélectionneur, le technicien avait pourtant de quoi se lamenter : en terminant deuxième du groupe D, ses ouailles se voyaient offrir un huitième de finale contre l'Italie, lundi 27 juin, au Stade de France. C'est-à-dire une reprise de la finale qu'ils avaient gagnée en 2012 (4-0), à Kiev.

On imagine que le sang de son homologue italien Antonio Conte n'a au contraire fait qu'un tour. En récompense d'une phase de poule réussie (6 points, première du groupe E), d'une victoire remarquable contre la Belgique (2-0), sa Squadra Azzurra hérite des doubles championnats d'Europe en titre.

« Le talent contre le Catenaccio », a d'emblée annoncé, sans fausse

modestie, le quotidien espagnol *El Mundo*, pendant que le journal italien *Corriere della Sera* rappelait de son côté que « les sagas ont une fin », même celle de la domination ibérique. Sur les réseaux sociaux, le match est vite devenu le « derby de la Méditerranée ».

Mais cet Italie-Espagne pourrait aussi être celui de l'Euro : le choc entre les deux nations sera le quatrième lors des trois dernières éditions du tournoi continental. Et si la Nazionale avait tenu tête à la Roja lors du premier tour en 2012 (1-1), c'était après une élimination en quarts de finale quatre ans plus tôt (0-0, 4-2 aux tirs au but), et avant la correction reçue en finale de l'Euro 2012.

Discipline tactique

L'Espagne était alors injouable. Trop forte techniquement, beaucoup trop résistante physiquement, à l'image d'un Jordi Alba inarrêtable dans son couloir gau-

che, buteur lors du sacre des siens sous le ciel ukrainien. « J'aimerais bien que cela se passe comme lors de cette finale, mais il est clair que ce ne sera pas le cas », a prévenu le latéral du FC Barcelone, qui cache un peu son jeu.

Certes, la Roja a été éliminée dès le premier tour du Mondial 2014, perdant son titre. Certes, lors de cet Euro, elle a fini deuxième de son groupe, derrière les Croates. Mais il lui a fallu manquer un penalty et oublier d'enfoncer le clou lors d'une première demi-heure complètement maîtrisée. Et l'émergence d'un nouveau buteur en la personne d'Alvaro Morata, trois réalisations en autant de matchs, ne laisse aucun doute sur la compétitivité retrouvée des Espagnols.

L'ailier Nolito ne dit pas vraiment autre chose. « Nous avons un match très difficile, mais l'Espagne reste l'Espagne », a lancé le joueur andalou, en conférence de presse, depuis son camp de base à

Saint-Martin-de-Ré. « Ils [les Italiens] jouent bien, ils ont une bonne équipe et nous respectons tous les adversaires. Mais nous ne devons avoir peur d'aucune sélection. » On le croit sur parole, même si Jordi Alba note tout de même que, cette fois, l'Espagne va « affronter une sélection qui sait à quoi elle joue ».

C'est-à-dire « à la Conte ». La victoire contre les Diables rouges belges a fait sortir la Squadra du bois. Annoncée sur le déclin, privée de ses rares talents (Marco Verratti ou Claudio Marchisio notamment), l'Italie s'est repliée sur ses fondamentaux : une défense de fer, une discipline tactique au diapason et une efficacité à toute épreuve. « Notre fuoriclasse [joueur hors pair], ce doit être le jeu collectif », disait le sélectionneur transalpin avant l'Euro.

Dimanche 26 juin, son gardien Gianluigi Buffon rappelait que, du haut de ses 38 ans, il n'était pas du

genre à nourrir des complexes : « Pendant quatre ans [entre 2008 et 2012], l'Espagne a gagné, gagné et gagné dans toutes les compétitions. L'Italie est probablement la seule à avoir fait souffrir cette équipe espagnole, j'en suis convaincu. »

Lundi 20 juin, avant même d'en savoir plus sur le tableau final, le défenseur espagnol Gerard Piqué donnait ses favoris pour le titre : l'Allemagne, championne du monde, la France, pays hôte, mais aussi un troisième larron, moins attendu, la Squadra Azzurra. Pour une bonne raison : « L'Italie est très "italienne", et cela me préoccupe. » Ce qui n'est pas le cas de son sélectionneur, débonnaire jusque dans le cliché. « Chacun est favori à parts égales », a ainsi lancé Vicente Del Bosque, faisant mine de ne pas assumer la part légèrement plus égale de pression que va porter sa Roja. ■

ERWAN LE DUC

VIRIL MAIS
CORRECT | CHRONIQUE
PAR FRANÇOIS BÉGAUDEAU

Dans leur bulle

Aussi vrai que les flux financiers se déconectent progressivement de l'économie réelle, l'inflation de commentaires pendant un Euro déconnecte le verbe de son supposé référent. Comme les bulles immobilières depuis l'ère informatique, cette bulle spéculative a centuplé de volume depuis l'avènement des chaînes de sport ou d'info. Et comment voudrait-on que cinquante heures de débats sur un match d'une heure trente donnent autre chose que des phrases qui ne se rapportent qu'à des phrases, des échanges où l'on se paye de mots, où une hypothèse devient vraie à force d'être répétée – comme un actif prend de la valeur quand il est massivement acheté. A la Bourse du foot, les fantasmes finissent par se substituer aux faits, les désirs à la réalité.

Ainsi la France, comme tout pays mal en point, a désiré un héros et, le désirant, s'en est trouvé un. Elle l'a désigné sans l'avoir vu jouer ou presque : ce sera ce grand Noir, là, avec les cheveux bizarres. Depuis le début de l'Euro, la cote de Pogba baisse ou monte selon que le désir est satisfait ou se venge de ne pas l'être. Un tir sur la barre contre la Suisse la fait remonter, un penalty causé contre l'Irlande la fait redescendre. Fluctuations en cours.

Le CAC foot s'emballa

De même, le CAC foot a d'abord décrété que l'Allemagne version 2016 était plus faible. Il avait fait pareil tout au long du dernier Mondial. Le Mannschaft n'a encaissé aucun but, propose le jeu le plus fluide, aligne quatre ou cinq joueurs au sommet de leur art, mais elle est moins bien, le CAC foot l'a décidé. Le CAC foot n'est jamais très bien disposé vis-à-vis de l'Allemagne. Désirant fort ne pas l'aimer, il finit par trouver objectivement qu'elle n'est pas aimable.

Le CAC foot n'aime pas non plus Cristiano Ronaldo. Il y a sans doute de bonnes raisons à cela. Des raisons objectives, pour le coup. Le type est insupportable, et pas tant pour son narcissisme consubstantiel aux champions que pour ses attitudes martiales, ses muscles bandés, l'absence de relâchement, l'absence, sinon d'humour, du moins de cette divine désinvolture qui signale le génie. On lui en veut pour ça. On ne lui passera rien. Le CAC foot s'emploie à démonétiser ses performances. Ses trente tirs en phase de poules ne signalent pas une grande forme du Portugal-Madrilène mais son individualisme, ses deux buts contre la Hongrie tiennent du miracle plus que du talent, etc.

Dès lors la Bourse s'emballa : la chute du titre Ronaldo entraîne une dévaluation de l'équipe tout entière. Ronaldo, entend-on partout, ne stimule pas ses partenaires comme Gareth Bale (cote en flèche), il les vampirise, les tétanise. Résultat : le CAC refuse de voir que le Portugal est une formation de très haut niveau technique et a largement dominé ses adversaires de poule. Lorsqu'il élimine la Croatie, qu'un emballement symétrique bombardait favorite de ce huitième de finale voire de la compétition, on préfère retenir la « purge » que fut le match plutôt que la démonstration tactique du vainqueur. Le CAC attendra que le Portugal se hisse en finale pour se rendre à l'évidence de sa force. Car parfois les bulles éclatent. Parfois le réel vous explose à la gueule et fait taire tout le monde. ■

Pendant ce temps-là...

PAR BRUNO AMSELLEM/DIVERGENCE
POUR « LE MONDE »

Lyon, dimanche 26 juin, 18 h 03.

Si Paris obtient les Jeux olympiques de 2024, la capitale des Gaules pourra toujours poser sa candidature pour organiser les épreuves de natation des Jeux olympiques. Après la victoire (2-1) de l'équipe de France – qui a eu chaud face à l'Irlande –, des supporters des Bleus ont testé les fontaines de la place de la République. Elles peuvent être homologuées « piscine à champions ».



Les Diables rouges à l'assaut des Dragons

Emmenés par leur prodige Eden Hazard, les Belges affronteront les Gallois vendredi 1^{er} juillet

TOULOUSE – envoyé spécial

Lille a l'habitude d'être pa-voisée de rouge avec ses Dogues footballeurs. Ce sont pourtant deux autres créatures agressives de la même couleur qui s'apprêtent à investir la ville et le stade Pierre-Mauroy de Villeneuve-d'Ascq, ven-dredi 1^{er} juillet : les Diables rouges du voisin belge et les Dragons gal-lois. Les Celtes avaient déjà leur billet en poche après leur labo-rieuse victoire (1-0), le 25 juin au Parc des Princes, face à l'Irlande du Nord. Les images qu'ils ont vues le lendemain depuis le Stadium de Toulouse n'ont pas dû les rassurer : la Belgique a écrasé (4-0) la Hon-grie, pourtant équipe surprise du premier tour, avec le plus gros écart depuis le début du tournoi.

« J'aurai la chance de jouer un peu à domicile », s'est réjoui le ca-pitaine belge Eden Hazard, qui remporta le championnat et la Coupe de France avec le club nor-diste en 2011, avant de rallier Chelsea. Ses cinq saisons à Lille ont laissé un souvenir éblouissant. En panne d'efficacité, l'ailier gauche surdoué a vécu une année diffi-cile à Londres, dans une équipe en crise. On le disait en plein doute. Il l'a balayé dimanche en mettant au supplice la défense magyare. Après le premier but inscrit de la tête dès la 10^e minute par le défen-seur Toby Alderweireld sur un coup franc millimétré de Kevin De Bruyne, l'autre superstar belge, Hazard n'a cessé de dérober des ballons dans le dos des Hon-grois et de délivrer des passes qui auraient dû être décisives.

Au moment où l'adversaire re-prenait timidement espoir, il a servi impeccablement le Mar-seillais Michy Batshuayi, pour que son équipe double tardivement la mise (78^e). Sur contre, juste après l'engagement, une accélération foudroyante puis l'élimination de deux opposants lui a enfin per-mis de marquer son premier but dans cet Euro. Les Hongrois ont bu le calice jusqu'à la lie avec une

« Eden Hazard a toutes les qualités pour gagner un jour le Ballon d'or et devenir le meilleur joueur du monde »

AXEL WITSEL
milieu de terrain belge

ultime réussite de Yannick Car-rasco à la dernière minute du temps réglementaire. Charitable, l'arbitre a sifflé la fin de la récré sans les deux minutes supplé-mentaires. Les spectateurs – non hongrois, s'entend – étaient ravis du show offert par ces joueurs diablement séduisants malgré leur tenue bleu pâle (le rouge avait été laissé aux Hongrois), qui ont tiré vingt-cinq fois au but et en ca-drant quatorze. Le kop belge s'est régulièrement tourné comme un seul homme vers le public local pour crier « avec nous ». « Faire mieux que ce soir, ce sera compli-qué car tout était presque parfait », a commenté Eden Hazard à la fin de la rencontre.

« Des stars des deux côtés »

Le cas du numéro 10 symbolise d'ailleurs la sélection belge dans son ensemble. Arrivés en France comme favoris, les Diables ont été cueillis d'emblée à froid par le réalisme italien en s'inclinant 2-0. S'étaient-ils vus trop beaux ? N'étaient-ils pas qu'une constella-tion d'individualités, au détri-ment d'une équipe ? Ils ont recti-fié aussitôt le tir en battant large-ment les Irlandais (3-0), puis chi-chement (1-0) les Suédois. « On commence à monter en puissance, a constaté le milieu du Zénith Saint-Pétersbourg Axel Witsel, pas avare en satisfecit. Dans le jeu, on a vraiment été très bons. On a besoin d'un Hazard grandiose comme celui d'aujourd'hui. Il a toutes les qualités pour gagner un

jour le Ballon d'or et devenir le meilleur joueur du monde. »

Révélation de cette sélection belge, le latéral droit Thomas Meu-nier (Club Bruges) refuse de, son côté, de s'emballer : « Contre le Pays de Galles, ce sera du 50-50. Il y a des stars et un bon bloc des deux côtés. Mais on sait que dans les mo-ments un peu compliqués, il y a chez nous un joueur qui peut faire la différence et débloquent la situa-tion. C'est ce qu'a fait Eden aujour-d'hui. » Meunier a été à son tour félicité indirectement par son entraîneur Marc Wilmots, heu-reux de n'avoir « pris aucun but sur les trois derniers matchs avec une défense qu'on a dû reconstruire in-tégralement ». Fidèle à lui-même, le technicien a fustigé au passage les « gens mal intentionnés qui veu-lent toujours tout critiquer ».

Trente-six ans après avoir at-teint la finale du championnat d'Europe, le « plat pays », malgré les réserves des « gens », est en ef-fet en passe d'écrire de nouveau l'une des plus belles pages de son histoire. Sa génération de joueurs exceptionnels avait déjà atteint les quarts de finale lors du Mon-dial 2014 au Brésil. Mais, en ce qui concerne la compétition conti-nentale, les Diables rouges avaient durablement brillé par leur absence puisque leur der-nière qualification remontait à 1984, déjà en France. Ils avaient coorganisé avec le voisin néerlan-dais le rendez-vous en 2000, mais s'étaient avérés incapables de dé-passer la phase de poules.

L'adversaire, en 1980, était la Ré-publique fédérale d'Allemagne, qui s'imposa 2-1 au Stade olympique de Rome. Marc Wilmots a évoqué de possibles retrouvailles après avoir été impressionné, plus tôt, par la victoire allemande contre la Slovaquie (3-0) : « Notre système, c'est le 4-2-3-1, ce qui veut dire qu'on joue pratiquement avec quatre at-taquants. On n'est pas encore en fi-nale, mais c'est vrai que l'Allemagne joue un peu avec le même. Ça pour-rait faire un beau match. » ■

BRUNO LESPRIT

Le score du jour

22-17

Italie-Espagne

La Squadra Azzura est l'équipe qui a le plus fait tourner son effectif lors de la phase de groupes. Antonio Conte, le sélectionneur italien, a utilisé 22 des 23 joueurs retenus pour l'Euro. Seul Federico Marchetti, le troisième gardien, n'a pas bougé du banc transalpin. Côté espagnol, 17 joueurs ont été titularisés ou sont entrés en jeu lors des trois premiers matchs de la Roja dans le tournoi. C'est la France, avec 16 footballeurs utilisés par Didier Deschamps avant le huitième de finale contre l'Irlande, qui ferme la marche, note l'Observatoire du football CIES.

FOOTBALL

Messi annonce sa retraite internationale après une nouvelle finale perdue

« La sélection, c'est fini pour moi. » Peu après la défaite de l'Argentine face au Chili en finale de la Copa America (0-0 a.p., 4 tirs au but à 2), Lionel Messi a annoncé, dimanche 26 juin, qu'il mettait fin à sa car-rière internationale. « C'est un mo-ment dur pour moi et pour toute l'équipe (...). C'est la quatrième fi-nale que je perds, la troisième de suite », a expliqué le joueur de 29 ans, en référence au Mondial 2014 et aux Copas America 2015 et 2016. L'Albiceste n'a pas gagné de titre depuis vingt-six ans.

CYCLISME

La FDJ, grande gagnante des championnats de France

Le coureur de la FDJ Arthur Vichot est redevenu champion de France de cyclisme sur route, dimanche 26 juin, à Vesoul (Hau-te-Saône), trois ans après son pre-mier titre. Jeudi, son coéquipier Thibaut Pinot avait remporté l'épreuve du contre-la-montre. Des résultats prometteurs pour la FDJ, à six jours du départ du Tour de France.



Heimir Hallgrímsson, l'âme de l'Islande

Contrairement à ses joueurs, l'entraîneur islandais, dont l'équipe affronte l'Angleterre, a effectué toute sa carrière sur l'île

PROFIL

HEIMAÆY (ISLANDE) – envoyé spécial

A 49 ans, Heimir Hallgrims-son est un peu l'âme de l'Islande, qui s'est hissée en huitièmes de finale pour sa pre-mière participation à un Euro. Il faut dire que les vingt-trois joueurs de la sélection ont tous dû s'exiler pour vivre de leur métier de footballeur. Avant de prendre place sur le banc de touche islandais pour affronter l'Angleterre, lundi 27 juin à Nice, le (co) entraî-neur de l'équipe d'Islande a forgé sa carrière de technicien sur les pe-tites îles Vestmann, situé à trente minutes de ferry au sud du pays.

Il s'est occupé tour à tour des équipes de jeunes, puis des équi-pes féminine et masculine du mo-deste club local de l'IBV. Né à Hei-maey, seule île habitée de cet ar-chipel, il n'a jamais quitté cette terre volcanique, aussi rude que magnifique. « Heimir, c'est notre entraîneur. On en est fier », confie Iris Robertsdóttir, la présidente de l'IBV, véritable institution locale.

Répartition des tâches

En poste depuis quatre ans, aux côtés du coach suédois Lars Lager-bäck, ce grand blond à la coupe parfaite et au sourire d'une blan-cheur immaculée – il est dentiste – est plus qu'une simple caution islandaise. Après des débuts au poste d'adjoint de Lagerbäck, ex-sélectionneur de la Suède et du Nigeria, Heimir Hallgrímsson a très vite pris du galon. Au sortir d'une belle campagne de qualifi-cation au Mondial 2014, ponctuée par une défaite contre la Croatie en barrages, il est nommé à son poste actuel.

L'lien a parfaitement su profi-ter de l'expérience de son mentor. Le tandem fonctionne à mer-veille. « Lars a apporté le profes-sionnalisme en sélection. J'avais beaucoup à apprendre. Nous avi-ons une très belle génération de joueurs et il a indiqué le chemin. Si j'étais passé directement de l'IBV à la sélection, un joueur comme Ei-dur [Gudjohnsen] m'aurait dit : "Au Barça, on fait comme ça." Et un autre m'aurait dit : "A l'Ajax, on fait

comme ci" », explique au Monde Heimir Hallgrímsson.

Les tâches sont parfaitement ré-parties entre l'Islandais et le Sué-dois. L'un gère plus la tactique et le management général, quand l'autre analyse le jeu adverse, anime les réunions et prend en charge le terrain. Mais toutes les décisions se prennent à deux. « On a toujours décidé ensemble. Il m'a dès le début fait comprendre que j'étais entraîneur à part en-tière », se félicite Hallgrímsson.

« Occasion »

La qualification en quarts de fi-nale de ce pays de 329 000 habi-tants et aux 22 000 licenciés, dont seulement une centaine de pro-fessionnels, constituerait une première historique. Heimir Hall-grímsson puise dans son expé-rience personnelle pour tenter d'expliquer la réussite du football islandais : « Notre petite île est un laboratoire de l'Islande. Avec seule-ment 4 500 habitants, nous som-mes bons en foot et en handball. Pour jouer un match à l'extérieur, il faut faire trois heures de trajet à l'aller et trois heures au retour. Tu dois être motivé. Ces conditions difficiles sont l'une des raisons qui font que les Islandais travaillent dur pour être bons. »

« L'Islande a déjà gagné, les joueurs ont conquis le cœur des supporters islandais, estime ce-lui qui sera seul maître à bord après l'Euro et le départ pro-grammé de Lars Lagerbäck. Si nous battons l'Angleterre, nos vies vont changer et le football sera vu différemment en Islande. Ce match est la plus grande occasion qu'on ait jamais eue. »

En référence aux « guerres de la morue », ces microconflits qui ont opposé son pays à la Grande-Bre-tagne entre les années 1950 et 1970, Heimir Hallgrímsson n'hé-site pas à user d'une métaphore guerrière pour motiver ses trou-pes à bouter l'Angleterre hors de l'Euro dans la foulée du « Brexit » : « Nous sommes un trop petit pays pour avoir une armée, alors ces gars [les joueurs] sont un peu l'ar-mée islandaise. » ■

ANTHONY HERNANDEZ

Jamie Vardy, « working class hero »

Portrait
LONDRES - correspondance

Allen Bethel en a assez. Le président de Stocksbridge Park Steels, une équipe de huitième division anglaise, en est à sa vingtième demande d'entretien « avec des journalistes du monde entier ». « Pour vous parler, c'est 100 livres [130 euros] de l'heure. »

Le Monde ne pratiquant pas le journalisme du carnet de chèques, il faudra se contenter de ce que M. Bethel a confié à la presse britannique, qui ne s'encombre pas des mêmes soucis déontologiques. Mais qu'est-ce qui explique donc l'excitation autour du président de cette équipe perdue dans les profondeurs du football amateur anglais ? Il a eu le privilège de découvrir en 2003 un certain Jamie Vardy, que les défenseurs islandais vont trouver sur leur chemin, lundi 27 juin, en huitièmes de finale de l'Euro.

L'attaquant de Leicester City, 29 ans, est aujourd'hui la révélation la plus improbable et tardive du football britannique. Avec 24 buts cette saison – qui l'ont propulsé sur la deuxième marche

Le buteur de Leicester City, qui jouait encore en huitième division il y a six ans, affronte l'Islande avec l'Angleterre, lundi 27 juin, en huitièmes de finale

du podium des meilleurs buteurs de la Premier League –, il a été l'un des artisans du sacre inattendu des Foxes. Ses pointes de vitesse fulgurantes et ses réactions explosives ont dévasté les défenses adverses, à un âge où les sportifs commencent parfois à penser à la retraite. Sa sélection en équipe d'Angleterre pour l'Euro 2016 s'imposait. « Je dois me pincer pour y croire », répète-t-il sur tous les tons. Son histoire, façon conte de fées, passionne : une biographie non autorisée vient d'être publiée, une autobiographie officielle doit suivre en octobre, et un film est en préparation.

Bracelet électronique
Quand il arrive à 16 ans à Stocksbridge Park Steels, le jeune « lad » turbulent aux cheveux en brosse est très loin de la stratosphère du football mondial. Il vient d'être délaissé par le centre de formation de Sheffield, qui le trouve « trop petit ». De cette époque, M. Bethel retient la détermination à toute épreuve de sa jeune recrue. « A 17 ans, il a joué la finale d'une coupe locale, et l'opposition, une équipe de village, avait décidé de l'attaquer physiquement, a-t-il confié au tabloïd The Daily Mirror. Après chaque tackle, il s'est relevé. Ça m'a convaincu qu'il avait l'attitude qu'il fallait, même s'il pouvait être un peu voyou. »

Ce côté « bad boy » est sa marque de fabrique. Rien de bien méchant, mais Vardy a le sang chaud. A l'époque, les tackles à deux pieds et les cartons rouges sont sa spécialité. A la fin des entraînements, il a tendance à finir tout nu sur le terrain. Un soir, dans un pub, il corrige violemment un type qui avait insulté son ami qui portait un appareil auditif. Verdict de la justice : obligation de porter un bracelet électronique pendant six mois, avec couvre-feu chez lui à

partir de 18 heures. Parfois, il est obligé de ne jouer que la première mi-temps des matchs pour rentrer à temps.

Immature, l'adolescent bagarreur n'atteint l'équipe première de Stocksbridge Park Steels qu'à 21 ans. Il touche alors une centaine d'euros par mois pour jouer. Pour gagner sa vie, il travaille dans une usine d'attelles médicales en fibres de carbone. « On soulevait des moules très lourds pour les mettre dans le four, raconte-t-il des années plus tard. Mon dos a failli lâcher. »

Son paysage est celui des aciéries fermées de Sheffield, des pubs aux comptoirs gluants et des matchs du dimanche devant quelques dizaines de supporters de la « working class ». Son beau-père est conducteur de grues (son vrai père est parti alors qu'il n'avait que 1 an), sa mère employée chez un notaire.

Lentement, son talent s'impose pourtant. En 2010, Halifax, deux divisions plus haut, le recrute. Vardy inscrit 27 buts en 37 matchs. L'année suivante, Fleetwood Town l'achète. L'équipe évolue en cinquième division, un niveau professionnel. Le buteur peut enfin s'entraîner à temps plein. Il a 24 ans. Salaire mensuel : 1500 euros.

Pour son premier match, le président du club lui offre l'hôtel lo-

cal et lui dit de s'acheter à dîner aux frais du club. Le beau-père du joueur n'en croit pas ses oreilles : « Bon sang, gamin, on s'est bien débrouillés. »

« Talent brut »
Vardy ne déçoit pas : 34 buts en 40 matchs. James Milligan, son capitaine à Fleetwood Town, en reste encore admiratif. « Vardy, c'était un talent brut. Il jouait à l'instinct, et c'était un cauchemar pour les défenseurs », expliquait-il en 2014 à The Independent.

Brut, comme un diamant non poli. Le talent a toujours été là, en profondeur. Mais caché, difficile à canaliser. L'explication des progrès du buteur ? « Il s'est mis la tête à l'endroit », explique au Guardian Gareth Seddon, qui jouait à ses côtés à Fleetwood Town. En clair, il a arrêté les bêtises hors du terrain. Vardy reste du genre à entourer la voiture d'un ami de papier cellophane, mais il évite désormais les débordements.

Devenu une machine à buts, il commence à intéresser les clubs sérieux. Leicester City, qui est alors en deuxième division, l'achète en 2012 pour 1 million de livres (1,3 million d'euros) : un prix record pour un joueur qui vient d'une division hors de la « League » britannique (les trois premières divisions). Vardy a 25 ans

et entre dans la cour des grands. Enfin la délivrance ? Au contraire. Le buteur craque sous la pression. Après des débuts acceptables, il ne parvient plus à marquer pendant cinq mois. En fin de saison, découragé, traînant sur le banc, il songe même à abandonner le football. Son entraîneur, Nigel Pearson, refuse. Bien lui en prend.

L'année suivante, Vardy marque 16 buts, aidant à la promotion en Premier League de Leicester City. L'équipe manque de peu de redescendre dès la saison suivante, mais survit de justesse. Commence alors la saison magique 2015-2016. Les Foxes et Jamie Vardy se révèlent au grand public, en remportant la Premier League à la surprise générale. Ils rappellent que le football, c'est aussi simple qu'une longue passe en profondeur, un sprint et un tir en force. Oh, et parfois des gestes de génie, comme cette reprise de demi-volée de 30 mètres contre Liverpool à couper le souffle.

Happy end ? Pas si simple. Régulièrement, les coups de sang refont leur apparition. Pendant l'été 2015, le buteur était en tournée dans un casino de Leicester. Le ton est monté avec un parieur asiatique, qu'il a traité de « Jap », une insulte à caractère raciste. La scène a été filmée, et le Sun s'en est emparé.

Ses relations familiales font aussi les choux gras des tabloïds. Sa relation avec Rebekah Nicholson, la mère de sa fille, a provoqué une profonde brouille familiale. Les parents de Vardy ont refusé de venir à leur mariage le 25 mai. Le passé de celle qui est désormais M^{me} Vardy semble en cause. Outre une fille avec Vardy, elle a deux autres enfants nés de deux relations précédentes, dont l'un avec un footballeur d'Oxford United. Elle a récemment posé en sous-vêtements et incarne jusqu'au bout de ses ongles manucurés ce que la presse britannique appelle une « WAG » (« wife and girlfriend ») de footballeur.

Le buteur n'en a cure. Après avoir été la révélation de la huitième division anglaise, puis de la cinquième, puis de la seconde, et cette année de la Premier League, il rêve d'être celle de l'Euro 2016. Buteur face au Pays de Galles en phase de poule, il espère retrouver le chemin des filets face à l'Islande, lundi. Pour reprendre l'expression de son beau-père, le jeune « lad » à la coupe en brosse s'est « bien débrouillé ». ■

ÉRIC ALBERT

LES DATES

11 JANVIER 1987
Naissance à Sheffield, dans le nord de l'Angleterre.

2003
Rejeté du centre de formation de Sheffield Wednesday qui le trouve « trop petit », il rejoint Stocksbridge Park Steels, qui évolue en huitième division.

2012
Transfert à Leicester City.

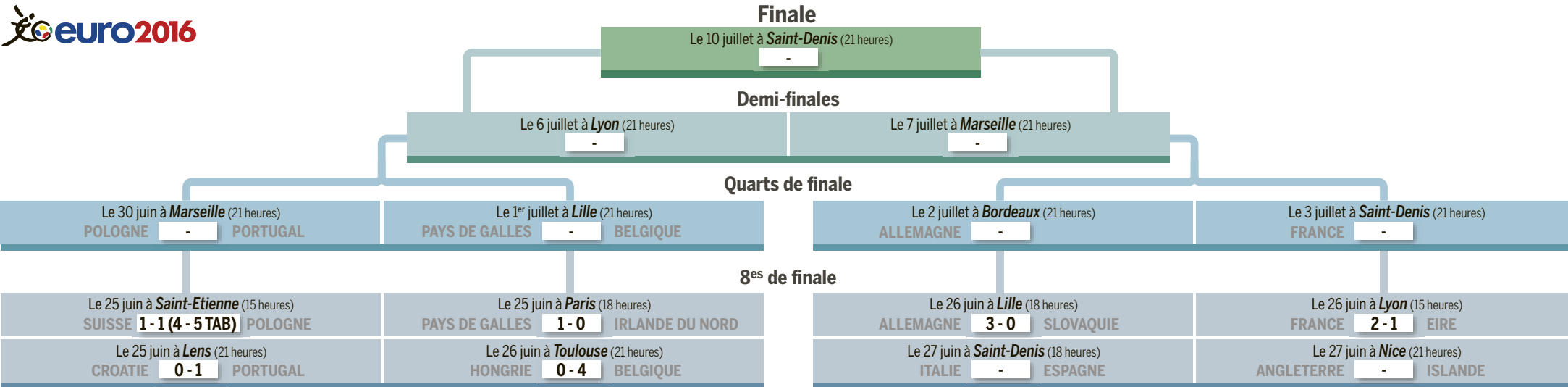
7 JUIN 2015
Première sélection avec l'équipe nationale d'Angleterre à 28 ans.

2 MAI 2016
Devient champion d'Angleterre avec Leicester City. Il termine, avec 24 réalisations, deuxième meilleur buteur de la saison.

27 JUIN 2016
Il affronte l'Islande avec l'Angleterre, à Nice, en huitièmes de finale de l'Euro.



A 21 ans, alors qu'il touche une centaine d'euros par mois pour jouer, il travaille dans une usine d'attelles en fibres de carbone pour gagner sa vie



JORDAN POUILLE

SAINT-QUENTIN-DE-BARON, TRESSSES,
SAINT-ÉMILION, SAINT-HIPPOLYTE (GIRONDE)
- envoyé spécial

Les réceptionnistes du château de Sours, en Gironde, sont sur les dents. L'une d'elles, en blouse blanche, court après le visiteur : « Vous n'avez pas vu le panneau ? Nous sommes en plein chantier ! » La longue file de camionnettes d'artisans stationnées sur le gravier en atteste. Le château et ses 80 hectares de vignes plantées sur le territoire de Saint-Quentin-de-Baron forment le premier des trois vignobles bordelais acquis en à peine six mois par Jack Ma, fondateur d'Alibaba, le champion de l'e-commerce en Chine, deuxième fortune du pays. « On ne sait jamais quand il va nous rendre visite, avance la réceptionniste. M. Ma nous a demandé d'éloigner la presse, mais comment distinguer le client du paparazzi ? » Lundi 23 mai, Jack Ma était à Bruxelles pour rencontrer le roi des Belges et annoncer l'ouverture prochaine d'une succursale européenne d'Alibaba. Dans la foulée, il signalait le rachat de Château Pérenne, à Saint-Genès-de-Blaye, et de Château Guerry, à Tauriac, au magnat du vin français Bernard Magrez, pour 12 millions d'euros.

Dans le village lilliputien de Saint-Hippolyte, aux chemins embouteillés par les engins de chantier, règne la même agitation. C'est là que trône Château Monlot, un vignoble d'appellation Saint-Emilion, acheté en 2011 par l'actrice et réalisatrice Zhao Wei, grande amie de Jack Ma et mariée à Huang Yulong, un homme d'affaires singapourien. A l'époque, la presse française saluait l'« achat plaisir » d'une artiste glamour, ignorant tout de ses ambitions décomplexées. En Chine, la star de *Mulan* (2009) et de *Lost in Hong Kong* (2015) était pourtant décrite par la presse comme la « Warren Buffett du show-business », du nom du milliardaire américain qui a bâti sa fortune sur ses coups de flair légendaires. Du smartphone au lait de coco, 120 marques ont déjà utilisé la belle quadragénaire dans leurs publicités.

A l'été 2014, Zhao Wei et son mari, qui siège au conseil d'administration d'Alibaba, investirent 400 millions de dollars (351 millions d'euros) dans Alibaba Pictures, une énième étoile dans la constellation de Jack Ma, spécialisée cette fois dans la production de longs-métrages hollywoodiens et européens. Après seulement six mois d'une cotation boursière euphorique, le couple double sa mise. Fin 2015, la star ajoute à son palmarès le Château Senailhac, à Tresses, et ses 57 hectares de bordeaux supérieur.

« LA CHINOISE VEUT PLUS GRAND »

Château Monlot, il est vrai, péchait par sa modestie : à peine 6,7 hectares de vignes engoncées entre une route départementale et une voie ferrée. Plusieurs dizaines d'ouvriers portugais s'activent pour donner vie à une gigantesque demeure, avec tours et murs de pierre ocre, en lieu et place d'une plus modeste maison de maître. Château Monlot sera achevé en mai 2017. Pour Bernard Lauret, maire de Saint-Emilion, « la Chinoise, très respectée ici, veut plus grand. Elle est en train de racheter des parcelles de vigne ça et là, toujours sur le territoire de Saint-Emilion, pour augmenter sa production. Elle devrait atteindre une vingtaine d'hectares très rapidement. M^{me} Zhao cherche une bonne assiette foncière ».

Un hectare de vigne à Saint-Emilion peut se négocier aujourd'hui jusqu'à 2 millions d'euros, rendant le retour sur investissement tout à fait dérisoire, sauf si l'acquéreur se dote d'une féroce stratégie commerciale. Sur Senailhac et ses 57 hectares, Yves Blanc, 79 ans, vigneron et agent immobilier expert de la région, n'aurait pas parié grand-chose. « Je me suis dit que l'actrice ne voudrait jamais d'un domaine traversé par une énorme ligne à haute tension. Je n'ai pas osé lui proposer, ni à personne d'autre d'ailleurs », dit-il. Superstieux, les Chinois redoutent les bâtisses plantées aux abords d'un cimetière ; mais ils ne s'embarrassent pas des pylônes électriques.

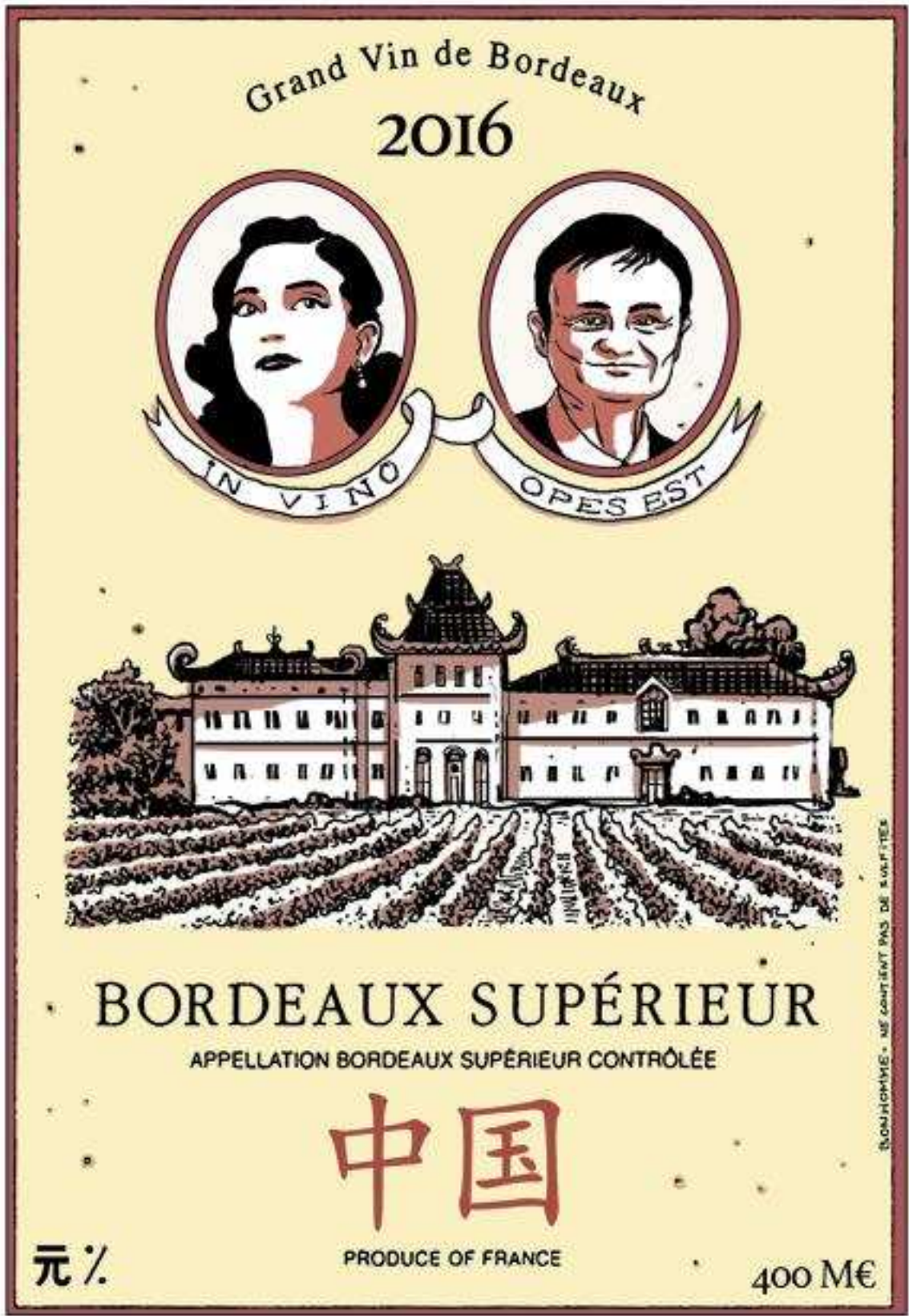
Aujourd'hui, les bouteilles de Senailhac sont distribuées sur Tmall, le site de vente de produits de beauté, de mode et de gastronomie de

Jack Ma, sous le nom de « Monlot Bordeaux ». Chaque étiquette est ornée du croquis du futur Château Monlot – pourtant situé à 30 kilomètres de Senailhac – et s'accompagne d'un autographe de l'actrice. Sur cette boutique en ligne, proposée aux 700 millions d'internautes chinois, le chaland se laisse enivrer par le récit d'une star épicurienne, tombée amoureuse du travail de la vigne et du savoir-vivre français. Les plus aisés opteront pour une bouteille de Château Monlot Grand Cru classé Saint-Emilion à 150 euros. Les autres jetteront leur dévolu sur le Monlot Bordeaux à 32 euros la bouteille, soit du simple bordeaux supérieur que l'ancien propriétaire vendait en son temps autour de 11 euros, sous le nom d'Excellence Senailhac. Du travail d'artiste...

Yves Blanc s'enorgueillit d'avoir été le premier à conclure une vente de vignoble bordelais à un Chinois. En 1997, il propose un saint-émilion, le Château Haut Brisson, situé à Vignonet, à Steve Kwok, un riche banquier hongkongais. « Depuis, le profil de l'acheteur chinois a bien changé, constate aujourd'hui l'agent immobilier. Je les trouve de plus en plus jeunes. Ils dorment trente-cinq heures par semaine et marchent avec un iPhone dans chaque main. Ils ont compris qu'ils devaient

« EN SIX ANS, NOUS AVONS VENDU UNE DIZAINE DE DOMAINES À DES INVESTISSEURS CHINOIS. CERTAINS AIMENT LE VIN, D'AUTRES ONT DES CAPITAUX À SORTIR DU PAYS. PARFOIS LES DEUX À LA FOIS »

MARIE DESTANG
agent immobilière
à Grignols



OLIVIER BONHOMME

Châteaux chinois

Propriétaires de vignobles, Jack Ma, le fondateur d'Alibaba, et l'actrice Zhao Wei, investissent dans la vente en ligne de crus bordelais en direction des 700 millions d'internautes chinois

s'entourer des bonnes personnes pour monter leur vin en gamme [Zhao Wei a sollicité Jean-Claude Berrouet, l'ancien œnologue de Château Petrus] mais ils veulent surtout aller plus loin. Ce sont de formidables commerçants. »

En 2012, la Compagnie shanghaienne du sucre, de la cigarette et du vin (SSCW) s'emparait de 70 % du négociant français Diva Bordeaux et lui promettait de favoriser la distribution des vins de Bordeaux en Chine. Quatre ans plus tard, les investisseurs chinois s'affranchissent des intermédiaires. Toujours avec Jack Ma, et deux autres milliardaires, Zhao Wei vient de lancer Cellar Privilege, sa propre société de négoce. L'entreprise distribue les bouteilles d'une soixantaine de châteaux bordelais – parmi lesquels les quatorze propriétés de ses fondateurs – sur Internet. Ceux-là seront en première ligne pour le « Salon du vin et de la bière en ligne », annoncé par Jack Ma pour le 9 septembre.

Dans la grande salle de réception de Senailhac, mardi 28 juin, une centaine de petits producteurs doivent assister à une conférence inédite de Huang Ai Zhu, la responsable des « marchandises importées » chez Tmall.

Ce rapprochement opéré par Cellar Privilege pourrait permettre à ces vignerons de gérer

leur propre boutique en ligne, à destination du marché chinois, et même du marché occidental. Début mai, l'entreprise chinoise tenait un stand à la Wine Fair de Londres. « Nous ne souhaitons pas dépendre entièrement du marché chinois. Les occasions de développement sont nombreuses au Royaume-Uni, aux Etats-Unis ainsi qu'au Canada », explique Sophie Baron, cadre de Cellar Privilege, formée en Asie.

A Grignols, à 75 km de Bordeaux, il y a deux mois, une autre quadragénaire chinoise ambitieuse, M^{me} Kuang, s'est elle aussi offert un petit domaine, le Château de Fontalem, pour près de 2 millions d'euros. Le vendeur, Claude Renaud, a 94 ans. A l'hiver 1955, son père avait cédé le Château Couperie à l'avionneur Marcel Dassault, qui obtiendra plus tard son classement en Saint-Emilion Grand Cru classé. Soixante ans ont passé et c'est l'empire du Milieu qui, cette fois, frappe à la porte. Dans le Bordelais, une vente de domaine sur deux se fait désormais au profit d'investisseurs chinois. « En six ans, nous avons vendu une dizaine de domaines à des investisseurs chinois. Certains aiment le vin, d'autres ont des capitaux à sortir du pays. Parfois les deux à la fois », observe Marie Destang, belle-fille de Claude Renaud, qui gère avec lui sa petite agence immobilière à Grignols. Les Chinois, dit-elle, ont « de gros avantages : ils ont les moyens et pas de problème de banques. Par ici, elles sont très frieuses quand il ne s'agit pas de grands vins comme du Saint-Emilion ».

« UN CHANTIER PHA-RA-O-NIQUE ! »

A Fontalem, pendant vingt-six ans, le dynamique nonagénaire, né au milieu des vignes, a lutté face à 40 hectares de terres indociles. Il a replanté des vignes sur 10 hectares, combattu le mildiou, retapé une bâtisse abandonnée et redonné vie au domaine, jusqu'à produire 60 000 bouteilles de bordeaux supérieur par an. « Ce fut ma deuxième vie, après la retraite. Et l'an dernier, avec mon épouse, nous avons commencé à réfléchir à l'avenir, à notre vie d'après, explique l'ex-châtelain, qui boit un verre de vin à chaque repas. Mes deux fils [l'un écrivain, l'autre marin] avaient pris une autre direction, eux aussi sont âgés, et je me suis dit qu'il fallait vendre avant de perdre cette énergie nécessaire à l'entretien du vignoble. » Premiers intéressés : « Des Français et des Belges. Mais vous savez ce qui les embêtait ? La distance. La propriété est à quarante-cinq minutes en voiture de Bordeaux. Ce sont des hommes d'affaires, des patrons, qui veulent installer femme et enfants dans le château. Or l'éloignement les rebute, surtout s'il faut scolariser les gamins en ville. » Et puis M^{me} Kuang est arrivée : « Cette charmante dame est tombée amoureuse de la maison, de ses jardins ombragés, de l'étang mitoyen. "Un coup de foudre", m'a-t-elle assuré. »

La femme d'affaires de Shanghai, qui prospérerait dans l'hôtellerie et les cosmétiques, prévoit de faire halte à Fontalem juste quelques semaines par an, au moment des vendanges. « Mais elle promet des investissements très lourds. Les longs bâtiments servant à accueillir les barriques et les cuves vont être transformés en appartements de luxe pour visiteurs fortunés. Et elle fera creuser des souterrains pour y aménager des chais. Vous vous rendez compte ? Un chantier pha-ra-o-nique ! », s'enthousiasme Claude Renaud, qui va pouvoir enfin lever le pied. Cet été, il coulera des jours heureux dans sa villa de la Teste-de-Buch, à fumer son cigare vespéral en contemplant le bassin d'Arcachon.

Dans le Bordelais, il se murmure à présent que Li Wing-Sang, industriel de l'éclairage par diodes électroluminescentes (LED) et nouveau patron du FC Sochaux, le club de foot racheté à la famille Peugeot, lorgnerait le Château Saint-Georges. Un domaine de 45 hectares doté d'une fastueuse bâtisse du XVII^e siècle d'où l'on aperçoit la cité médiévale de Saint-Emilion. Qu'importe si les héritiers ne sont pas tous d'accord pour vendre, l'homme d'affaires chinois est patient et se « contenterait » volontiers d'une participation... majoritaire. Une hypothèse que veut à tout prix écarter Jean-Philippe Janoueix, déjà propriétaire de trois châteaux, copropriétaire de celui-ci depuis trois ans et même son directeur depuis octobre 2015. « Si un jour certains actionnaires venaient à céder leurs parts, j'exercerais mon droit de préférence », prévient-il. ■

A Fourvière, grève du sexe et vol de coussins

Le festival lyonnais présente 58 spectacles, dont « La Stratégie d'Alice », farce burlesque et gratinée

LYON - envoyée spéciale

Une volée de coussins jaunes filant comme des soucoupes volantes pour atterrir sur scène. Hallu ou berlue ? Réalité. Tous les ans, depuis 1990, dans les deux théâtres antiques des Nuits de Fourvière, les spectateurs jouent au frisbee avec les coussins distribués pour leur confort. Les sites gallo-romains ont la pierre dure. Un petit matelas ne fait pas de mal. Vérification opérée encore une fois, jeudi 23 juin, pour le spectacle à hululer de rire *La stratégie d'Alice*, de Serge Valletti. Et hop ! Le lancer de coussins souligne au moins deux choses : on est content de sa soirée et pas mécontent de se lever.

Cette localisation in situ et en plein air, avec vue magique sur Lyon depuis les hauteurs de la colline de Fourvière, signe l'identité de cette manifestation estivale, généreuse et festive, créée en 1949, et qui est sous la direction de Dominique Delorme depuis 2003.

Si le menu remplit l'assiette avec des poids lourds de la chanson et de la musique (Radiohead, PJ Harvey, Polnareff...), il reste une place dans l'estomac pour le théâtre, la danse et le cirque.

« Il n'y a qu'une trentaine de dates sur 178 représentations pour la musique, car ce sont souvent des concerts one shot, précise Dominique Delorme. Notre plus gros investissement porte sur le théâtre, qui reflète l'histoire de la manifestation. Les chanteurs et les groupes ont commencé à être programmés à partir de 1978. Quant au cirque, il a fait son apparition en 2011. »

Depuis 2015, le festival a élargi son périmètre d'attaque au gré d'un réseau de lieux qui mettent en valeur son affiche pluridisciplinaire. « Nous sommes passés de 35 spectacles à 58 pendant cinquante-cinq jours, poursuit Dominique Delorme. Nous cherchons à trouver le meilleur cadre pour chaque événement. Tous ne peuvent pas se produire en plein air. Par ailleurs, l'arrivée de la Métropole de Lyon a facilité cette ouverture. »

Dix théâtres sont aujourd'hui partenaires des Nuits, dont celui des Célestins, la Maison de la danse, le Radiant-Bellevue à Caluire... Quant au cirque, il s'offre cette année un « village » rien qu'à lui dans le parc du Domaine de Lacroix-Laval. Trois chapiteaux, une guinguette et un parquet de bal sont en voie d'installation pour vivre les arts de la piste à fond, du 1^{er} au 15 juillet.

Le désir de mettre chaque spectacle en adéquation avec un espace a fait germer une merveilleuse idée.



« La stratégie d'Alice », de Serge Valletti. LOLL WILLEM

Pour la première fois, un écrin éphémère a été spécialement conçu et construit pour le remontage de la pièce *Garrincha*, de Serge Valletti. Créé en 2001, à Paris, avec Eric Elmosnino, mis en scène par Patrick Pineau, ce monologue dédié au mythique footballeur brésilien Garrincha a repris du cuir.

Fiction malicieuse

Sur une idée d'Isabelle Lapierre, directrice technique des Nuits, et de son équipe qui a fabriqué l'espace, le beau préau à l'ancienne du collège Jean-Moulin a été transformé en théâtre : grosses planches de bois pour jouer l'intimité et recueillir les élucubrations arrosées au Fanta (ou prétendu tel !) de Monsieur Armand, dit Garrincha (Elmosnino).

Pour cette spéciale dédicace pleine de tendresse à tous les vrais footeux, Valletti a croisé ses mythologies familiales avec la grande histoire et c'est un régal. Il a imaginé la rencontre d'Armand Dedaride, le frère de sa mère, jeune espoir de 18 ans de l'Olympique de

Marseille (OM) – il mit un but mémorable en 1938 au stade Vélodrome –, avec l'ailier droit boiteux mais ailé (l'une de ses jambes était plus courte que l'autre) du Botafogo Rio. La guerre mit fin au rêve d'Armand, l'alcoolisme à la carrière de Garrincha en 1983. Serge Valletti les réunit dans une fiction malicieuse, profondément salvatrice. Et le ballon file dans la lucarne. Et zut ! Pas de coussins à jeter : la salle a tapé des pieds sur les gradins.

Toujours au rayon sportif, la patinoire Charlemagne a été investie par le spectacle *Vertical Influences*, de la troupe canadienne le Patin Libre fondée en 2005 par Alexandre Hamel. Si la glisse, dans sa pureté de diamant, les entrelacs et les huit de l'infini sur glace magnétisent le spectateur, les deux chorégraphies au programme restent un peu trop sages au regard du potentiel des cinq patineurs.

Tendance toujours épurée avec *Letter to a Man*, à l'affiche de la Maison de la danse, vendredi 24 juin. Ce monologue, tiré des journaux écrits en 1919 par le dan-

seur russe Vaslav Nijinski (1889-1950) en train de sombrer dans la démence, interprété en solo par la star Mikhail Baryshnikov, dans la mise en scène de Robert Wilson, joue de la machine à illusions de la boîte noire.

Plus proche d'un « théâtre physique », selon l'expression de Baryshnikov, que de la danse, cette vision plastique refroidit le magma brûlant de la folie de Nijinski. Sur fond de rectangles blancs ou d'écrans colorés, la silhouette noire de l'interprète se découpe, masque et gestuelle de marionnette supra-savante pour quelques décrochages nerveux.

La vitesse d'apparition et de disparition des tableaux, proche de la magie, colle aux courts-circuits mentaux du danseur russe. Quant à la bande-son sophistiquée, entre refrains populaires du début du XX^e siècle et coups de griffes métalliques, trafics de voix en anglais et en russe, elle est sans doute la part la plus inconfortable de ce spectacle, exacerbant les voltes de l'esprit en déroute de Nijinski.

Serge Valletti a inventé une langue d'aujourd'hui, populaire et familière, crue et gouailleuse

À l'opposé, la gonflette gourmande et hyperdrôle – et c'est encore Serge Valletti aux commandes – du spectacle *La Stratégie d'Alice*, écrit d'après Lysistrata d'Aristophane, dans la mise en scène d'Emmanuel Daumas, frappe fort. Sur le thème de la « grève du sexe », les femmes, qui veulent faire cesser les guerres de leurs hommes – un thème toujours d'actualité que cette fine lame de Valletti brique avec malice –, se liguent contre eux.

Pour cette farce planétaire, l'auteur a inventé une langue d'aujourd'hui, populaire et familière, gouailleuse, merveilleuse-

ment crue dans sa façon de prendre la vie la main dans le slip. Et il y en a dans la culotte de nos héroïnes et de nos héros de cette énorme saga d'amour, de sexe et de guerre.

Entre punch line en dessous de la ceinture et bordées de coups de gueule, cette équipée se révèle aussi surdimensionnée que les braquemarts en caoutchouc. Une bite est une bite, une chatte est une chatte. La stratégie d'Alice est gratinée, outrancière, burlesque, féroce-ment juste et ne tombe jamais comme un poil sur la soupe. Et là, salves de coussins ! ■

ROSITA BOISSEAU

Nuits de Fourvière, jusqu'au 31 juillet.

Monsieur Armand dit Garrincha. Jusqu'au 30 juin, 19 heures.

En tournée : Vertical Influences de Patin Libre. Patinoire Vegapolis, Montpellier Danse. 27 juin, 17 heures et 19 h 45.

Letter to a Man/Nijinski/Baryshnikov/Wilson. Du 30 juin au 3 juillet, Opéra de Monte-Carlo.

Charles Bradley, soul est son âme

Le chanteur américain, découvert sur le tard, tourne dans les festivals d'été avec son nouveau disque, « Changes »

MUSIQUE

Qu'il joue dans un petit club de Brooklyn ou dans un festival français pour sa tournée européenne qui a débuté le 23 juin au festival Archéo Jazz et qui passe aux Nuits de Fourvière le 2 juillet, Charles Bradley assure toujours le show. A 67 ans, le chanteur soul, découvert sur le tard grâce au label Daptone Records, change plusieurs fois de tenue sur scène, laisse apparaître son torse sous un haut en fines dentelles noires en reprenant *It's a Man's Man's Man's World*, de James Brown. Son tour de chant, il l'intitule d'ailleurs « His Extraordinaires Full Show », du nom du groupe qui l'accompagne sur scène.

Toujours au bord des larmes, il chante avec la même intensité *Why is it so hard to make it in America ?* (« Pourquoi est-ce si difficile de vivre en Amérique ? ») extrait de son premier album *No Time for Dreaming*, enregistré à 62 ans, puis une bénédiction de ce même pays qu'il a conquis quelques minutes plus tôt, *God Bless America*. C'est d'ailleurs l'introduction de son dernier disque, *Changes*. En entretien, il explique : « Ça choque beaucoup de gens, en effet, de me voir si patriote tout d'un coup. J'avais chanté quelque chose de différent en studio, en fait. J'avais écrit : "L'Amérique m'a volé mon enfance, et ne m'a offert que de la saleté toute ma vie." Mais mes musiciens, comme mon guitariste Thomas

« Ça choque beaucoup de gens de me voir si patriote. Mais l'Amérique, c'est mon foyer »

Brenneck [qui a coécrit et produit le disque], n'ont pas vécu la ségrégation raciale comme moi. Ils ne voulaient pas que je dise cela. Après tout, l'Amérique, aussi injuste qu'elle ait été envers moi, c'est mon foyer. Elle a fait de moi ce que je suis aujourd'hui. Et moi qui ai réussi enfin après 60 ans à mettre un pied dans la porte, pourquoi vais-je tout

mettre en danger en la dénigrant ? J'ai été maltraité toute ma vie, j'ai le droit à un peu de répit. »

Célébrité récente et perturbante

Élevé en Floride jusqu'à ses 8 ans, sans domicile fixe à 14 ans après avoir fui une mère qui cumule les allocations mais néglige ses enfants, Charles Bradley a parcouru les Etats-Unis en auto-stop en se faisant tabasser régulièrement par des policiers. Avant que le label Daptone Records le découvre dans un petit club new-yorkais, il gagnait sa vie péniblement comme cuisinier. Son seul plaisir : imiter son idole, James Brown, le week-end dans des concerts. Dans son dernier disque, il énumère toutes les péripéties qui ont ponctué sa

vie, les deuils, les galères. Il reprend de manière très poignante *Changes*, une chanson du groupe Black Sabbath de 1972. Une chanson qui lui a rappelé les derniers jours de sa mère, avec laquelle il s'était finalement réconcilié à l'aube de ses 50 ans. « Alors que j'étais très mal, raconte-t-il, elle avait traversé les Etats-Unis en bus pour venir me voir en Californie et me dire qu'elle reconnaissait ne pas avoir été une bonne mère. J'ai mis quelques années à lui pardonner, mais je l'ai fait, contrairement à mes frères. »

Sa récente célébrité est un changement dans sa vie qui le perturbe au plus haut point : « Beaucoup de mes compatriotes noirs, ceux que je fréquentais dans les petits clubs,

sont en colère contre moi. Ils me disent que je suis un vendu. Avant, quand je reprenais le répertoire de James Brown, je ne jouais que pour des gens qui me ressemblaient. Aujourd'hui, mon public est essentiellement blanc. On me traite, excusez-moi du terme, de "lèche-cul". Mais je ne suis pas né avec de la haine dans mon cœur. Après tout ce que j'ai vécu, je reste aimant même si l'amertume n'est jamais très loin. » ■

STÉPHANIE BINET

1 CD Changes (Daptone Records) En concert le 2 juillet aux Nuits de Fourvière, à Lyon, le 3 juillet au Garorock Festival, à Marmande (47), le 10 juillet à Terres du son à Tours (37)

Salvatore Sciarrino, sauveur de musique et d'oiseaux

Le compositeur italien, invité par le festival ManiFeste, aime à jeter des ponts entre les genres et les époques

PORTRAIT

Principale tête d'affiche de la cinquième édition du festival ManiFeste, organisé par l'Institut de recherche et de coordination acoustique/musique (Ircam) jusqu'au 2 juillet, Salvatore Sciarrino est un compositeur à nul autre pareil. Mieux : il a toujours cherché à se démarquer des autres. Non pour faire carrière, mais pour prévenir des dangers qu'encourait la musique contemporaine à proscrire l'émotion de ses sources d'inspiration déclarées.

Luttant par ses œuvres autant que par ses conférences contre ce qu'il appelle « la bureaucratie esthétique », le compositeur palermitain, né en 1947, résume ainsi sa ligne de conduite : « Je préfère le risque d'une hérésie saine à la stagnation de l'orthodoxie. » Pari gagnant puisque la Biennale de Venise lui décernera, en octobre prochain, un Lion d'or. « Une tragédie pour moi », s'exclame-t-il lorsque l'on évoque avec lui cette distinction. « J'ai été obligé d'écrire une pièce que je n'avais pas prévue », fait mine de se lamenter celui qui, en fait, a plaisir à en parler. *Imagina il deserto* fait écho à la question posée par Sciarrino à un jeune Berbère de ses amis : « Comment est la lumière du désert ? » Pour toute réponse, le compositeur reçoit alors une photo du ciel avec quelques lignes de commentaire incitatif. « J'avais ce qu'il me fallait, assure Sciarrino, le titre de la pièce – Imagine le désert – et le texte destiné à être chanté. »

Dans le cadre de ManiFeste, ce sont les liens avec l'arte povera que le public va devoir imaginer puisque Frank Madlener, le directeur de l'Ircam, a souhaité mettre en correspondance l'exposition « Un art pauvre », organisée par le Centre Pompidou, avec une partie

« Pour moi, l'Histoire n'est pas rectiligne, c'est subjectif. Toutes les lectures sont possibles, transversales, radiales... »

de la programmation du festival. « Les matériaux que j'utilise dans ma musique sont à la fois très riches et très pauvres », constate Sciarrino, qui reconnaît une « conception organique du monde sonore » autorisant un parallèle avec la démarche des représentants de l'arte povera. Mais la référence aux arts plastiques lui permet surtout de revenir sur son parcours d'autodidacte, d'abord en peinture puis en musique. « Jusqu'à l'âge de 12 ans, j'ai peint des toiles informelles dans l'esprit d'Antoni Tàpies, puis je me suis tourné vers la musique après avoir découvert les Improvisations sur Mallarmé de Pierre Boulez. »

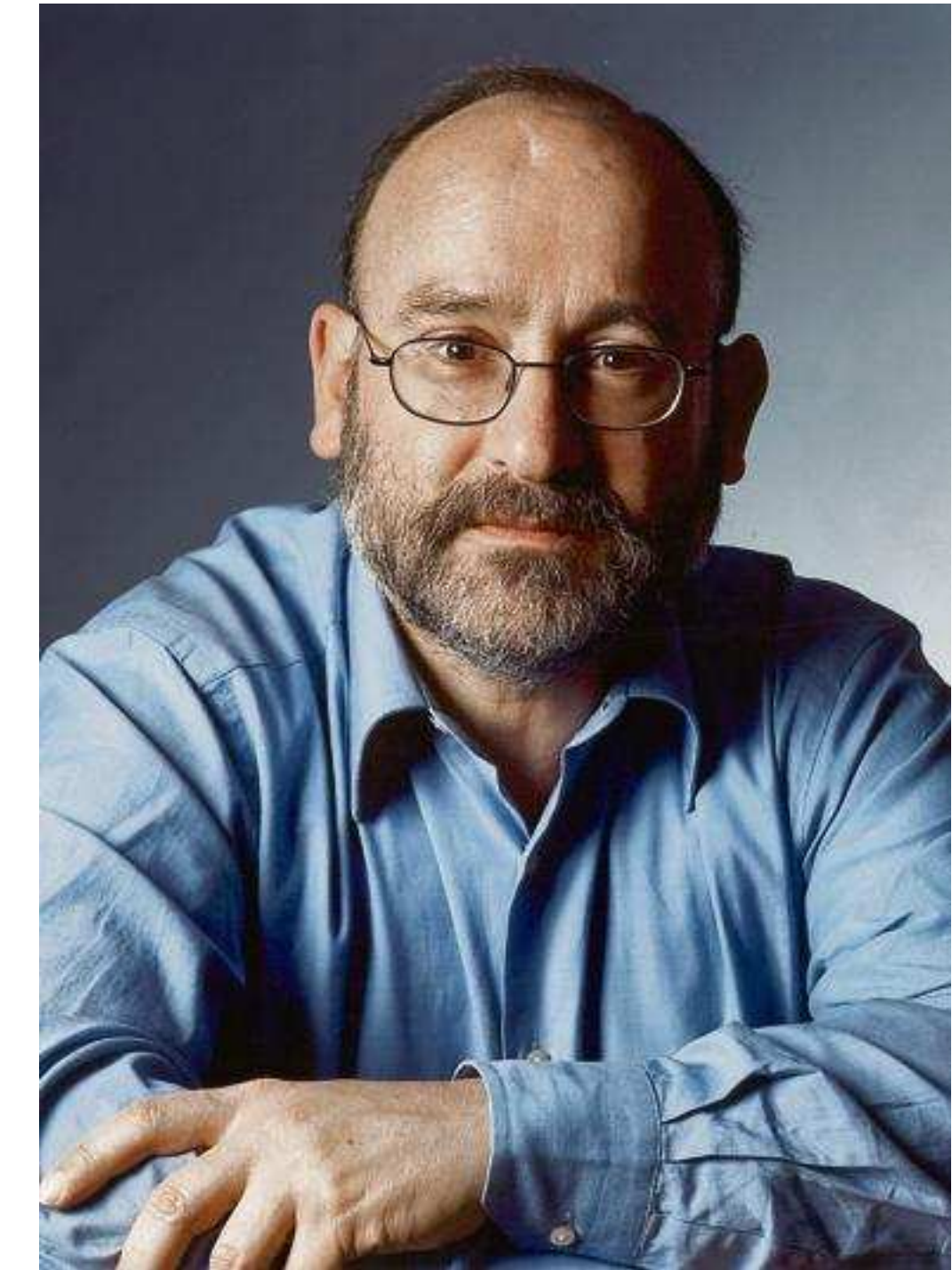
Paradoxalement, Sciarrino dit avoir eu alors « conscience de la tradition ». De la tradition, mais pas de l'histoire... Le compositeur acquiesce. « Pour moi, l'histoire n'est pas rectiligne, c'est subjectif. Toutes les lectures sont possibles, transversales, radiales... ces dernières étant, à mon avis, les plus intéressantes. » Et de nous en fournir la preuve lors d'une conversation rayonnant dans tous les sens. Par exemple, en partant de son nom. « Sciarrino est un mot arabe qui signifie "bouillant". » Etonnant pour un créateur dont les œuvres se situent souvent aux confins du silence. « Mon tempérament me

porte toutefois vers la colère », confie ce Sicilien qui aime à se comparer à un volcan vu de loin.

Expert en filiations géographiques, le compositeur estime résulter de la tradition italienne, par la recherche d'un style vocal particulier, tout en soulignant l'importance de l'Allemagne dans son approche de la musique. Comme Bach et Beethoven, il a réalisé d'innombrables transcriptions, de Guillaume de Machaut à Duke Ellington, et il se plaît à circuler entre les genres et entre les époques. Il est ainsi capable de « trouver des éléments chinois dans la peinture de la Renaissance italienne » et un principe de géométrie fractale dans l'organisation interne de peintures indiennes. « Ma force consiste à percevoir des jonctions entre les choses les plus éloignées », soutient le compositeur, qui élabore ses œuvres à partir de diagrammes. Alphabétiques, numériques, symboliques, graphiques, ces dessins s'apparentent à « une représentation de la partition desséchée » avant mise en œuvre et offrent « la possibilité de construire un pont vers l'inconnu constitué par la fin de la pièce ».

Dimension philosophique

Sur ces « ponts », les titres ont leur importance. Ils ont souvent trait à la nuit, métaphore de la « désobéissance », par opposition au jour qui revêt un caractère « officiel ». Souvent conçus « non pour suggérer mais pour poser des questions », les titres recèlent une dimension philosophique parfois logée derrière une accroche de vie quotidienne : *Trovare un equilibrio, è necessario ?* « Trouver un équilibre, est-ce bien nécessaire ? ». Démonstration avec *Il pomeriggio di un allarme al parcheggio* (« L'après-midi d'une alarme au parking »), donnée à Paris, le 30 juin. « J'étais à Berlin, il y a trois



OPUS 64

ans, et au moment où je passais sur le trottoir pour me rendre à la Philharmonie, l'alarme d'une voiture a retenti. J'ai alors noté toutes les fluctuations du son », s'amuse Sciarrino avant de pointer l'allusion debussyste du titre : « L'après-midi, non plus d'un faune, mais d'une alarme... » En fait, le faune est bien présent, sous les traits du compositeur qui nous apparaît soudain comme un renard à lunettes, d'une prodigieuse vivacité d'esprit derrière un sourire à la candeur trop ma-

nifeste pour ne pas être un brin calculée. D'ailleurs, Sciarrino n'est-il pas enclin à se rapprocher des animaux, notamment pour les sauver ?

Salvatore le bien nommé (« Sauveur » en italien) pourrait même devenir le saint patron des martinets noirs, ces *rondoni* qu'il ne faut pas confondre avec les hirondelles et dont il s'est occupé en deux occasions quand ils étaient tombés du nid. Pour le premier, un nouveau-né, il a concocté un pâté à base d'insecte et de cœur de

veau qu'il a mastiqué et dont il a nourri l'oisillon ; dix fois par jour. Deux photos en témoignent sur la pochette des deux premiers volumes de l'intégrale de l'œuvre pour flûte seule du compositeur, publiée par la maison de disques Stradivarius avec la mention « enregistrement écologique ». Tout est lié. ■

PIERRE GERVASONI

ManiFeste 2016. Œuvres de Salvatore Sciarrino les 27 et 30 juin. *Manifeste.ircam.fr*

Robert Carsen dessine un « Don Carlo » en noir et blanc

L'œuvre de Verdi, mise en scène par le Canadien, clôt de manière décevante la saison de l'Opéra national du Rhin

OPÉRA

STRASBOURG - envoyée spéciale

Prendre la femme de son fils ne lui suffit pas, il lui vole aussi son ami... » Cet odieux personnage vu par le metteur en scène Robert Carsen n'est autre que Philippe II, le roi infanticide du *Don Carlo* de Verdi, qui clôt la saison de l'Opéra national du Rhin. Une nouvelle production que le Canadien, habitué des lieux, a voulue aussi noire que possible, comme si l'Inquisition avait enveloppé le monde d'obscurantisme.

Et pour noircir encore le tableau, voici que Rodrigo, le marquis de Posa, seul ami de l'infant Carlo, celui qui chante si bien l'amour fraternel dans le « à la vie à la mort » du célèbre duo au premier acte, Rodrigo donc, va trahir lui aussi. Pactiser d'abord avec le roi contre son fils. Monter enfin avec le Grand Inquisiteur un revirement de situation digne d'un film d'action à l'américaine. Le revers de la médaille est qu'on n'y croit pas une seconde. Ne fût-ce qu'à cause du fameux air susdit, repris à l'orchestre au long de l'opéra, dont la mélodie vous trot-

tera dans la tête pendant une bonne semaine au moins.

Ce coup de poker dramaturgique, que la musique récuse, de même que le livret élaboré par Joseph Méry et Camille du Locle (d'après Schiller), sans parler de l'histoire officielle, voit au contraire le marquis de Posa donner sa vie pour sauver celle de Carlo, présumé sauveur des Flandres dont il épouse la révolte contre le pouvoir de son propre père.

Robert Carsen nous a habitués à la grande qualité esthétique de son travail – direction d'acteurs soignée, mise en scène d'une sobriété tirée à quatre épingles. Son *Don Carlo* est un grand cérémonial ténébreux où soldatesque, courtoisie et dames d'honneur en soutane, chasuble et voile noir se confondent, comme pour mieux mettre en exergue l'omnipotence destructrice de l'Inquisition qui semble détourner à son profit le proverbe arabe : « Dans la nuit noire, sur une table de marbre noire, une petite fourmi noire, Dieu la voit. »

Unique valeur contrastante, le blanc du voile de mariée d'Elisabeth de Valois et les brassées de lys. Une allusion à la couronne de

France ? La jeune femme, autrefois fiancée à Carlo, a finalement renoncé à celui qu'elle aimait pour épouser son père, Philippe II, brisant le cœur de l'infant, mais scellant ainsi la paix entre les maisons royales de France et d'Espagne – une raison d'Etat dont les quatre actes de la version milanaise de 1884 (le choix classique) font l'économie, ce qui n'est pas le cas de la version originale française en cinq actes de 1867 : *Don Carlos*.

Déficit d'agilité dans les vocalises

Dans l'immense boîte de bois noir créée par Radu Boruzescu, des éléments simples de décors, qui apparaissent et disparaissent, comme mus par des esprits. Ainsi, le cabinet du roi dont le bureau surgit des profondeurs du sol, les ouvertures des portes et fenêtres qui semblent déchirer les ténèbres. Comme toujours, Carsen l'érudite sème des références : le crâne qui pose Don Carlo en lointain cousin d'Hamlet, la table royale et son tableau de vanités, les lumières qui en appellent aux peintres du Siècle d'or.

Chœur et orchestre filent doux sous la direction aguerrie de

Si la distribution se montre globalement à la hauteur des enjeux périlleux de l'ouvrage, il faut quand même déplorer quelques faiblesses

Daniele Callegari, qui connaît son Verdi par le menu et sait jouer des contrastes (les bandes sont tout simplement magnifiques). Si la distribution se montre globalement à la hauteur des enjeux périlleux de l'ouvrage, il faut quand même déplorer quelques faiblesses. Le manque de présence dans l'aigu de l'Inquisiteur, d'autant plus regrettable que la basse croate, Ante Jerkunica, possède un timbre rare. Son implacable duel avec Philippe II à la fin de l'acte III ne provoquera pas l'effroi attendu. D'autant que le roi d'Espagne, incarné par Stephen Mil-

ling, a choisi de montrer derrière le masque du pouvoir la fêlure de l'homme mal-aimé – le fameux « Ella giammai m'amo » qui ouvre l'acte.

Face à ce père quasi dénaturé, Carlo tente de survivre. Le jeune ténor italien, Andrea Carè, est doté d'une voix ronde à la projection puissante. Est-ce le trac de la première ? Il a paru parfois en difficulté, non sur les notes extrêmes de la tessiture qu'il maîtrise, mais sur la ligne de chant manquant d'homogénéité. Même chose pour la princesse Eboli d'Elena Zhidkova, dont l'aplomb affiché n'occulte pas un déficit d'agilité dans les vocalises et une endurance malmenée dans le monstrueux « O don fatale » qui signe la costume de parfait salaud que lui fait endosser la mise en scène. Quant à l'Elisabeth d'Elza van den Heever, la voix, un peu raide au début, s'assouplit au fur et à mesure qu'elle reconnaît l'amour de

Carlo, mesure son impossibilité, et lui fait de sombres et funestes adieux. Notes éperdument filées ou au contraire violemment interjetées, ligne de chant maîtrisée jusque dans les moindres détails, cette âme qui chante le renoncement et l'acceptation de son triste destin dans le « Tu che le vanità » du quatrième acte, est d'une grande artiste. ■

MARIE-AUDE ROUX

Don Carlo, de Verdi. Avec Stephen Milling, Andrea Carè, Tassis Christoyannis, Ante Jerkunica, Elza van der Heever, Elena Zhidkova, Robert Carsen (mise en scène), Radu Boruzescu (décors), Petra Reinhardt (costumes), Robert Carsen et Peter Van Praet (lumière), Ian Burton (dramaturgie), Chœurs de l'Opéra national du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Daniele Callegari (direction). *Opéra national du Rhin, à Strasbourg (Bas-Rhin). Jusqu'au 28 juin. Durée : 3 h 10. Tél. : 08-25-84-14-84. De 12 € à 90 €. Reprise à La Filature de Mulhouse (Haut-Rhin) les 8 et 10 juillet. Tél. : 03-83-85-33-11. De 22 € à 80 €.*

Boko Haram, aux sources de l’horreur

Enquête sur les origines du groupe terroriste islamiste et sa sanglante dérive

ARTE
MARDI 28 – 22H55
DOCUMENTAIRE

La haine est souvent à l’origine du mal. Mais d’où vient la haine? Dans son documentaire *Boko Haram, les origines du mal*, le réalisateur Xavier Muntz cherche à comprendre comment cette secte religieuse, dont le nom se traduit par «l’éducation occidentale est un péché», est devenue un groupe terroriste qui a déjà fait 32 000 morts, plus de 2 millions de personnes déplacées, et qui sévit actuellement au Nigeria, au Cameroun, et aussi au Niger et au Tchad.

Le reportage, qui montre parfois des images d’une rare violence, tient sa promesse. Il ne pouvait le faire sans remonter à la source du mal, à Maiduguri, capitale de l’Etat de Borno et berceau du groupe djihadiste né dans les années 2000. Rythmé par l’intervention d’acteurs locaux (professeurs, directeur de programme...), de spécialistes du continent et d’images d’archives, le documentaire raconte la genèse du mouvement.

Un groupe terroriste ne peut se développer sans un chef charismatique, un gourou. Mohamed Yusuf, fondateur du mouvement qui s’appelle à ses débuts «*Yusufiyya*» soit «l’idéologie de Yusuf», est un excellent orateur. L’une des forces du documentaire est de donner la parole à Fulan Nasrullah, présenté comme un proche des milieux djihadistes nigériens et qui raconte avoir rencontré plusieurs fois le leader. «*Yusuf était un type bien. Il avait ce don pour parler en public, cette capacité de tordre l’esprit des gens*, raconte Fulan Nasrullah, filmé à contre-jour. *Il dénonçait les dirigeants politiques, leur hypocrisie et le fait qu’ils manipulaient le peuple pour mieux le tromper et arriver au pouvoir.*»

Mais s’inspirer du wahhabisme et du salafisme ne suffit pas pour manipuler les masses. Pour que le mouvement s’enracine, il lui faut un terreau. Boko Haram va le trouver dans l’extrême pauvreté de la région du Borno. Si le Nigeria est la première puissance économique du continent africain, plus de la moitié de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Dans le nord-est du pays, le taux de scola-



A Dikwa (Nigeria), où les femmes et les hommes ont trouvé refuge pendant les attaques du groupe terroriste Boko Haram. ARTE

risation ne dépasse pas 5%. Les habitants, et en majorité les jeunes, vont donc adhérer au discours populiste, parce qu’ils pensent que Mohamed Yusuf va enfin les défendre. Il le fait déjà en s’occupant des orphelins et des gamins des rues. «*On vend un Etat islamique rêvé où, grâce à la charia, les riches ne pourront plus détourner l’argent public*», explique Marc-Antoine Pérouse de Montclos, chercheur à l’Institut de recherche pour le développement.

Accueilli en héros à Maiduguri
Dans la mosquée de Mohamed Yusuf, située près de la gare de Maiduguri, on se presse pour écouter ses prêches enflammés à la fin des années 2000. Les hommes politiques n’y sont pas insensibles. Ali Modu Sheriff, riche gouverneur de l’Etat du Borno, propose à Mohamed Yusuf d’étendre la charia, en échange d’un éven-tuel soutien. Mais, une fois élu, le politique ne tient pas ses engagements. «*Ils [les politiques] parlent*

de paix, ils font des promesses, dénoncent Mohamed Yusuf dans un sermon. Mais en fait, ils n’ont pas de pitié une fois qu’ils ont pris le pouvoir.» La colère monte chez les sympathisants, le leader est emprisonné à Abuja, la capitale.

A son retour à Maiduguri, il est accueilli en héros. Mais le pouvoir qu’il prend inquiète les autorités qui multiplient les incidents avec ses fidèles. Une fusillade éclate en juillet 2009 et provoque un bain de sang : près de 1 000 personnes, en majorité des civils, perdent la vie. Mohamed Yusuf est capturé par la police et tué en pleine rue, menottes aux poignets.

Il n’en fallait pas plus pour embraser le mouvement et pour que l’aile dure, incarnée par Abubakar Shekau, ne prenne le pouvoir. Aujourd’hui contesté au sein du mouvement, c’est lui qui, en mars 2015, fera allégeance à l’organisation Etat islamique. C’est aussi lui qui revendiquera le rapt des 276 lycéennes de Chibok, en avril 2014 : «*J’ai enlevé vos filles. Je*

«**On ne peut pas comprendre la violence de Boko Haram si on méconnaît celle que l’armée a exercée pour le combattre**»

XAVIER MUNTZ
réalisateur

vais les vendre au marché pour qu’elles soient traitées en esclaves et mariées de force.»

Le soutien militaire des Etats voisins (Niger, Cameroun, Tchad) et l’élection de Muhammadu Buhari à la présidence, fin mars 2015, ont amélioré la sécurité à Maiduguri, mais la situation sanitaire dans la région est «catastrophique», selon Médecins sans frontières. Les djihadistes, estimés à 7 000 par la CIA,

se sont notamment déplacés à Diffa, une ville au sud-est du Niger. «*On ne peut pas comprendre la violence de Boko Haram si on méconnaît celle que l’armée a exercée pour le combattre dans l’Etat de Borno... Les militaires représentent autant une cause du problème qu’une solution. On leur attribue près de la moitié des 32 000 morts civils recensés depuis le début du conflit*», assure Xavier Muntz, dont le documentaire ne donne pas la parole aux membres de la secte, qu’ils soient d’anciens combattants en détention ou des repentis.

Il faut dire que les conditions de tournage ont été rudes. «*Il y a toujours du danger à travailler dans la région*, assure Xavier Muntz. *L’armée a constamment cherché à entraver mon travail. J’ai attendu mon visa de journaliste pendant neuf mois.*» ■

PIERRE LEPIDI

Boko Haram, les origines du mal, de Xavier Muntz et Bruno Fay (France, 2016, 55 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 16 - 152
PAR PHILIPPE DUPUIS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 16 - 151

HORIZONTALEMENT **I.** Observatrice. **II.** Saucière. Fon. **III.** Treiziste. Uc. **IV.** Râ. Mile. Neva. **V.** Athée. Nettes. **VI.** Cie. Raina. Et. **VII.** INA. Excisa. **VIII.** Seul. Aar. Noé. **IX.** Eûmes. Lapone. **X.** Ereintements.

VERTICALEMENT **1.** Ostracisée. **2.** Baratineur. **3.** Sue. Heaume. **4.** Ecime. Lei. **5.** Rizière. **SN.** **6.** Veil. Axa. **7.** Arsenicale. **8.** Têt. Eniram (marine). **9.** Entas. Pé. **10.** If. Et. Anon. **11.** Couvée. Ont. **12.** Encastrées.

HORIZONTALEMENT

I. Amélioreront le bon équilibre.

II. Tournée pour éviter l’attachement. Chantera comme un Tyrolien.

III. Ne devraient pas poser de grandes difficultés.

IV. Canton de la Gironde.

Paresse sous les tropiques. Ville et cours d’Allemagne.

V. Bien compris.

Un peu ridicule. Epreuve pour le jeune loup.

VI. Dégagé. D’Alès et de Florac.

VII. Suis le vu de près. En met plein les yeux. Trous dans le mur.

VIII. Toutes au cinéma. Mit sur son siège. Mesure au sol.

IX. Piaule sans confort. Pas seul à faire la queue. Tour complet.

X. Ferait preuve d’un tour de force.

VERTICALEMENT

1. Trompe tout le monde malgré les apparences.

2. A vraiment tout pour réussir.

3. Très bien disposé. Le neuvième fait des bulles.

4. Fait baisser la note. Tout un spectacle à Tokyo.

5. Extraire à l’office et au bloc.

6. Four-nisseur pour artistes peintres. Sans aide.

7. Neuvième chez les Grecs. Ne doit rien au hasard.

8. Habille les revenants. Base de départ.

9. Son dernier combat est récent. Fille d’Harm-nie et nourrice de Dionysos.

Demi-tour.

10. Essence africaine. Ebranle le marché boursier.

11. Frissonnerai.

12. Passaient par l’écluse.

SUDOKU

N°15-152

		8	4			6	9	2
								8
8	9		6	3		1		
	2			7			5	
		6			5	2		
7			1	4			8	
			3	9				1
				6				

Réalisé par Yan Georget (<http://yangeorget.net>)

Très facile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Le Monde Hors-Série

30 ANS DE DÉBATS

1986-2016 : TRENTE LIVRES ÉVÉNEMENTS

Un hors-série du « Monde » 164 pages - 8,50 € chez votre marchand de journaux et sur Lemonde.fr/boutique

30 ANS DE DÉBATS

1986-2016 : TRENTE LIVRES ÉVÉNEMENTS

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA

Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000.

Capital social : 94.610.348,70 €.

Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone : de France 3289 (Service 0.30 €/min + prix appel) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ; par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr.

Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs

blog : <http://mediateur.blog.lemonde.fr/> ; Par courrier électronique : currier-des-lecteurs@lemonde.fr

Médiateur : mediateur@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Finances : <http://finance.lemonde.fr> ; Emploi : www.talents.fr/ ; Immobilier : <http://immolemonde.fr>

Documentation : <http://archives.lemonde.fr>

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0717 C 81975 ISSN 0395-2037

Présidente : Corinne Mrejen

PRINTED IN FRANCE

80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79 rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Toulouse (Occitane Imprimerie)
Montpellier (« Midi Libre »)

PARIS | MODE HOMME PRINTEMPS-ÉTÉ 2017

L'INTERNATIONALE DE LA MODE

Pendant trois jours, l'actualité du « Brexit » a étrangement coloré la perception des défilés parisiens

Comme des Garçons Homme Plus. DR



On a rarement autant entendu parler de relations internationales sur les défilés... Les pires scénarios ont commencé à circuler sur les conséquences de la sortie de l'Europe de la Grande-Bretagne pour les entreprises du secteur, et les Britanniques présents sur les shows à Paris ont évidemment tous réagi. « *Voilà les endeuillés du "Brexit" chez Ann Demeulemeester* », poste Anders Christian Madsen, rédacteur en chef mode de *Another Magazine*, sur Instagram, accompagné d'une photo de l'équipe du magazine anglais, tous de noir vêtus, l'air lugubre.

Quelques heures seulement après l'annonce du « Brexit », **Maison Margiela** diffusait en bande-son de son défilé *Last Year's Man* de Leonard Cohen. A l'image de la chanson et de l'ambiance générale, la collection semblait déjà nostalgique d'une époque à peine révolue. Pièce après pièce, John Galiano (Britannique né à Gibraltar) déconstruisait littéralement et symboliquement le vestiaire masculin et plus précisément le tailoring qu'incarne le quartier londonien de Savile Row. Sur un costume slim, les coutures étaient laissées apparentes, élevées au statut d'ornementation; un veston coupé en deux était porté ceinturé sur une blouse légère; les chemises étaient assemblées par des boutons-pressions, comme un jeu enfantin à monter et démonter soi-même. Asymétrique, dépareillé, dépenaillé, le tout dans la plus grande tradition artisanale et au paroxysme d'un grunge haute couture.

« Je viens d'Irlande du Nord, je vis à Londres et je travaille pour une marque espagnole qui appartient à un groupe français. Tout cela va

Dries Van Noten.
PATRICK KOVARIK/AFP



être compromis... », commentait à chaud Jonathan W. Anderson, directeur artistique de **Loewe** lors de sa présentation, vendredi 24 juin. « *C'est d'une tristesse incroyable* ». En guise d'échappatoire, sa collection s'inspire du voyage en barque de jeunes garçons, un après-midi ensoleillé, sur une île des Baléares. Elle se compose de blouses en lin teint de manière écologique, de pantalons en denim patché à gros revers, de gabardines et de mailles légères. Les colliers à motifs fossiles, sortes de talismans, les sacs en forme d'animaux et les jeans trempés « d'or liquide » évoquent le trésor de Rackham le Rouge. Cela fait quelques années que J. W. Anderson s'est attribué un visa permanent entre les genres, les styles, les âges et les mondes: cette fluidité est plus symbolique que jamais.

Virgil Abloh, proche de Kanye West et fondateur de la marque **Off-White**, voit pour sa part dans la crise actuelle – tant dans l'Europe post- « Brexit » que dans la

montée en puissance de Trump aux Etats-Unis – la renaissance potentielle de valeurs « *anti-establishment* » qui trouveront à s'exprimer dans la mode. « *Comme Vivienne Westwood s'est imposée dans une Angleterre mal en point* », rappelle-t-il. Chez Off-White, cela donne des tenues sportives très « brit pop » inspirées par le groupe Oasis, des pièces « tailleur » déconstruites et de faux tee-shirts de groupes de rock et logos imaginaires en tous genres. Abloh est sûr que les marques peuvent prendre « *la place qu'occupaient autrefois les équipes sportives ou certains chanteurs; elles possèdent un véritable pouvoir fédérateur, quasi politique* ». »

C'est un rockeur au cœur tendre que dévoilait Sébastien Meunier, directeur créatif d'**Ann Demeulemeester**. En quête de « *douceur et de beauté* » comme mode de résistance à la crise, il a imaginé des silhouettes skinny, enveloppées de textiles de bonne facture – gabardine, maille, popeline de coton – mais vieillis, usés et minutieusement déstructurés. Dans une paix totale, les pans d'organdi aux broderies d'oiseaux se frottaient aux vestons militaires. Un carré de soie peinte, orné d'ailes prêtes à prendre leur envol, était cousu sur le dos du dernier passage, comme un drapeau: une hymne à la légèreté et la liberté, sans aucun doute.

Dries Van Noten célébrait pour sa part une Europe d'hier et d'aujourd'hui. Inspirée par le ma-

noir de Kelmscott en Angleterre, où séjourna le fondateur du mouvement Arts & Crafts, William Morris, la collection met l'artisanat à l'honneur. Faut-il rappeler que ce courant du XIX^e siècle était voué à la réhabilitation des savoir-faire en protestation contre une Grande-Bretagne en pleine mutation... Bref, ici, des tapisseries belges et françaises de l'époque baroque et médiévale sont reproduites de façon photographique puis imprimées sur des textiles – eux-mêmes retailés pour prendre l'apparence d'un camouflage. La collection fourmille de contrastes maîtrisés, et l'histoire vient donner du relief à la culture actuelle. On passe de vestes d'escrime à des ensembles de basketball; de lin brut à des éclaboussures d'argent; de tailoring structuré à des vestes Varsity frangées; du militaire à l'organique, de la vélocité urbaine à la tradition rurale. Dans ce vestiaire aux références multiples et aux univers poreux, difficile de ne pas voir le refus de frontières sclérosantes.

« *J'ai construit toute ma société autour de l'idée d'une liberté nomade, où on avait le luxe d'être international. Aujourd'hui, je n'arrive pas à croire qu'un simple voyage à Londres puisse être compromis* », réagit Jonny Johansson, directeur artistique de la marque suédoise **Acne Studios**. Son travail, un exercice de déconstruction du manteau de pluie, célébrait lui aussi une volonté d'éclec-

« JE VIENS D'IRLANDE DU NORD, JE VIS À LONDRES ET JE TRAVAILLE POUR UNE MARQUE ESPAGNOLE QUI APPARTIENT À UN GROUPE FRANÇAIS »

JONATHAN W. ANDERSON
directeur artistique de Loewe

tisme. Un anorak en laine et soie caoutchoutée était doublé d'un motif rappelant les nappes traditionnelles suédoises; de la popeline de coton rayée, habituellement utilisée pour des chemises d'hommes classiques, était plastifiée et transformée en imperméable ultraléger; des ponchos épurés ornés de larges fermetures Eclair puisaient leur inspiration dans les tentes d'enfant.

Givenchy n'était pas non plus bien loin d'un commentaire politique sur le brassage nécessaire. A la fois militaire et sportif, son tailoring jouait avec les poches détachables et les empiècements techniques; les imprimés camouflage étaient réalisés à base de billets de dollars; les blousons étaient sanglés, harnachés comme pour un saut dans le vide. Non sans humour, le directeur artistique Riccardo Tisci a détourné ces totems d'ultra-virilité. Un triangle maçonnique flottait au milieu de nuages – mi-Illuminati,



Givenchy. DR



Maison Margiela. DR

mi-Magritte – sur des tricot de corps moulant les mannequins au physique de G. I. Joe. Des bobs façon LL Cool J et des lunettes noires à la Matrix rappelaient aussi le but du designer: soutenir une philosophie *high & low* où la culture populaire prend une place égale à celle de l'art, et où le streetwear peut librement dialoguer avec la haute couture.

Enfin, Rei Kawakubo ne pouvait pas deviner le résultat du référendum britannique, même si la créatrice de Comme des Garçons connaît bien Londres pour y avoir installé l'un des plus célèbres magasins de mode du monde (Dover Street Market). Pourtant, la parabole marche à plein régime dans sa collection **Comme des Garçons Homme Plus**, inspirée du conte d'Andersen *Le Roi nu*. Son roi ne demande pas qu'on lui donne trois raisons de rester en Europe. Mais il défile, couronne de cheveux sur la tête, avec des slogans qui résonnent étrangement: « *This is not what I mean* », « *Pride before the fall* » ou « *Shout out aloud* ».

Dans un travail d'une grande sophistication, les trenches en polyuréthane avec empiècements en gabardine de laine, les vestes hybrides en lin et plastique, les débardeurs en fils de PVC mous comme des scoubidouss laissent voir les sous-vêtements ou la peau. On croit être habillé et on est nu. Les imprimés de bouches rouges, les visages et poissons de la collaboration avec Fornasetti décuplent la sensation de rêve éveillé. Kawakubo sait que l'Italien ne se trompait pas en disant que « *le salut est dans l'imagination* ». Il va désormais en falloir beaucoup. ■

ALICE PFEIFFER
ET CAROLINE ROUSSEAU

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directeur de la rédaction Luc Bronner
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions Françoise Tovo
Directeur de l'innovation éditoriale Nabil Wakim
Rédacteurs adjoints de la rédaction Benoit Hopquin, Marie-Pierre Lannelongue, Virginie Malingre, Cécile Prieur
Directeur adjoint Gérard Courtais, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann, Arnaud Leparmentier
Rédaction en chef numérique Vincent Fagot, Philippe Lecoecq, Michael Szadkowski
Rédaction en chef quotidien Franck Johanness, Michel Guerrin, Christian Massol
Directeur délégué au développement du groupe Gilles van Kote
Directeur du développement numérique Julien Laroche-Joubert
Rédacteur en chef diversification, partenariats Vincent Giret
Chef d'édition Sabine Ledoux
Directeur artistique Arias Papathéodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Eric Béziat
Médiateur Franck Nouchi
Secrétaire générale du groupe Catherine Joly
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président, Sébastien Carganico, vice-président

contacts : B. Leuvrey : 03 84 94 62 02.
woodtag@wanadoo.fr
ou mairie-de-faverney@wanadoo.fr

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 94 610 348,70€. Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2016. En application des articles 38, 39 et 40 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège.

Bye-Bye | PAR SELÇUK



C'en est fini de l'Espagne de la transition

Le 26 juin, l'Espagne votait lors de nouvelles élections générales. L'instabilité politique persiste, mais elle a permis de sortir de l'instabilité sociale, bien plus dangereuse

Par ISAAC ROSA

Pourquoi l'Espagne ne s'embrasse-t-elle pas ? » : les journalistes étrangers me posaient tous la question au début de 2014. Ils avaient du mal à comprendre qu'il n'y eût pas d'explosion sociale, et je ne savais pas quoi leur répondre. Je me demandais moi aussi, mi-perplexe et – je l'avoue – mi-déçu, comment cela se faisait que tout n'avait pas éclaté. Il y avait de quoi. Pour en avoir le cœur net, prenons la machine à remonter le temps et retournons dans l'Espagne d'il y a tout juste deux ans et demi... Janvier 2014. Nous débarquons dans un pays plongé depuis cinq ans dans une crise profonde, une crise qui était économique au départ et qui, à force de récession, de sauvetage des banques et d'austérité, s'est muée en crise sociale gravissime : 26 % de chômage (le double chez les jeunes), creusement des inégalités, revenus à leur niveau d'un demi-siècle plus tôt, baisse des salaires, familles expulsées par milliers de leurs logements... Début 2014, il n'y avait plus rien en Espagne qui ne fût pas en crise : l'économie, les banques, la monarchie, les partis, les syndicats, la presse, l'université... Sans parler de l'organisation territoriale, la Catalogne annonçant un référendum d'autodétermination. Crise et corruption : la succession d'enquêtes policières et judiciaires avait dévoilé au grand jour l'ampleur de la corruption liée à la bulle immobilière. Et nous venions d'apprendre que le Parti populaire (PP) au pouvoir avait eu pendant des années une comptabilité parallèle. Et pourtant, l'Espagne ne s'embrassait pas. Ou pas entièrement. Nous sortions de trois années intenses et agitées : grèves générales, « marées »

NOUS AVONS UN CHEMIN LONG ET COMPLIQUÉ À PARCOURIR POUR DESSINER NOTRE NOUVEAU PAYS. MAIS IL N'Y A PAS DE MARCHÉ ARRIÈRE POSSIBLE

citoyennes, marches pour la dignité, Mouvement 15-M [les « indignés »] et autres types d'actions, qui se terminaient de plus en plus souvent en affrontements violents. Rafales de vapeur d'une grande Cocotte-Minute prête à sauter d'un jour à l'autre. L'explosion était imminente. Et voilà que surgit le « cygne noir », l'imprévu : un nouveau parti politique, Podemos, qui dit représenter l'esprit du 15-M et du mécontentement citoyen. Il se présente aux élections européennes de 2014. Et on connaît la suite de l'histoire. Imaginons à présent que nous ayons fait ce voyage dans le temps en sens inverse, vers le futur, que nous soyons montés dans la machine en 2014 et que nous nous soyons retrouvés dans l'Espagne de 2016. Nous n'en croirions pas nos yeux... Juin 2016. Un nouveau parti menace de supplanter le Parti socialiste (PSOE) et de ravir le pouvoir au PP. Il dirige déjà, avec d'autres formations et collectifs, Madrid, Barcelone et la majorité des grandes villes. Notre voyageur du temps regarderait la presse, les débats électoraux, les sondages sans rien comprendre. Que s'est-il passé en Espagne en l'espace de deux ans ?

LE PARADOXE DE PODEMOS Ce qui le surprendrait le plus, peut-être, c'est de voir à quel point la température a baissé dans la rue. Dans cette Espagne de 2016, la crise sociale est tout aussi aiguë que deux ans plus tôt. Et pourtant, il n'y a quasiment plus de manifestations. Ni de grèves. La plupart des militants et des leaders des mouvements sociaux qui attisaient l'indignation en 2014 sont aujourd'hui députés, conseillers municipaux, conseillers d'élus régionaux. Et les citoyens qui descendaient dans la rue restent à présent chez eux à attendre patiemment l'ouverture des bureaux de vote pour exprimer leur mécontentement dans les urnes. Pendant de ce temps, la Catalogne n'a pas déclaré son indépendance : au contraire, les partis séparatistes sont devancés par les nouvelles forces politiques. C'est là que réside le principal paradoxe de Podemos : il peut sembler le fossoyeur de l'Espagne de la transition, mais il pourrait s'avérer être sa bouée de sauvetage. Car si Podemos a contribué à liquider le bipartisme, il a aussi déplacé les projecteurs de la crise sociale, insupportable, vers la crise politique, plus supportable. Il a

été le porte-voix de l'indignation, certes, mais il a aussi canalisé vers les institutions toute cette colère qui bouillonnait dans la rue. Peut-être précipite-t-il la fin d'un système en ruines, ou peut-être facilite-t-il sa transformation, sans le vouloir. Il aspire à la rupture, mais il va peut-être permettre la réforme. Pas étonnant que circulent des théories du complot. Certains, au sein de la gauche la plus critique, disent que tout cela fait partie d'une opération par laquelle le régime de la transition évite l'explosion. D'autres voient dans la montée de Podemos une manœuvre de la droite politico-médiatique pour éliminer le PSOE. Mais Podemos est davantage une conséquence que la cause du séisme politique. La crise est bien sûr européenne. Elle est aussi idéologique : c'est la fin d'une époque pour la social-démocratie, qui confirme aujourd'hui qu'elle est bien morte à la fin du siècle dernier et qui se fait dépasser sur sa droite et sur sa gauche. Mais ce qui pèse davantage dans le cas espagnol, ce sont les spécificités locales, en l'occurrence la déliquescence de l'Espagne issue de la transition démocratique. La crise espagnole était inéluctable. Le modèle espagnol de la Constitution de 1978 est aujourd'hui en bout de course. Il n'avait pas de date de péremption mais comportait des défauts d'origine, dus à quarante ans de dictature et aux faiblesses de la transition elle-même. Et la corruption a accéléré son obsolescence. La Constitution espagnole nécessite un nouveau pacte adapté aux besoins des nouvelles générations. Et c'est cela qui se joue aujourd'hui en Espagne : qui siégera pour écrire cette nouvelle Constitution ? Quels seront les acteurs de ce que certains appellent déjà la « seconde transition » ? Ce que qui passera en Espagne aura des conséquences au-delà. Nos voisins européens auraient intérêt à en tirer des leçons. Si, pour l'Espagne, la secousse est une chance de réformer un système en faillite, elle devrait être pour l'Europe l'occasion de repenser un projet devenu antipathique à la majorité des citoyens. L'avenir immédiat de l'Espagne est plein d'incertitudes. Qui gouvernera ces prochaines années ? Devrons-nous retourner aux urnes ? Que se passera-t-il avec la Catalogne ? Mais l'Espagne ne sera plus jamais ce qu'elle était. Quel que soit le rapport de force qui sortira des urnes, nous avons un chemin long et compliqué à parcourir pour dessiner notre nouveau pays. Mais il n'y a pas de marche arrière possible : c'en est fini de l'Espagne de la transition. ■

Traduit de l'espagnol par Juliette Kopecka

Une souveraineté partagée plutôt que le fédéralisme

Après le référendum britannique, sauver le projet européen demande de renforcer la concertation entre Etats membres en donnant un plus grand pouvoir aux peuples, et non de les soumettre à une puissance supranationale

Par JEAN-MARC FERRY

AVANT DE PROPOSER DES LIGNES DIRECTRICES POUR UNE RÉFORME DES INSTITUTIONS, SACHONS OÙ EST L'URGENCE

Fini le temps du « Souriez, c'est européen ! », des appels au « désir d'Europe » et autres refrains d'une berceuse qui ne rassure plus personne. La négociation du « Brexit » ne doit pas retarder l'échéance d'une réforme profonde de l'Union. L'heure n'est ni à « se recentrer sur les symboles européens » ni à « franchir le Rubicon fédéral », autant de proclamations intempestives trahissant une cécité aux raisons du rejet et une surdité aux réclamations des opinions publiques. Les peuples veulent être associés à la définition d'un projet européen. A travers le « non » à l'Europe s'exprime aussi le refus qu'un système intrusif se stabilise au-dessus de la tête des citoyens comme un processus irréversible. Le « Brexit » présente un aspect paradoxal. Le Royaume-Uni n'appartient en effet ni à la zone euro ni à l'espace Schengen. Il n'avait pas les raisons qu'auraient l'Italie, le Portugal, la Grèce, l'Espagne, la France elle-même de déplorer une confiscation des politiques budgétaires et monétaires. Le Royaume-Uni peut s'autoriser des déficits que nous ne pouvons nous permettre, et il n'a pas nos motifs de dénoncer un court-circuitage des procédures parlementaires. Pourtant, les Britanniques se sont estimés victimes d'une gouvernance européenne postdémocratique. Cela doit faire réfléchir. Derrière les mauvaises raisons du « Brexit » parle une bonne : la réclamation d'autonomie civique. C'est l'exigence de se sentir de près ou de loin – plutôt de près que de loin – les auteurs des normes dont ils sont destinataires. Autre paradoxe : dans ce contexte de crise, le mot d'ordre fédéraliste fait courir à l'Union un risque de dislocation. Le « plus d'Europe » produira des effets contraires si la relance du processus s'en tient à une intégration technique, fonctionnelle, sans que l'intégration proprement politique, civique, avance du même pas. SE DIRE LES CHOSES EN FACE Ce déséquilibre entre intégration systémique et intégration civique est recouper par plusieurs autres : entre gouvernement par les règles et gouvernement par le consentement ; entre protection juridique des individus et participation politique des peuples ; entre légitimation par les « valeurs de l'Union », régulièrement rappelées dans les traités, et légitimation par des projets mobilisateurs ; entre le privé et le public ; entre une idéologie d'establishment ordolibérale et une culture publique sociale-démocrate et démocrate-chrétienne ; entre la police de réglementation et la politique : l'Union instaure des disciplines beaucoup plus efficacement qu'elle ne réalise ses programmes, la responsabilité en revenant largement au blocage britannique ; entre l'évolution des salaires réels et les gains de productivité ; entre les missions de coordination de l'autorité communautaire et les moyens institutionnels d'y satisfaire. D'où la nécessité d'une réforme profonde du pouvoir gouvernemental et du pouvoir délibératif. Dénoncer est facile, reconstruire est difficile. Avant de proposer des lignes directrices pour une réforme en profondeur des institutions, sachons où est l'urgence : sauver le projet européen de son rejet par les peuples. Pour ce faire, commençons, sans stigmatiser les « populismes », par prendre au sérieux les soupçons, frustrations, contestations émanant

des opinions nationales ; également, prenons acte des différends entre Etats membres, sortons-les de la gestion diplomatique, semi-privée, pour les porter dans l'espace d'une confrontation ouverte, publique et non moins civile. Puisqu'il est maintenant question que le président français entreprenne avec la chancelière allemande une relance de l'Europe, qu'alors entre eux le contentieux initial sur l'orientation à donner à l'Union cesse d'être mis sous le boisseau au nom de l'unité franco-allemande ! Après tout, Français et Allemands sont suffisamment amis pour se dire les choses en face, et devant les citoyens. Aujourd'hui, le différend est surmonté, mais d'autres, plus graves, surgissent ailleurs. C'est d'abord en mettant les désaccords intergouvernementaux – ils existent – en arène publique que les citoyens ne seront plus traités en mineurs ; qu'ils se sentiront appelés à participer au débat sur les enjeux de la politique, le sens, la finalité du processus. Après quoi peuvent entrer dans l'agenda politique les questions de réformes institutionnelles. Là encore, où est l'urgence ? L'Union européenne n'est pas une république fédérale inachevée. Elle n'a pas vocation à l'Etat fédéral. Il ne s'agit ni de subordonner les Etats à une puissance publique supranationale ni de soumettre leurs politiques à une discipline imposée, mais d'agencer une concertation des Etats membres, souverains ensemble. La situation critique de la zone euro requiert un président de l'Union doté de l'autorité lui permettant d'organiser la cosouveraineté. C'est possible si sa légitimité procède de tous les Parlements de l'espace européen, pas seulement du Conseil de l'Union et du Parlement européen. Ce dernier pourrait alors se profiler comme la clé de voûte et le lieu de synthèse des recommandations émanant de l'ensemble interconnecté des Parlements nationaux, voire régionaux. Quant au président de l'Union, politiquement responsable, il serait ainsi en mesure de faire interioriser aux dirigeants des Etats les principes de concertation, de réciprocité et de coresponsabilité, indispensables à un exercice de cosouveraineté bien coordonnée. Il y va d'un apprentissage moral et politique, gage d'une intégration horizontale et positive réussie. Face aux puissances émergentes, chaque Etat européen pris séparément n'a pas la taille critique. C'est pourquoi une mission première de l'autorité communautaire – autorité n'est pas souveraineté ! – sera d'engager les Etats membres à être souverains ensemble. ■

Jean-Marc Ferry est titulaire de la chaire philosophie de l'Europe de l'université de Nantes.

Italie : le « M5S » sur l'avant-dernière marche

Analyse

PAR PHILIPPE RIDET
ROME - correspondant

Sept ans et déjà adulte. Né en 2009, le Mouvement 5 étoiles (M5S) marche sur ses propres jambes. Les victoires, dimanche 19 juin, de Virginia Raggi, à Rome, et de Chiara Appendino, à Turin, ne doivent en effet rien ou presque aux fondateurs, Gianroberto Casaleggio et Beppe Grillo. Le premier est mort en avril ; le second est retourné à ses one-man-shows. Malgré (ou à cause) de cette disparition et de cet effacement, le M5S – que l'on se plaisait à présenter comme moribond après son recul aux élections européennes de 2014 – a remporté dix-neuf des vingt duels de second tour où il était présent.

Devenu un parti d'alternance après avoir été une formation de protestation contre la politique traditionnelle et ses représentants désavoués, le M5S attire désormais des électeurs de la Ligue du Nord, de Forza Italia et de la gauche radicale. Tous s'en remettent à lui pour faire tomber le premier ministre, Matteo Renzi. Soit lors du référendum confirmatif sur la disparition du Sénat dans sa forme actuelle en octobre, où le président du conseil a décidé de mettre son mandat en jeu ; soit lors les élections législatives, fixées en 2018, qui devraient se dérouler avec une nouvelle loi électorale et un scrutin à deux tours. Dans cette perspec-

tive, le « non-parti » des origines s'est normalisé. Volontiers sectaire, excluant les réfractaires à coups de vote sur Internet, rétif à la structure pyramidale de commandement, il est maintenant apaisé, aux ordres d'un directoire de cinq parlementaires choisis en fonction de leurs compétences et de leur capacité à utiliser les médias traditionnels (presse, télévision).

ROME, OBJET D'ESPOIRS ET DE CALCULS
Le succès de cet ultime bond en avant dépendra largement de la capacité de Virginia Raggi, 38 ans, à gérer l'exécutif de la capitale italienne. Une tâche qui relève plus de la morale que de la politique. Rome est aujourd'hui le symbole de la corruption après la révélation, en 2014, de l'affaire « Mafia Capitale ». La plus ingérable aussi. L'élue, qui s'est officiellement installée mercredi 22 juin dans ses nouvelles fonctions, ne doit pas seulement restaurer la réputation de la ville, mais doit redonner aux Romains eux-mêmes un peu de vertu civique dont ils semblent, par égoïsme ou par indifférence, largement dépourvus. Il sera cependant plus facile à la nouvelle élue de changer tel ou tel directeur de société municipale que de convaincre ses concitoyens de ne pas se garer en double ou en triple file, de ne pas chercher systématiquement un arrangement personnel au détriment de l'intérêt collectif.

Pour toutes ces raisons, tous les regards des partisans du M5S comme de ses adversaires vont se tourner vers Rome, « unique objet » de leur ressentiment ou de leurs espoirs ou de leurs

calculs. Même si, des fenêtres de son bureau de maire, Virginia Raggi ne peut apercevoir celles du palais Chigi, c'est bien lui qui est désormais l'objectif du M5S. « *Ce n'est qu'un début* », a pronostiqué Beppe Grillo au soir de la victoire de sa candidate. Ce ne sont cependant pas quelques-unes des sept collines de Rome qui séparent le Capitole du siège de la présidence du conseil, mais des montagnes abruptes et dangereuses qu'ont dévalées avant elle tous ses prédécesseurs.

L'une est haute de 13,5 milliards d'euros, soit la dette cumulée de la ville que la nouvelle élue veut renégocier avec l'Etat. Une autre est défendue par une armée de 60 000 employés communaux qui entendent garder leur rente de situation. Sur la troisième, enfin, se tiennent 3 millions de Romains qui, en 2700 ans d'histoire, ont vu passer à leur tête des empereurs, des papes, des maires élus et même un préfet de la République. Ils n'ont eu qu'à attendre que le temps passe pour s'en débarrasser. Virginia Raggi veut les impliquer davantage dans la gestion de la commune et considère que leur apparente indifférence – soulignée par une participation de seulement 50 % au second tour des élections municipales – n'était que l'expression de leur mépris pour les politiciens de profession.

A l'inverse, le défi de Chiara Appendino, à Turin, semble plus facile. La ville a été bien gérée dans l'ensemble par les maires de gauche qui se sont succédé sans se rendre compte qu'ils étaient gagnés par l'usure. La capitale du Piémont est devenue un modèle

de reconversion. Les friches industrielles ont été transformées en lieux de vie (musées, galeries, restaurants), si bien que l'ancienne capitale ouvrière de l'Italie, siège de la Fiat, est devenue une ville bobo, unique en son genre en Italie. Trop bobo ? C'est ce que pensent Chiara Appendino et ses électeurs qui ont plébiscité son projet de « *réconcilier le centre et la périphérie délaissée de la ville* ». Diplômée en économie de l'université Bocconi de Milan, la nouvelle maire devra se contenter, pourrait-on dire, de faire un travail strictement politique (au sens premier du terme), les Turinois passant depuis longtemps comme des exemples de civisme.

Sept cents kilomètres plus au sud, Virginia Raggi s'est donc officiellement installée dans le fauteuil de maire de Rome. Sa fine silhouette semble mal taillée pour le rôle et les responsabilités qui l'attendent. On aimerait, à l'instar de ses électeurs les plus sincères, croire que son inexpérience et son parcours atypique sont gages de sa réussite. Non pas pour permettre au parti de Beppe Grillo de s'installer un jour aux commandes du pays – le remède pourrait être pire que le mal –, mais simplement pour redonner à l'ancienne capitale du monde ne serait-ce qu'un tout petit peu de ce que furent son prestige et sa puissance. Si tôt installée au Capitole, Virginia Raggi s'est rendue à la basilique Saint-Jean-de-Latran pour une célébration jubilaire. Un coup de main de la providence ne semble pas de trop. ■

ridet@lemonde.fr

LE GRAND RENDEZ-VOUS EUROPE 1, « LE MONDE », I-TÉLÉ

François Fillon : après le « Brexit », « il va falloir changer profondément nos règles fiscales »

Les Britanniques ont voté le « Brexit » jeudi 23 juin, mais depuis vendredi, ils ont l'air de faire de la résistance. Peut-on accepter que cela traîne ?
Non, bien sûr. C'est une décision qui a des conséquences considérables, d'abord sur l'avenir du Royaume-Uni, mais ensuite sur l'avenir de l'Europe. Cette décision ne peut pas se traduire par des incertitudes qui vont durer des années, entraînant forcément des crises financières, économiques, de confiance. Il faut donc que les choses soient tranchées rapidement, sans agressivité à l'égard du Royaume-Uni, car ce n'est pas notre adversaire, mais sans complaisance non plus.

Pour sortir, ils doivent notifier cette demande en application de l'article 50 des traités...
Ils doivent exercer l'article 50. L'Union européenne a un délai de deux ans pour régler toutes les questions qui vont se poser. Si on peut réduire ce délai, ce sera évidemment souhaitable. Maintenant, les questions à trancher sont considérables. Le Royaume-Uni va-t-il devenir un Etat tiers ? Va-t-il rester dans une forme d'espace économique européen, ce qui suppose beaucoup de contraintes pour le Royaume-Uni qui ne correspondent pas du tout aux engagements pris par ceux qui ont défendu le « Brexit » ? Ou cherchera-t-il à négocier une sorte de statut à la Suisse ?

Après le « Brexit », faut-il dérouler à notre tour un tapis bleu-blanc-rouge, pour les entrepreneurs, les investisseurs, les étudiants ?
Oui, mais alors il va falloir changer profondément nos règles fiscales. Il ne suffit pas de dire qu'on

déroule le tapis rouge. Tant qu'on a une fiscalité de l'investissement en France totalement confiscatoire, et qui conduit à laisser notre pays progressivement se faire racher par les fonds de pension anglo-saxons, il n'y a aucune chance que le tapis rouge que nous déroulerons soit accueillant. Donc, il faut faire des réformes structurelles, profondes. C'est tout l'enjeu du projet présidentiel que je porte.

Le projet de loi El Khomri est-il trop libéral et révèle-t-il un front du refus face aux réformes ?
Je m'étonne quand j'entends parler de texte trop libéral dans un pays qui consacre près de 60 % de sa richesse nationale à la dépense publique. C'est un débat ridicule, qu'on est les seuls à avoir. Ce que proposent les plus libéraux d'entre nous, c'est de passer de 57 % de prélèvements obligatoires à 52 %. La deuxième chose, c'est qu'on peut réformer. A condition de ne pas tromper les Français au moment de l'élection présidentielle. On ne peut pas présenter en disant : « Je n'aime pas les riches, je vais leur flanquer une taxe à 75 %, il n'y a pas de crise », et revenir quatre ans après flanqué de M. Macron.

Vous ne vous dites pas : « Cela va être plus dur que prévu pour mettre en œuvre mes réformes » ?
Je ne le crois pas du tout. Quand j'ai eu l'honneur de faire la réforme des retraites en 2003, il y a eu 2,5 millions de personnes dans la rue, c'est vingt fois plus que ce que Mme El Khomri a réussi à faire. Et alors ? La réforme, on l'a faite. Elle s'applique et personne ne l'a jamais remise en cause. La résis-

tance au changement en France est plus forte dans la tête des dirigeants politiques et des commentateurs que dans la tête du peuple français.

Vous sentez-vous engagé par les investitures aux législatives décidées dans votre parti ?
La commission d'investitures ne décide pas. Elle propose des investitures qui seront ratifiées par un conseil national qui aura lieu après la primaire. Après la primaire, si je gagne cette primaire, je regarderai ces investitures en fonction de l'efficacité électorale, mais aussi en fonction d'un certain nombre de critères éthiques.

Certaines investitures ne sont pas éthiques ?
Il y a des interrogations, comme vous le savez.

Patrick Balkany, Georges Tron...
Pour rétablir l'autorité de l'Etat, il faut que les dirigeants politiques soient irréprochables. On ne peut pas demander aux Français d'appliquer la loi quand les dirigeants ne l'appliquent pas eux-mêmes. Les gens qui ne paient pas leurs impôts, ceux qui ont des comptes à l'étranger non déclarés ou ceux qui ont des affaires dans tous les sens ne devraient pas pouvoir accéder aux responsabilités au sommet de l'Etat. C'est dans ce sens-là que je réexaminerais les investitures.

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHAËL DARMON, JEAN-PIERRE ELKABBACH ET ARNAUD LEPARMENTIER

François Fillon, ancien premier ministre, candidat à la primaire des Républicains

Débattre !

Ouvrir le débat, ouvrir encore, briser les carcans des guerres idéologiques d'antan et d'ailleurs. Faire en sorte qu'on se parle. » C'est en ces termes que Jean-Marie Borzeix, directeur de France Culture de 1984 à 1997 et créateur des Rencontres de Pétrarque, exprime aujourd'hui son ambition de l'époque. Disons-le sans forfanterie démesurée, avec fierté néanmoins : ces rencontres sont les premières du genre.

Dès 1986, les penseurs, les chercheurs, les politiques ont un lieu où débattre en public, et avec le public, de la République, du bien commun, du progrès, de la planète, de la religion (oui, déjà). Alain Finkielkraut, un jeune philosophe qui débute à l'antenne de la chaîne, est de la partie. Le journal *Le Monde* la rejoindra par la suite.

FILIATIONS ET CONTINUITÉS
Montpellier : capitale du débat d'idées. Jean-Noël Jeanneney, alors président de Radio France, y a créé en 1985 un festival de musique ; l'idée ravit le maire, un certain Georges Frêche, et sa ville s'y prête admirablement : « *Quelle tranquillité avions-nous, quelle paix, quelle abondance, quelle affluence d'étudiants, quels maîtres !* », écrivait déjà Pétrarque, qui y arriva en 1316 – il y a juste sept cents ans. Le phalanstère prend racine sur une place délicieuse de la vieille ville. Un hôtel de charme loge les hôtes, la terrasse du restaurant d'en face permet de prolonger les discussions jusqu'à la nuit. De ce point de vue, rien n'a changé.

Trente ans de débat d'idées en France. De quoi avons-nous parlé ? Avons-nous su anticiper les évolutions du monde moderne, poser les bonnes questions, dénicher les orateurs les plus audacieux, organiser la confrontation là où les lignes de fracture se révèlent, éviter les faux sujets, les effets

NOUS AVONS EU À CŒUR D'ÊTRE TOUJOURS DU CÔTÉ DU MONDE EN MOUVEMENT, DES IDÉES ÉMERGENTES

de mode ? On en jugera à la lecture de ce hors-série. Nous avons eu à cœur d'être toujours du côté du monde en mouvement, des idées émergentes, d'une conception humaniste des sociétés.

Relire les débats qui nous ont occupés depuis une génération, c'est comme feuilleter un album de photos de famille. On rétablit des filiations, on découvre des continuités. Avouons notre surprise de découvrir que, en 1986, les discussions s'étaient polarisées autour d'intitulés que nous ne démentirions pas en 2016 : « La France, une nouvelle conscience ? », « Le retour du religieux », « La démocratie, une nouvelle donne ? »...

Ce hors-série est un document précieux. Il dit d'où l'on vient. C'est toujours essentiel pour imaginer l'avenir. Il est aussi le témoignage d'une passion française pour le débat d'idées. Une singularité nationale que France Culture et *Le Monde* partagent avec détermination. Débattre, donc ! C'est la base de la démocratie. Nul doute que dans le contexte politique qui est le nôtre, à l'orée d'une année d'élection présidentielle, c'est plus que jamais nécessaire. Pétrarque n'a pas pris une ride. ■

JÉRÔME FENOGLIO (DIRECTEUR DU « MONDE »)
ET SANDRINE TREINER (DIRECTRICE DE FRANCE CULTURE)



30 ANS DE DÉBATS
A l'occasion du trentième anniversaire des Rencontres de Pétrarque à Montpellier, Hors-Série « Le Monde » et France Culture, 164 pages, 8,50 €. En kiosques à partir du 23 juin.



L'AIR DU TEMPS | CHRONIQUE
PAR BENOÎT HOPQUIN

Ashfield-sur-Garonne

On connaît mal cette Angleterre qui a voté pour le « Brexit » – la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE). Il nous est arrivé de la traverser pour nous rendre de Birmingham à Liverpool, de Leeds à Manchester, de Londres à Bristol. Obsédé par les dangers de la conduite à gauche, on les a juste entraperçues, ces petites villes de briques et de briques. Broxbourne, Castle Point, Great Yarmouth, Fenland... Autant de localités qui souvent ne dépassent pas dix lignes de notice sur Wikipédia, assortie d'une photo de l'église anglicane ou du pub de la grande rue. L'Angleterre profonde, comme qui dirait.

On s'est parfois arrêté dans l'une de ces villes, pour casser la croûte ou faire une emplette. Il fallait choisir le moment, sous peine de trouver porte close, ou de buter sur un gérant, choqué de tant d'effronterie, expliquant que « *Sorry, mais avant l'heure, c'est pas l'heure et après l'heure, c'est plus l'heure.* »

On a dormi dans des petits hôtels surannés ou des « bed & breakfast » charmants, forcément charmants : vieille dame à l'accueil, escalier qui craque sous la moquette à motif, chambre dans son jus victorien. Avec ce quelque chose d'intangible, *so British*. N'étaient le gardien de nuit et les femmes de ménage venus des pays de l'Est.

On voyait bien des gens partir ou revenir du boulot mais sans percevoir exactement de quoi ils vivaient. Plus d'usines, rien d'évident : que faisaient-ils donc de leurs journées ? Où allaient toutes ces camionnettes blanches ?

A la sortie de l'agglomération, il y avait l'inévitable supermarché Tesco, avec ses affichettes racoleuses vantant les bonnes affaires. Toute une Angleterre, déclassée par la mondialisation, venait acheter là dans ses maigres moyens, s'offrir du pouvoir d'achat à prix cassés. On se souvient ainsi de Newcastle-under-Lyme, comté de Staffordshire, dans le centre de l'île, une ville qui a voté jeudi à 63 % pour quitter l'UE. A ne pas confondre avec Newcastle-upon-Tyne, l'ancienne grande ville industrielle du nord de l'Angleterre, qui a réussi sa reconversion (et voté pour rester dans l'UE). C'était en 2007. Le suspect d'un attentat islamiste avait été arrêté. Il résidait dans le quartier pavillonnaire de Chesterton, refuge des « *middle class* », ces classes moyennes qui forment le pays silencieux.

La maison du terroriste avait une barrière en bois, des fenêtres à guillotine et une entrée précédée d'un carré de pelouse. Les journalistes télé du monde entier défilaient devant, à l'heure du « JT ». Un plateau en direct, puis ils repartaient. Ils filaient vers cet ailleurs situé à une heure et baptisé Manchester. Ou vers cet étranger niché à trois heures et appelé Londres.

Seuls des gamins venaient assister au spectacle sur leur vélo. Les autres voisins continuaient leur vie avec une affectation de dédain. Comme si rien ne devait, ne pouvait troubler la sérénité de ce coin du royaume. Comme si ce ramdam international n'était qu'un artefact, qu'une scorie des

ELLE N'EST PAS
TRÈS CAUSANTE,
CETTE FRANCE-LÀ.
ET MÊME QUAND
ELLE PARLE, ON NE
L'ÉCOUTE GUÈRE

ON CONNAÎT MAL
L'ANGLETERRE
DU « BREXIT ».
MAIS ON SAIT
ASSEZ BIEN
SON ÉQUIVALENT
EN FRANCE

siècles, vite oubliés. On se promenait par les rues, ni belles ni laides, à peine typiques. Il se dégageait pourtant de cette ville ordinaire une forme d'immanence, pesant sur de l'histoire ou force de l'habitude. Et on se disait qu'ici, toute intrusion extérieure ne serait jamais qu'une incongruité. Comme l'UE qui ne sera restée dans les esprits qu'une idée ou une lubie.

On connaît mal l'Angleterre du « Brexit ». Mais on sait assez bien son équivalent en France. Et quand les envoyés spéciaux parlent des fractures du Royaume-Uni révélées par le référendum du 23 juin, on constate ici les mêmes, exactement les mêmes. On pourrait citer tant de villes qui ressemblent à celles qui ont voté la sortie de l'UE, tant de Thurrock-sur-Loire, de Bolsover-sur-Rhône, d'Ashfield-sur-Garonne.

Les mêmes fractures

Leur fiche Wikipédia n'est pas plus étoffée. Loin des circuits touristiques, on n'y va que quand on y a à faire. On assimile ces zones urbaines à « *la campagne* » et c'est faire preuve d'ignorance. On dit « *ville de province* » et on ne dit rien. On dit « *la France périphérique* », « *la France oubliée* » ou « *la France invisible* », faute de mieux.

On les connaît, ces villes sans prestige et presque sans nom. On pourrait les décrire les yeux fermés. A l'entrée, il y a la zone commerciale et le supermarché. Le prix de l'essence est affiché en gros : ses variations dictent en partie l'humeur et les fins de mois.

Il y a les petits commerces souvent franchisés de la rue piétonne, qui baissent leur rideau entre midi et deux, quand ils ne le font pas pour toujours. Il y a les dimanches soir d'ennui, quand tout est fermé, et les lundis de ville morte. Il y a l'usine, à l'abandon ou qui tourne au ralenti, rachetée, revendue, dépecée, bientôt carcasse vide. Les machines ont filé ailleurs, les hommes sont restés, qui ont moins de valeur. Les enfants partent. Ils vont étudier dans la capitale régionale et ne reviennent plus.

Loin de Paris, loin de Bruxelles, dans les têtes plus que dans la géographie, il y a ce sentiment d'abandon et même d'inutilité. Mais en même temps matiné d'une envie d'entre-soi, d'un refus de bouger, comme gage d'une qualité de vie. Il y règne une certaine inertie, comme une ultime forme de résistance à cette mondialisation fébrile. Là aussi, comme à Harlow ou Cannock Chase, traîne par les rues quelque chose d'immuable.

Comment raconter ce mélange de quiétude du quotidien et d'inquiétude de l'avenir ? C'est qu'elle n'est pas très causante, cette France-là. Elle affecte une trompeuse réserve. Et même quand elle parle, on ne l'écoute guère. Elle estime n'avoir plus rien à perdre qu'elle n'ait déjà perdu. C'est ce côté desperado qui est le plus inquiétant. On voit bien ce qu'elle voterait si, demain, devait être organisé un référendum sur le « Frexit ». Ces villes réagiraient comme Kirklees, Hartlepool, Medway. Déjà, on subodore ce qu'elles feront lors de la prochaine élection présidentielle. ■

ESPAGNE : L'ÉCHEC DE PODEMOS

ÉDITORIAL M

Pari perdu pour Podemos. Le mouvement issu des « indignés » est le perdant des élections législatives du 26 juin en Espagne. Son chef, Pablo Iglesias, espérait devancer, dans les urnes, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et lui faire subir ce que Syriza, le mouvement du premier ministre grec, Alexis Tsipras, avait infligé au Pasok grec : la marginalisation. Pour cela, il avait fait les alliances nécessaires : un pacte avec les communistes d'Izquierda unida, un accord pour autoriser un référendum sur l'indépendance de la Catalogne, une dénonciation vigoureuse de l'austérité. Finalement, Podemos et ses alliés ne recueillent que 21,1 % des suffrages (71 députés), contre 24,3 % en dé-

cembre 2015. La gauche radicale est coiffée au poteau par le PSOE, qui progresse légèrement en pourcentage (22,7 %) mais recule en sièges (85 députés, le pire score de son histoire) et en voix (-100 000). Il n'empêche, le fameux « sorpasso » prédit pendant toute la campagne électorale, et qui aurait permis à Podemos de revendiquer le pouvoir, n'a pas eu lieu. « *Nous ne sommes pas satisfaits des résultats, nous espérons autre chose* », a reconnu lui-même Pablo Iglesias.

Après des années d'austérité et de lente reconquête de la compétitivité, les Espagnols n'ont pas voulu jeter par-dessus bord les réformes du marché du travail engagées par le socialiste Jose Luis Rodriguez Zapatero et le conservateur Mariano Rajoy. Ils n'ont pas voulu compromettre les douloureux efforts qui ont permis au pays de retrouver le chemin de la croissance (+ 3,2 % pour le PIB et 600 000 emplois créés en 2015). Deux jours après le « Brexit », les électeurs n'ont pas voulu non plus partir à l'aventure avec un référendum en Catalogne, même si le dossier doit être traité avec beaucoup moins d'intransigeance de la part de Madrid.

Dans cette affaire, il convient de saluer le leader du PSOE, Pedro Sanchez, qui a accepté cet hiver la mission de former un gouvernement. Il a échoué, en raison de l'intransigeance de Podemos, mais il a permis à l'Espagne de sortir de l'impasse cons-

titutionnelle et au roi Felipe VI de convoquer de nouvelles élections.

Le résultat du scrutin ne lève pas les incertitudes, mais, après six mois de vide du pouvoir, l'Espagne a besoin d'être gouvernée. L'indication donnée par les électeurs est ténue mais suffisamment claire : il appartient au Parti populaire (PP) de diriger le pays. Le parti du premier ministre, Mariano Rajoy, progresse de 4,3 points avec 33 % des voix et 137 députés. C'est 14 de plus qu'en décembre. Ce chiffre est insuffisant pour former une majorité absolue, mais le PP peut espérer le soutien des centristes de Ciudadanos, en recul, ainsi que l'appui de partis régionaux pour former un gouvernement. Une coalition minoritaire n'est pas exclue, Pedro Sanchez ayant affirmé que son parti était « *au service de l'intérêt général* ».

Mariano Rajoy, lui, a bien vu son intérêt personnel. « *Nous avons gagné les élections, nous revendiquons le droit de gouverner* », a expliqué le premier ministre sortant. Certes, mais l'Espagne se porterait mieux si M. Rajoy, qui incarne un parti profondément corrompu, passait le flambeau. Le scrutin a montré que l'Espagne n'était pas condamnée à la crise politique. Le bipartisme n'a pas disparu au profit d'un quadripartisme entre formations qui se haïssent tellement qu'elles sont incapables de former une coalition sérieuse. Il n'empêche, elle a besoin de renouveau, y compris à droite. ■



VOYAGEZ BIEN INFORMÉ AVEC LA MATINALE DU MONDE



CHAQUE MATIN, RETROUVEZ LA SÉLECTION DE LA RÉDACTION DU « MONDE »

Avec l'application **La Matinale du Monde**, composez votre « journal » en sélectionnant vos articles parmi les 20 à 25 cartes proposées chaque jour **par la rédaction du Monde**. Et lisez-les quand et où vous voulez, même hors connexion.

En téléchargeant l'application gratuitement dans vos stores, vous avez l'accès à **l'intégralité des contenus** avec l'abonnement au *Monde*, ou spécifiquement à La Matinale pour 4,99 € par mois (premier mois gratuit).



Le Monde

**LE BASKET SE JOUE À 5
LE FOOTBALL SE JOUE À 11
LE RUGBY SE JOUE À 15
MAIS LE PLUS GRAND DES SPECTACLES
SE VIT À 3 000 000**

MERCI

**À NOS 3 MILLIONS D'ABONNÉS
beIN SPORTS**

**MERCI À NOS 300 COLLABORATEURS,
À NOS DISTRIBUTEURS, PARTENAIRES ET PRESTATAIRES**

**3 MILLIONS D'ABONNÉS
C'EST ÇA LA GÉNÉRATION beIN SPORTS.**

**beIN
SPORTS**
LE PLUS GRAND DES SPECTACLES

Les Français de Londres dans le brouillard du « Brexit »

► Colère, incertitude, incompréhension... Les expatriés installés dans la capitale anglaise s’inquiètent pour leur emploi

LONDRES - correspondance

Vendredi 24 juin en soirée, une jolie terrasse de café au bord de la Tamise. Coupes de champagne, petits fours et la monumentale tour du Shard en arrière-plan. La journée est historique : depuis douze heures, les Britan-

niques ont officiellement voté pour sortir de l'Union européenne.

Le groupe des anciens de Sciences Po du Royaume-Uni se réunit, sous le choc. On est entre cadres supérieurs, banquiers et femmes d'expatriés. « Cela fait vingt-cinq ans que j'habite Londres, confie l'un d'eux. C'est la première fois que je ne me

sens pas le bienvenu. » Une jeune femme, travaillant dans une grande banque américaine : « A la City, on va avoir plein de boulot à court terme pour régler les problèmes. Mais à long terme, on est foutus. »

Dans les tours de Canary Wharf, le quartier d'affaires de l'est de Londres, où elle travaille, certains ont dormi au bu-

reau, dans un sac de couchage, pour surveiller les marchés. Depuis, l'ambiance est lourde. « On a reçu un mail de notre patron, pour essayer de nous rassurer, mais on se demande tous ce qu'il va se passer. On est inquiets pour nos emplois. »

ÉRIC ALBERT

→ LIRE LA SUITE PAGE 4

Odile Renaud-Basso, nouvelle tête du Trésor

► Cette énarque passée par les cabinets ministériels et la Commission européenne succède à Bruno Bézard, jeudi 30 juin
► A 51 ans, elle est la première femme à diriger la plus puissante direction de Bercy

PAGE 2



LÉA CRESPI/PASCO/
POUR « LE MONDE »

Viceland, la petite chaîne qui veut monter vite

Shane Smith, le fondateur de Vice Media, est connu pour être blagueur et arrogant. Une nouvelle preuve ? « Beaucoup de gens lèvent les yeux au ciel quand je dis des choses, cela doit être dû à ma réputation... D'ailleurs, j'avais tort quand j'ai annoncé que nous lancerions des chaînes Vice dans douze pays en douze mois... En fait, c'est dans quarante-quatre pays en quatre mois ! »

Shane Smith ne peut que savourer l'annonce par son groupe, spécialisé dans le contenu pour les jeunes, d'une grosse série d'accords internationaux. Rendus publics mercredi 22 juin, ceux-ci prévoient le lancement, en 2017, de la chaîne de télévision Viceland en Inde, en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Asie du Sud-Est ou en Afrique.

Déjà disponible aux Etats-Unis et au Canada depuis fin février, celle-ci sera mise à l'antenne au Royaume-Uni en septembre et en France « en novembre ». « Jamais un réseau télévisé ne s'est développé aussi vite », insiste M. Smith.

Ces accords sont une nouvelle étape de la saga de Vice, né en 1994 à Montréal sous la forme d'un fanzine papier iconoclaste et devenu un groupe multimédia global.

ALEXANDRE PIQUARD

→ LIRE LA SUITE PAGE 5

1

C'EST, EN MILLIARD DE DOLLARS, LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE VICE, ESTIMÉ PAR SON PDG, SHANE SMITH

TÉLÉCOMMUNICATIONS EUTELSAT RÉDUIT SES INVESTISSEMENTS POUR RÉSISTER À LA CRISE

PAGE 5

DOSSIER L'OPINION PUBLIQUE, ALLIÉE DES ÉTATS CONTRE LES MULTINATIONALES

PAGES 6-7

▼ CAC 40	4 103 PTS – 0,09 %
▼ DOW JONES	17 400 PTS – 3,39 %
▼ EURO-DOLLAR	1,1057
▼ PÉTROLE	48,76 \$ LE BARIL
▼ TAUX FRANÇAIS À 10 ANS	0,35 %

VALEURS AU 27 JUIN À 9 H 30

PERTES & PROFITS | MAERSK

Des conteneurs dans la tempête

Le temps se couvre sur le port de Copenhague. L'étoile à sept branches du groupe AP Moller-Maersk, son emblème depuis 1904, est en train de pâli. Le plus grand conglomérat danois a annoncé jeudi 23 juin le départ précipité de son capitaine, Nils Andersen, et évoque désormais la possibilité d'un éclatement du groupe, ou du moins la vente d'une partie de ses activités. Le puissant Maersk est le symbole à lui tout seul d'une mondialisation en difficulté. Le groupe est le premier transporteur de conteneurs du monde, mais il est aussi explorateur et producteur de pétrole, propriétaire d'installations portuaires et de logistique sur toute la planète.

L'entreprise est entrée depuis un an dans une zone de tempête inédite où se sont mêlés le ralentissement du commerce international et l'effondrement des cours du pétrole, ses deux principales activités. Preuve en est que la diversification n'est pas forcément une protection contre les aléas de l'existence. Le coup de mou de l'économie mondiale, et particulièrement de la Chine, a levé un vent mauvais qui a balayé nombre de secteurs solides.

Un effet ciseaux

Pourtant, la croissance des échanges internationaux s'est quasiment arrêtée en 2015, moins de 1 % selon l'armateur danois, contre des progressions à deux chiffres avant la crise financière. Et la prévision pour cette année, entre 1 % et 3 % de hausse, est inférieure aux 4 % à 5 % estimés auparavant. Or ce décalage entre les pré-

visions et la réalité est essentiel dans un métier capitalistique où il faut compter plusieurs années entre la commande d'un navire et sa livraison.

2015, année noire du commerce mondial, a pris de court les industriels du secteur qui avaient travaillé sur un autre scénario. Face à une quasi-stagnation de l'activité, la capacité de fret mondial en porte-conteneurs s'est, elle, accrue l'an dernier de 8 %. Maersk, qui a annulé en catastrophe ses options d'achat de nouveaux bâtiments, en a tout de même 27 en core en construction. Les surcapacités sont telles aujourd'hui dans le transport maritime que l'on a vu, en avril 2016, une compagnie de transport britannique, Goldenport, mettre à l'encan ses cargos pour 1 dollar pièce !

Résultat de cet effet de ciseaux, Maersk a annoncé une perte nette de 2,5 milliards de dollars (2,2 milliards d'euros) au quatrième trimestre de 2015. Une sanction plus dure que pour d'autres concurrents, comme le français CMA-CGM, due à son exposition à la chute des cours du pétrole. Elle a eu des effets délétères à la fois sur sa branche de production pétrolière, qui a dévalorisé des actifs au Kazakhstan, en Angola, au Brésil et en Grande-Bretagne, et sur le fret en réduisant les ambitions commerciales de nombre de pays émergents. En ces temps de « Brexit » et de construction de murs de toutes sortes, les perspectives d'une météo plus clémente s'éloignent pour les géants du commerce mondial. ■

PHILIPPE ESCANDE



Avec l'aide de Google, Sebb permet à des millions de nouveaux internautes de découvrir les archives de l'INA.

Découvrez comment dans ce journal.

Google

MOTEUR DE RÉUSSITES FRANÇAISES

Odile Renaud-Basso

Nouvelle clé du Trésor

Jeudi 30 juin, cette énarque deviendra la première femme à diriger la plus puissante direction de Bercy. Des cabinets ministériels à la Commission européenne, son parcours est marqué du sceau de l'intérêt général

Odile Renaud-Basso devient, jeudi 30 juin, la première femme à diriger le Trésor, la plus importante direction de Bercy. Elle succède à Bruno Bézard parti rejoindre le fonds d'investissement Cathay Capital. Probablement pas l'aboutissement du parcours de cette diplômée de Sciences Po et énarque (promotion Jean-Monnet, 1990) que certains de ses collègues comparent à «une Ferrari». Mais un nouveau jalon dans une carrière qui a embrassé aussi bien la Cour des comptes et le Trésor que les affaires européennes, le cœur du réacteur gouvernemental quand elle était directrice adjointe du cabinet du premier ministre, Jean-Marc Ayrault, ou la gestion opérationnelle des fonds de la Caisse des dépôts. La richesse de son itinéraire témoigne de l'acuité de cette catholique, mère de quatre enfants, qui a pourtant toujours veillé à préserver sa vie familiale.

Odile Renaud-Basso, 51 ans, née d'un père ingénieur et d'une mère professeur de français, a habité pendant sept ans en Algérie, à Annaba, ville frontalière de la Tunisie, durant son enfance. Son père a fait le choix de la coopération après l'indépendance, pour construire une usine sidérurgique. Elle en conserve une relation puissante avec les pays en développement. A la sortie du lycée, elle se tourne dans un premier temps vers des études littéraires, hypokhâgne puis khâgne, mais se rend assez vite compte que la vocation de l'enseignement, héritée de ses ascendances maternelles, n'est pas la sienne. Ce sera alors Sciences Po puis l'ENA.

Elle sort de l'école d'administration à la Cour des comptes, où elle reste quatre ans. Plus portée vers le travail en équipe, elle ne manifeste pas une réelle attirance pour le contrôle et les rapports : «Je trouvais cela assez paradoxal, sortant de l'école, sans expérience de terrain, d'aller dire aux autres comment il fallait faire», note-t-elle. Au bout de quatre ans, elle décide, en 1994, d'aller à Bercy, au Trésor, chargée des questions de développement international et d'aide aux pays d'Afrique et de la zone franc. Elle succède à ce poste à... Bruno Bézard. Déjà.

BRUXELLES EN TEMPS DE CRISE

Restée deux ans et demi à ce poste, elle va s'occuper du Club de Paris, ce groupe de créanciers publics, dont la France assure le secrétariat général : un rôle d'intermédiaire, en coordination avec le Fonds monétaire international (FMI), entre les créanciers et le débiteur en vue d'un rééchelonnement ou un allègement de leur dette. C'est une époque marquée par les négociations avec les expays du bloc de l'Est mais aussi le début des initiatives sur la dette des pays les plus pauvres. Une période lourde, faite de déplacements, de longues négociations nocturnes qui se concluent au petit matin.

Odile Renaud-Basso fait le choix d'un rythme de travail moins contraignant pour pouvoir s'occuper de ses enfants en bas âge. Elle revient, en 1999, à Bercy, comme secrétaire générale du Comité interministériel de restructuration industrielle, chargée également du financement des PME. Dominique Strauss-Kahn, encore ministre de l'économie et des finances avant de devoir démissionner, vient de lancer de nouveaux outils destinés à soutenir les PME innovantes, à financer les start-up et le capital-risque. Elle les met en action. «C'était du microéconomique mais c'était passionnant», se rappelle-t-elle.

Nouvelle bifurcation en 2001 quand on lui propose de devenir sous-directrice des affaires européennes et internationales à la direction du Trésor. Commence alors une fonction de représentation auprès des institutions internationales et de nombreux allers-retours entre Paris et Bruxelles. Négocia-

tions internationales, relations bilatérales, construction européenne, c'est un autre pan de la diplomatie économique avec lequel elle se familiarise avant, en 2003, de revenir au Trésor en tant que chef du service du financement de l'économie. Elle rebascule un an plus tard, comme chef du service international. Jacques Chirac est alors président de la République. Odile Renaud-Basso, compte tenu de son parcours, lui a été recommandée pour l'accompagner – lui servir de «sherpa» en quelque sorte – sur les problématiques d'aide aux pays en développement et d'allègement de la dette.

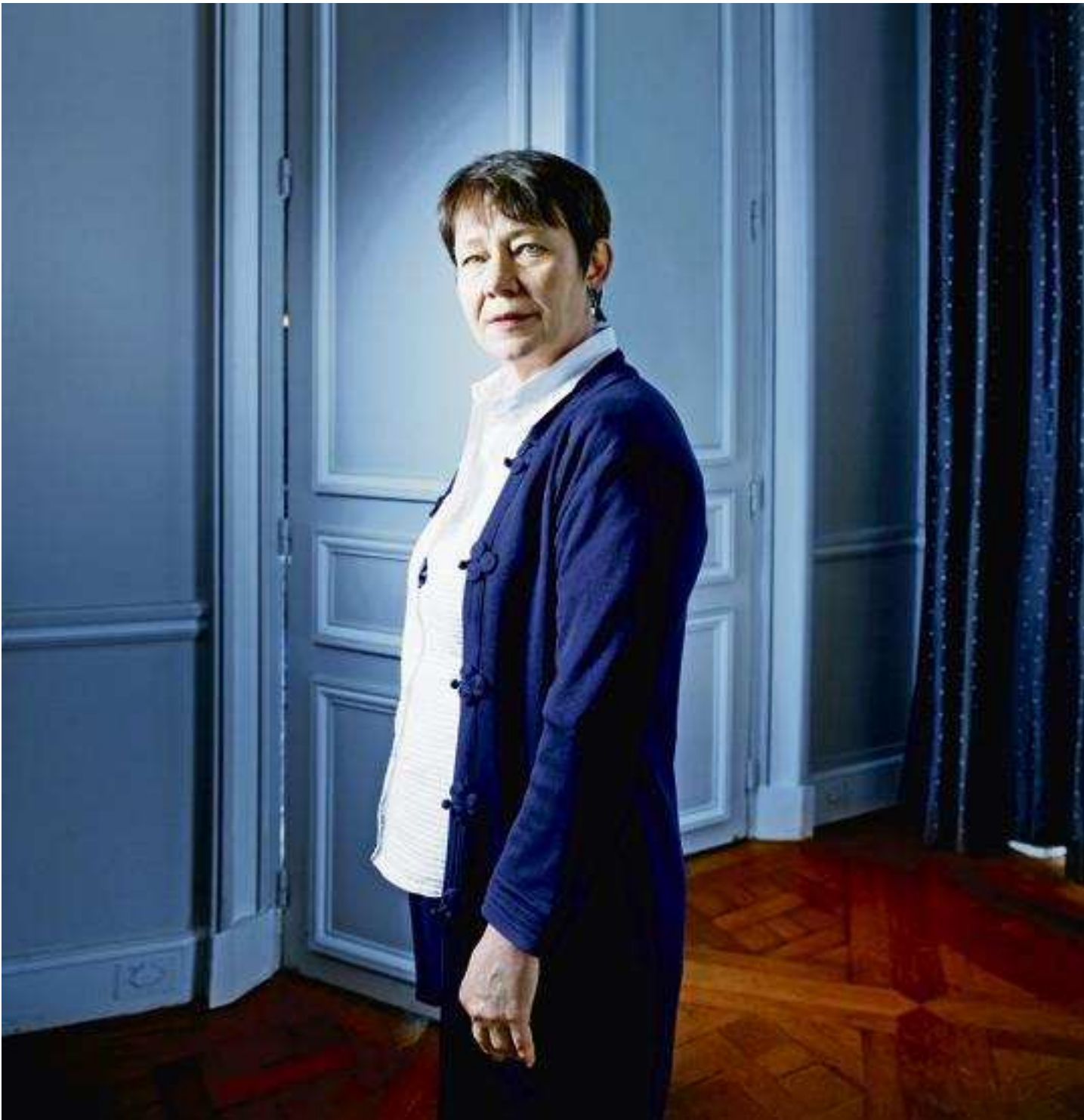
Elle repart à Bruxelles en 2005, pour devenir secrétaire générale du comité économique et financier de la Commission européenne. Elle est chargée de préparer les réunions des directeurs du Trésor et des ministres pour l'Eurogroupe ou les Ecofin. Elle y reste jusqu'en 2010 et devra y affronter, à partir de l'été 2007, quatre ans de gestion de crise. En janvier 2010, avec la mise en place du traité de Lisbonne, est créé le poste de président du Conseil européen. Herman Van Rompuy, qui cherchait quelqu'un sur les questions économiques et financières, lui propose de venir à son cabinet.

Des années à Bruxelles marquées du sceau des crises successives que traverse l'Union européenne, dont celle de la Grèce. De cette expérience des institutions européennes, elle retient cette volonté d'arriver à trouver un chemin pour avancer, malgré des cultures, des histoires, des modes de fonctionnement différents, malgré des visions de l'économie et du rôle de l'Etat assez éloignées. «C'est un univers qui repose beaucoup sur les relations personnelles et de confiance qu'on arrive à construire progressivement», explique-t-elle.

Alors que se profile l'alternance en France en 2012, elle commence à être approchée pour rejoindre éventuellement un cabinet ministériel en cas de victoire de François Hol-

«C'EST UNE ADMINISTRATION QUI AURAIT INTÉRÊT À S'OUVRIRE PLUS ET À ÊTRE PLUS PRÉSENTE DANS LES DÉBATS D'IDÉES»

ODILE RENAUD-BASSO
nouvelle directrice du Trésor



LEA CRESPI POUR « LE MONDE »

2 JUIN 1965

Naissance à Saint-Etienne

2005

Secrétaire générale du comité économique et financier de la Commission européenne

2012

Directrice adjointe du cabinet du premier ministre, Jean-Marc Ayrault. En 2013, elle rejoint la Caisse des dépôts en tant que directrice générale

30 JUIN 2016

Directrice générale du Trésor

lande. Elle devient directrice adjointe de celui de Jean-Marc Ayrault, nommé premier ministre. C'est une période où elle est au cœur des décisions politiques, des choix économiques, fiscaux et budgétaires qui vont être déterminants pour la suite du quinquennat.

INDÉPENDANCE

Odile Renaud-Basso y revient volontiers. «On a souvent tendance à dire, maintenant, qu'on a été trop stricts sur le plan budgétaire, notamment sur le plan fiscal, et que cela a étouffé la croissance, analyse-t-elle. Cette interrogation, tous les gens qui participaient à l'époque à la décision se la posaient. Mais il faut se remettre à l'été 2012 : on était en pleine tourmente, avec des soupçons sur la crédibilité des socialistes qui arrivaient au pouvoir et le risque que la France se retrouve du côté des pays attaqués, comme l'Italie ou l'Espagne l'avaient été l'été précédent. On était sur le fil.» Elle admet cependant que les effets de certaines mesures fiscales n'ont pas été suffisamment mesurés.

Mais la vie de cabinet est difficilement conciliable avec la vie familiale. Elle quitte Matignon en septembre 2013. Jean-Pierre Jouyet, qui dirige alors la Caisse des dépôts, lui propose le poste de directrice générale adjointe, où elle s'occupera à la fois du pilotage des différents métiers de l'établissement public et de la direction des fonds d'épargne. Encore une nouvelle corde à son arc, avec cette fois-ci une fonction beaucoup plus opérationnelle. «L'enjeu de l'accompagnement des

mutations du pays est au cœur de la fonction. La Caisse a des moyens d'action, des ressources non négligeables», souligne-t-elle.

Jusqu'à ce nouveau retour au Trésor, cette fois à la tête de l'édifice, une direction stratégique dont certains vont jusqu'à dire qu'elle a plus de pouvoirs que les ministres eux-mêmes. Elle conteste cette vision. «Ce sont des gens très motivés et compétents, la qualité des équipes est exceptionnelle. Mais c'est une direction extrêmement loyale et légitimiste, au sens où c'est le ministre qui a l'autorité politique et l'administration est là pour servir le ministre, ou les ministres», affirme-t-elle. Elle estime toutefois que «c'est une administration qui aurait intérêt à s'ouvrir plus à l'extérieur et à être plus présente dans les débats d'idées». «Je pense que cela peut être un axe important de développement», anticipe-t-elle.

Tout au long du parcours d'Odile Renaud-Basso, fait de nombreuses bifurcations, une constante : le choix de travailler pour le bien public, dans l'intérêt du pays tout en étant tournée vers l'international et l'aide au développement. Dans cet univers, elle se distingue par son indépendance, une ouverture d'esprit et un goût pour le travail en équipe, une capacité à déléguer qui ne sont pas toujours l'apanage de la haute fonction publique. «On n'est jamais sûr d'avoir raison tout seul, rappelle-t-elle. C'est mieux de construire avec les autres, c'est un élément d'efficacité.» Une règle à laquelle elle entend se tenir dans ses nouvelles fonctions. ■

PATRICK ROGER

La crise du lait revient au menu de Bruxelles

A Luxembourg, les ministres européens de l’agriculture tenteront d’encourager la réduction de la production

La crise laitière n’est pas au premier rang des préoccupations bruxelloises. Sans surprise, le « Brexit » l’a largement occultée. Et le résultat du vote des Britanniques jeudi 23 juin n’a pas calmé les esprits, loin s’en faut. C’est dans ce contexte très particulier, que les ministres européens de l’agriculture devaient se retrouver lundi 27 et mardi 28 juin à Luxembourg.

A l’occasion de cette rencontre, la situation de la filière laitière européenne sera à nouveau évoquée. Le temps presse. « *On est en état d’urgence* », s’alarme Eric Andrieu, vice-président de la commission agriculture du Parlement européen. Le syndicat Jeunes agriculteurs (JA) met, lui, « *la survie des producteurs* » dans la balance pour demander des « *mesures d’urgence* ».

Nombre d’éleveurs français sont, en effet, sous forte pression financière. « *Le prix du lait varie entre 260 et 280 euros la tonne* », affirme Thierry Roquefeuil, président de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL), branche spécialisée de la Fédération nationale des syndicats d’exploitants agricoles (FNSEA). A comparer aux 363 euros atteints en moyenne en 2014, une très belle année. M. Roquefeuil ne voit

pas de signe d’amélioration, malgré le rebond traditionnel du prix en été, au moment où la collecte baisse. « *C’est mort pour 2016* », s’exclame M. Roquefeuil.

Il est vrai que le robinet de lait européen a bien du mal à se refermer. Selon le Centre national interprofessionnel de l’économie laitière, au moment où la production laitière avait progressé de 2,2 % en 2015, elle a bondi de 5,6 % les trois premiers mois de 2016. La palme du débit est décrochée par l’Irlande, avec un flux en hausse de 32 %, suivie de la Belgique (+ 21 %) et des Pays Bas (+ 15 %), alors que la France se limitait à + 0,5 %.

La pression s’accroît

Difficile donc de juguler cette surproduction causée par la fin des quotas laitiers décrétée en Europe fin mars 2015 et aggravée par le coup de frein brutal des importations chinoises et l’embargo russe. Mi-mars, le ministre de l’agriculture, Stéphane Le Foll, a obtenu de la Commission européenne l’activation de l’article 222, un outil de régulation prévu dans le cadre de la politique agricole commune (PAC). Ce texte introduit une dérogation au droit de la concurrence et permet à des associations de producteurs ou à

des coopératives de décider de réduire volontairement leur volume. Un pas de côté par rapport au dogme libéral de Bruxelles, mais limité à six mois.

La France se devait de donner l’exemple. Ce qu’elle a fait début avril. L’interprofession s’est engagée à une stabilisation de la production en 2016, alors qu’elle tablait sur une croissance moyenne des volumes de 2 % par an jusqu’en 2020. Mais les industriels ont conditionné cet accord à l’adoption de mesures similaires par les autres pays.

Depuis, l’horloge tourne et la pression s’accroît sur les éleveurs les plus fragiles. Mais comme l’avait pronostiqué le commissaire européen à l’agriculture Phil Hogan, sans incitation financière, personne ne se précipite pour participer. La Commission avait d’ailleurs autorisé les Etats membres à subventionner les acteurs privés désireux de réduire le flux de lait.

Le 9 juin, M. Le Foll a dévoilé une position commune trouvée entre la Pologne, l’Allemagne et la France. Ils la défendront lundi lors du conseil des ministres. Ils ont « *convenu de la nécessité de mettre en place une incitation financière européenne pour encourager la réduction volontaire de la production laitière* ». Reste à élargir le cercle et transformer cette posture politique en engagement de la Commission européenne à dégager un budget pour financer ces incitations.

Sachant que Bruxelles consciente que la crise touchait alors l’élevage laitier et porcin, avait débloqué, en septembre 2015, une enveloppe de 500 millions d’euros, dont 420 millions répartis entre les 28 Etats membres. Depuis, la Commission a aussi accepté de doubler pour 2016 le contingent de poudre de lait écrémé acheté au prix d’intervention, le portant à 218 000 tonnes. Mais ce doublement s’est déjà

Le syndicat Jeunes Agriculteurs demande des « mesures d’urgence »

avéré insuffisant, puisque le plafond a été atteint le 24 mai. Selon l’institut public FranceAgrimer, la France, avec plus de 54 000 tonnes, est la troisième utilisatrice de cette mesure, derrière la Belgique (59 834 tonnes) et l’Allemagne (58 661 tonnes).

La Commission s’est dite prête à faire passer le plafond à 350 000 tonnes en 2016. Mais certains s’interrogent sur « *ce débouché factice* », qui incite à produire toujours plus. « *A l’avenir, toute mesure de soutien devrait contribuer à réduire, ou a minima stabiliser la production. Par exemple, la pro-*

chaîne tranche d’intervention ne serait accessible qu’aux opérateurs démontrant une réduction ou une stabilisation de leurs volumes », estime la Fédération nationale des coopératives laitières (FNCL), qui s’est alliée à ses homologues finlandais, italien, autrichien, portugais et espagnol.

Pour JA, les « *Etats membres doivent ensemble se discipliner pour sortir de cette course aux volumes* ». Le syndicat demande d’ores et déjà la reconduction pour six mois après l’échéance d’octobre de l’activation de l’article 222, qualifié de « *bon outil* ». Il réclame aussi un accompagnement financier. « *Si sa mise en œuvre s’avérait être un échec dans les prochains mois, nous n’hésiterions pas à demander l’activation de l’article 221 permettant une réduction obligatoire de la production avec des pénalités en cas de non-respect* », prévient le syndicat. ■

LAURENCE GIRARD

Manuel Valls hausse le ton contre le Tafta

Paris cible le traité de libre-échange entre l’UE et les Etats-Unis. Une posture artificielle

Le gouvernement français semble plus proche que jamais de sacrifier le traité de libre-échange transatlantique entre l’Union européenne (UE) et les Etats-Unis (Tafta ou TTIP) au scepticisme croissant de l’opinion publique.

Dimanche 26 juin, à Belleville-sur-Mer (Seine-Maritime), le premier ministre, Manuel Valls, a une nouvelle fois haussé le ton sur ce dossier hautement sensible pour la gauche. Devant quelque 200 militants socialistes, il a mis en garde contre une négociation qui « *ne va pas dans le bon sens* », en lançant un ultimatum à la Commission européenne. Celle-ci négocie l’accord depuis 2013 au nom des vingt-huit Etats membres : « *Dorénavant, aucun accord de libre-échange ne doit être conclu s’il ne respecte pas les intérêts de l’UE. L’Europe doit être ferme. La France y veillera. Et moi, je vous le dis franchement : il ne peut pas y avoir d’accord de traité transatlantique.* »

Sur le fond comme dans la forme, ces déclarations sont dans la lignée de l’attitude offensive adoptée par Paris depuis l’automne 2015. Après avoir temporisé pendant des mois malgré une contestation croissante de la société civile, de la gauche et de l’extrême droite, le secrétaire d’Etat au commerce extérieur, Matthias Fekl, avait évoqué pour la première fois l’hypothèse d’un « *arrêt pur et simple des négociations* » en cas d’accord défavorable à l’Europe.

En avril, c’est le président de la République, François Hollande, qui était monté au créneau, en menaçant d’un veto français si le Tafta abaissait les standards en matière de santé et d’environnement sans ouvrir suffisamment le marché américain aux Européens. A l’époque, toutefois, les négociations venaient à peine d’entrer dans le vif du sujet, et personne n’avait intérêt à quitter la

table des discussions avant d’avoir abattu ses dernières cartes.

Les coups de menton de l’exécutif français sont aux antipodes du discours prudent du gouvernement pendant les deux premières années de la négociation, qui soulignait les « *intérêts offensifs* » d’un accord transatlantique pour les entreprises européennes et appelait les sceptiques – y compris au sein de son propre camp – à attendre la fin des pourparlers pour pouvoir se faire un avis.

Comment expliquer que Manuel Valls affirme désormais que le Tafta « *imposerait (...) une vision qui ferait le lit non seulement des populismes, mais tout simplement une vision qui serait mauvaise pour notre économie* » ?

Négocié dans l’opacité

Ce changement de ton ne peut se comprendre qu’en considérant les crispations engendrées par la montée du scepticisme à l’égard du projet européen et le risque de réaction en chaîne après le référendum sur le « Brexit ».

Le Tafta, négocié depuis trois ans dans l’opacité par des fonctionnaires hors du regard des peuples et des Parlements et porteur d’une vision libérale de l’économie, est progressivement devenu, à tort ou à raison, l’un des symboles d’une Europe éloignée des peuples et au service des multinationales.

L’espoir longtemps caressé par les négociateurs de conclure les discussions avant l’élection présidentielle américaine, en novembre 2016, étant aujourd’hui éteint, en raison des nombreux points de blocage entre Européens et Américains, le gouvernement français n’a plus aucun intérêt à soutenir l’accord, qui ne verra pas le jour avant au moins 2017. A un an du scrutin présidentiel, il lui est beaucoup plus profitable sur le plan politique de se ranger dans le camp qui se méfie du libre-échange et de ses turpitudes. ■

MAXIME VAUDANO

PRÊT INNOV&PLUS

PARCE QUE VOUS AVEZ LES BONNES IDÉES POUR DÉVELOPPER VOTRE ENTREPRISE

Vos bonnes idées n'attendent pas. Avec le prêt Innov&Plus, financez vos projets d'innovation sans puiser dans votre trésorerie*.

Accédez au simulateur sur : www.innovetplus.banquepopulaire.fr

* Sous réserve d'acceptation de votre dossier par votre Banque Populaire Régionale.

BPCE - Société anonyme à direction et conseil de surveillance au capital de 155 710 720 € - Siège social : 50, avenue Pierre-Mendès-France - 75201 Paris Cedex 13 RCS Paris n° 493 455 042 - BPCE, intermédiaire en assurance inscrit à l'ORIAS sous le n° 08 045 100 - Crédits photos : Shutterstock - OSWALD/C&B - Réf: 05/2016.

Le présent financement bénéficie du mécanisme de garantie "InnovFin SME Guarantee Facility" avec l'appui financier de l'Union Européenne grâce aux Instruments Financiers Horizon 2020 et au Fonds Européen pour les Investissements Stratégiques (EFIS) établi par le Plan d'Investissement pour l'Europe. Le but du EFIS est d'aider à soutenir le financement et l'implantation d'investissements productifs dans l'Union Européenne et de s'assurer du développement de l'accès au crédit.

ADDITIONNER LES FORCES MULTIPLIER LES CHANCES

LES CONSÉQUENCES DU « BREXIT »

Les Français de Londres entre colère et inquiétude

Les 200 000 Français expatriés dans la capitale britannique s’interrogent sur leur avenir après le « Brexit »

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Les questions sans réponses tournent comme un tourbillon. Les quelque 200 000 Français de Londres vont-ils avoir besoin d’un visa ? Faudra-il demander la nationalité britannique ? Les investisseurs vont-ils suspendre leurs projets ? Le passeport financier, qui permet de vendre un produit financier à travers toute l’UE, sera-t-il conservé ?

Benoît d’Angelin a créé il y a sept ans sa propre banque d’investissement, Ondra. « J’ai 50 employés, de 22 nationalités différentes. On n’aurait jamais eu le succès qu’on connaît sans cette ouverture au monde », assure-t-il. Lui est arrivé dans la capitale britannique en 1987. « A l’époque, la City était anglaise. Mais ça ne marchait pas bien, les gens rentraient du boulot à 16 heures... Thatcher a passé des réformes [le big bang de 1986]. Cela a permis aux Américains de venir et de secouer les choses. » Depuis, la City a grossi, s’imposant sur le reste de l’Europe. Mais pour M. d’Angelin, le « Brexit » va casser ce dynamisme. « C’est la fin d’un cycle de trente ans », estime-t-il.

Pas question pour l’instant de prendre des décisions abruptes et de déménager. Mais les incertitudes sont très nombreuses. « Est-ce que je vais pouvoir rester ici ? Est-ce que mes employés vont avoir besoin d’un visa ? Quelles règles vont être changées ? », égrène M. d’Angelin. Les questions vont rester en suspens de long mois, peut-être même des années : le gouvernement britannique n’entend pas lancer les négociations officielles de divorce avec l’UE avant octobre au plus tôt, le temps de trouver un nouveau premier ministre.

Jean Littolff a aussi de nombreuses questions : ce sont ses patrons, au siège américain de son entreprise, qui les lui posent. Le Fran-

« Nous étions des invités, on est devenu des immigrants »

JEAN LITTOFF
directeur du développement pour l’Europe chez Change.org

çais dirige le développement de la filiale européenne d’une start-up, Change.org, spécialisée dans les pétitions en ligne. « Le bureau américain me demande s’il va falloir déménager le siège européen dans un autre pays de l’UE. Pour l’instant, je ne sais absolument pas. » Lui aussi s’interroge sur la question des visas. Parmi ses vingt-cinq employés, un tiers sont européens. « On rentre dans une période où il n’y aura pas beaucoup d’embauches de non-Britanniques, en attendant d’y voir plus clair. » Même chose pour les investissements : « Cela va être une période de glaciation. »

« Peu de loyauté »
Selon M. Littolff, la « marque » Royaume-Uni vient de prendre un coup auprès des investisseurs. « Quand ils envisagent de mettre de l’argent en France, ils se demandent systématiquement s’il n’y a pas un risque de lourdeur administrative trop fort. Maintenant, quand ils envisageront d’investir au Royaume-Uni, ils se demanderont si être hors de l’UE n’est pas un problème. »

Sous le coup de la colère du référendum, ces Français souvent installés à Londres depuis plusieurs décennies, avec des enfants qui ont grandi dans la capitale britannique, racontent aussi leur impression de ne jamais avoir été tout à fait intégrés. « Vous savez, j’adore la reine et tout ça, mais je



n’ai que très peu d’amis britanniques, explique une femme qui veut rester anonyme. On n’a que très peu de loyauté avec cet endroit. Tant que ça se passe bien, formidable, mais si on a des opportunités ailleurs, on partira. » Un entrepreneur spécialisé dans les énergies renouvelables, qui vit entre New York, Paris et Londres, confirme : « Si ça devient difficile, j’aurais peu de raisons de venir ici. »

Jean Littolff le résume à sa façon. Pour avoir longtemps fait des études de marché au Royaume-Uni, il connaît bien le reste du pays, très différent de Londres, la riche cos-

mopolite. « Avant, on était toléré. Après ce référendum, on ne l’est plus. Nous étions des invités, on est devenu des immigrants. »

Tous pourtant ne partagent pas le choc. Sur la cinquantaine de personnes présentes, trois soutiennent le « Brexit ». Jean-François Cécillon, présent à Londres depuis 1990, est l’un d’eux. Ancien patron de la maison de disques EMI, désormais à la tête d’une société de conseil, The Universal Matrix, le Français croit que le chamboulement peut apporter du positif. Après tout, l’UE est loin d’être parfaite, trop lourde, pas as-

sez démocratique. Et même au niveau financier, la sortie du bloc européen peut être positive. « Les gens qui s’occupent de l’argent du Moyen-Orient et de Chine vont être ravis. Il va peut-être y avoir des départs et des conséquences négatives, mais cela va créer un appel d’air. »

Même à court terme, il rappelle que les secousses des marchés peuvent créer des gagnants. « D’un coup, la livre sterling est 10 % moins chère. Certains vont se dire que c’est une opportunité d’achat. De toute façon, je crois que l’argent est plus fort que la politi-

que. L’envie de faire du business va dépasser tout le reste. »

Il s’attriste pourtant pour les jeunes générations, qui souhaitaient très largement rester dans l’UE. Ses trois enfants, qui ont grandi à Londres, sont de ceux-là. « Ils sont absolument effondrés. Pour eux, c’est une véritable claque. » En ce sens, la famille de M. Cécillon est devenue typique des Britanniques : les jeunes générations pour le maintien dans l’UE, les anciens pour le « Brexit ». Sans doute l’osmose après presque trois décennies à Londres. ■

ÉRIC ALBERT

Suspense sur le devenir des droits des salariés des deux côtés de la Manche

Le vote britannique remet notamment en question la libre circulation des travailleurs

Les conséquences du « Brexit » – la sortie du Royaume-Uni de l’Union européenne (UE) – sur la vie des salariés ne sont pas immédiates, mais elles pourraient être considérables des deux côtés de la Manche, tant au niveau individuel que collectif.

Pour l’instant, les Britanniques appartiennent toujours à l’UE. L’activation de la clause de retrait, le désormais fameux article 50, n’est pas prévue avant octobre. Et la sortie elle-même du pays pourrait ne pas être effective avant deux ans.

Mais les 300 000 Français résidant outre-Manche – dont 17,6 % de binationaux – n’attendent peut-être pas le détricotage des législations pour réorganiser leur propre vie.

Au niveau individuel, « les conséquences vont être importantes », estime Sylvain Niel, avocat de droit social chez Fidal. La sortie de l’UE remet en question la libre circulation des travailleurs, la protection sociale européenne et le permis de travail. « Les Britanniques qui travaillent en France devenant citoyens non européens devront en effet obtenir un permis de séjour et un permis de travail. De même pour les Français travaillant

au Royaume-Uni », explique Sylvain Niel.

En revanche, pas de changement pour le contrat de travail qui, lui, reste immuable jusqu’à son terme. « Le contrat de travail n’est pas remis en cause, c’est le statut social du salarié qui change. Ainsi un salarié français qui, au titre de son statut de “travailleur détaché” au Royaume-Uni, a accès aux soins dans les hôpitaux britanniques perdra cette couverture sociale, [au moment de la sortie de ce pays] de l’UE. Le salarié ne peut plus y être détaché », expose Thierry Clerc, avocat spécialiste du droit international et européen, membre du réseau Eurojuris.

« Décider de partir »
« Avec la fin, au Royaume-Uni, des transferts de prestations sociales versées aux Européens par les pays d’accueil – retraite, santé, emploi –, il appartiendra aux entreprises de prévoir des systèmes d’assurance pour gérer la protection sociale de leurs salariés », ajoute François-Xavier Michel, avocat de droit social au cabinet Cornet Vincent Ségurel. « Entreprises et salariés vont évaluer le rapport coût-bénéfice du “Brexit” sur leur propre situation et pourraient décider de partir », précise-t-il.

« Le contrat de travail n’est pas remis en cause, c’est le statut social du salarié qui change »

THIERRY CLERC
avocat

Au niveau collectif, la représentation du personnel sera, elle aussi, remise en cause. Dans les groupes internationaux, les employés sont informés et consultés par le biais des comités d’entreprise européens (CEE), obligatoires pour plus de 1 000 salariés. Le CEE intervient sur les questions transnationales : par exemple, les projets de fermeture de sites en Europe.

« Les groupes devront anticiper la sortie des représentants britanniques, qui ne seront plus légitimes pour siéger aux CEE. Et plus compliqué : la disparition du CEE, lorsque la société mère est anglaise. Ainsi, lors d’une fermeture de sites, faute de CEE, la consultation des représentants devra se faire pays par pays, il n’y aura plus de vision

transnationale », explicite Sylvain Niel.

En France, près d’un salarié sur deux travaille pour une multinationale. Celles dont la maison mère est au Royaume-Uni employaient 184 000 personnes en France en 2013, selon l’Insee.

Enfin, autre impact pour les salariés : les effets de seuil. L’effectif des multinationales se calcule au niveau européen et certains droits ne sont accordés qu’à partir du seuil de 1 000 salariés. Si l’on ôte les salariés britanniques de l’effectif européen, des entreprises passeront sous le seuil des 1 000. Juste un exemple : en cas de licenciements collectifs, les personnes concernées n’auront plus droit au congé de reclassement, qui leur permet, durant quatre à douze mois, de se former, en gardant une rémunération et leur couverture sociale.

La perte de droits pour les salariés pourrait donc être importante. A moins que le Royaume-Uni ne décide de créer un régime transitoire, ou « ne rejoigne l’Espace économique européen, dont les membres (UE et Islande, Norvège, Liechtenstein) bénéficient de la libre circulation des personnes », suggère François-Xavier Michel. ■

ANNE RODIER

Pas de budget d’urgence pour le Royaume-Uni

Le chancelier de l’Echiquier, George Osborne, a tenté, lundi 27 juin, de rassurer les marchés

LONDRES - correspondance

Après avoir entièrement disparu du paysage public depuis le résultat du référendum, George Osborne est intervenu, lundi 27 juin au matin, pour tenter de rassurer les marchés. Parlant avant l’ouverture de la Bourse, le chancelier de l’Echiquier britannique a affirmé que le gouvernement, la Banque d’Angleterre et la Financial Conduct Authority, le régulateur financier, ont mis en place des « plans de secours solides » pour faire face à toutes les éventualités. « Je veux assurer aux Britanniques et à la communauté internationale que nous sommes prêts à faire face. »

Il a souligné que la croissance britannique est l’une des plus fortes du monde occidental, et que le déficit devait passer sous la barre des 3 % cette année avant la décision des Britanniques de sortir de l’Union européenne (UE). « J’ai toujours dit qu’il fallait réparer le toit quand le soleil brillait et, Dieu merci, c’est ce que nous avons fait. »

Lundi matin, la livre sterling perdait encore 2 % face au dollar. Néanmoins, M. Osborne, qui annonce qu’il ne démissionnera pas, renonce à lancer des mesures d’urgence. Pendant la campagne du ré-

férendum, il avait promis de passer très rapidement un nouveau budget, avec des hausses d’impôts et un plan d’austérité de 30 milliards de livres (36 milliards d’euros) en cas de victoire du camp du « leave ». Finalement, il préfère attendre qu’un nouveau premier ministre soit en place, sans doute d’ici début octobre.

Certes, dit-il, « il va y avoir un ajustement économique et nos finances publiques vont être impactées », mais le gouvernement n’a pas l’intention d’utiliser immédiatement l’article 50 du traité de Lisbonne, qui lancera officiellement les négociations pour séparer le Royaume-Uni de l’UE. De plus, un nouveau premier ministre doit d’abord être trouvé. Une période d’attente est donc possible.

Cette stratégie de la temporisation est confirmée par Boris Johnson, le leader du « Brexit », qui affirme dans un article du *Daily Telegraph* qu’il n’y aura « pas de rush » pour démarrer les négociations avec Bruxelles. Le favori pour succéder à David Cameron précise même qu’il compte conserver l’accès au marché unique. L’attitude britannique après le référendum semble donc se dessiner clairement : « Wait and see. » ■

E. A.

Pour Vice Media, l'avenir passe aussi par la télévision

Le groupe lancera sa chaîne Viceland en novembre en France

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Mais pour cet acteur venu du milieu underground et du Web, c'est aussi un pas de plus dans la télévision, ce vieux média dont il se targue justement de ne pas reprendre les codes. En effet, Vice s'est fait connaître avec ses reportages subjectifs, immersifs, consacrés à des sujets marginaux et pensés pour la plate-forme de vidéo YouTube. *« Pourquoi n'irions-nous pas dans la télévision ? Tout le monde sait que le futur, c'est d'être présent sur les trois écrans : Web, mobile et télé, balalaie Shane Smith. Et puis 75 % de l'argent de la publicité est encore dépensé dans la télévision. »*

Vice Media est venu à l'audiovisuel par étapes : au milieu des années 2000, le magazine a commencé à produire des reportages pour la chaîne musicale MTV puis s'est lancé tôt dans la vidéo sur Internet. Il a ensuite produit des émissions sur des chaînes traditionnelles comme HBO aux États-Unis ou France 4 en France. Aujourd'hui, le groupe passe à l'édition de ses propres chaînes, principalement sous le nom Vice-land.

Le challenger ne s'aventure pas seulement sur un média traditionnel, il s'associe localement à des

entreprises blanchies sous le harnais : au Royaume-Uni ou en Nouvelle-Zélande, il s'appuie sur Sky, le groupe détenu par Rupert Murdoch et déjà actionnaire de Vice, à l'instar de Disney. En France, Vice-land sera distribuée par Vivendi, par le bouquet payant CanalSat. Et la chaîne sera éditée par une joint-venture créée avec Mathieu Pigasse, actionnaire du *Monde* et propriétaire des *Inrockuptibles* ou de Radio Nova.

La version française de Viceland proposera un mélange de programmes issus des autres chaînes et sites du groupe, de contenus tirés de sa future émission quotidienne diffusée sur HBO, et de programmes produits en France (sports de niche, cuisine du monde, etc.).

Doutes sur les audiences

« Nous voulons pénétrer dans les esprits des jeunes branchés, qui ont une mentalité plus agressive, impatiente et ouverte au monde que la génération de leurs parents », raconte Sanjeev Shah, responsable des acquisitions de *Times of India*, pour expliquer l'important accord que son groupe de presse vient de signer avec Vice Media en Inde. L'accord concerne le Web et le mobile mais surtout la télévision :

« 160 millions de foyers indiens ont la télé câblée », estime M. Shah.

Financièrement, la télévision apporte à Vice Media deux nouvelles sources de revenus : la publicité à l'antenne et les abonnements, voire les ventes de programmes. En France, la redevance payée par CanalSat à Viceland devrait dépasser l'argent reçu des annonceurs, explique James Rosenstock, responsable du développement international de Vice. Ailleurs, le groupe vise un équilibre entre publicité et ventes.

Mais cet ancrage télévisuel comporte aussi des risques. Côté publicité, le groupe doit transposer sa marque de fabrique : le contenu sponsorisé ou *native advertising*.

« Tout le monde est d'accord pour dire que le spot télé de trente secondes pose problème, explique Shane

Smith. Nous cherchons à créer un dérivé de nos publicités, du Web vers la télé, puis vers le mobile. » Viceland diffusera donc des *« contenus qui entourent les émissions »*. Par exemple, des témoignages d'artistes sur la réalité virtuelle, tournés pour l'annonceur Samsung. Et produits par Vice Labs, une structure ad hoc créée pour la télévision.

Comment conserver son originalité malgré l'embauche de cadres de la télévision traditionnelle, venus de la BBC ou Channel 4 ? *« Il faut allier les jeunes du Web et les gens de la télé. Mais, à Vice, les plus hauts dirigeants restent issus du Web »,* se plaît à souligner M. Smith, noceur revendiqué, capable d'évoquer dans la conversation sa victoire, la veille, au casino de Cannes. Il taquine : *« Nous*

avons aussi recruté des talents de l'audiovisuel parce qu'ils se libèrent, en raison des difficultés du secteur. »

Les concurrents de Vice Media l'attendent au tournant sur un autre point : les audiences. Son fondateur, qui se vante de savoir toucher la cible exigeante *« des 18-34 ans plutôt mâles, éduqués et branchés »,* a jusqu'ici surtout séduit les vieux cadres de l'audiovisuel, ironisait un article critique du *Hollywood Reporter* fin 2014.

Récemment, l'*International Business Times* a souligné les audiences très faibles de Viceland, trois semaines après son démarrage aux États-Unis : 55 000 spectateurs par jour, selon l'Institut Rentrak. L'éditeur a contesté la pertinence de ces chiffres mais a également choisi ne pas faire comptabiliser

Viceland par l'organe de référence Nielsen pendant les six premiers mois. De même, la société s'affiche rentable mais ne publie pas son chiffre d'affaires annuel, projeté à 1 milliard de dollars (905 millions d'euros) par M. Smith et estimé à 500 millions environ pour 2015 par le *Wall Street Journal*.

« Ce qui compte, c'est que la surface de notre audience et notre échelle augmentent », rétorque Shane Smith. Un discours jusqu'ici très bien reçu par le marché : mercredi soir, le fondateur de Vice était au Palais des Festivals de Cannes pour recevoir le titre *« d'homme média de l'année »* décerné par les Lions, le Salon annuel de la publicité. Dans son discours, il a salué ses parents, venus du Canada pour voir la cérémonie. ■

ALEXANDRE PIQUARD

A Vittel, les vedettes de la télé déposent le bilan de leur hôtel

A Vittel (Vosges), l'Hôtel d'Angleterre est en cessation de paiements. Redressement judiciaire, liquidation ? Le dossier sera examiné, mardi 28 juin, par le tribunal de commerce d'Épinal. Rien à voir avec le « Brexit ». Juste une histoire française. L'échec d'un hôtel pas comme les autres, tenu par des vedettes de la télé, sur fond de crise et de déperissement des villes moyennes.

Situé à deux pas du casino et des thermes, l'Hôtel d'Angleterre impose depuis des décennies sa silhouette un peu massive au cœur de Vittel. En mars 2012, l'établissement connaît une première impasse financière. Aucun repreneur ne se présente. La menace de la fermeture plane. Des hommes de télé qui fréquentent la station s'interrogent : pourquoi ne pas acheter l'hôtel ?

« On ne connaissait rien à l'hôtellerie », admet Patrick Jorge, un directeur de casting devenu la cheville ouvrière du chantier. Peu importe. Le projet, celui d'un « hôtel du cinéma », commence à se dessiner. Une soixantaine de comédiens et de professionnels de

la télévision se prennent au jeu. Marthe Villalonga, Daniel Prévost, Michel Crémadès, Frédéric Bouraly, Isabel Otero et bien d'autres acceptent de verser chacun 5 000 à 10 000 euros pour acheter le fonds de commerce et relancer l'entreprise. Le cascadeur Rémy Julienne parraine cette aventure à haut risque.

Fin 2013, l'équipe obtient les clés. L'hôtel et son restaurant rouvrent en mars 2014. L'idée n'est pas seulement de donner un coup de neuf au bâti-

ment rose, mais d'en faire un lieu d'animation. Les artistes actionnaires sont priés de signer chacun la décoration d'une des 55 chambres, et de jouer parfois les réceptionnistes ou les femmes de chambre. Les clients peuvent ainsi rêver qu'ils seront servis par une vedette de « Navaro » ou de « Plus belle la vie ». Les « Bons Vivants », comme ils se nomment, veulent aussi implanter un studio dans l'ancienne caserne des pompiers.

Tout cela ne suffit pas. Dans une France désertée par ses touristes étrangers, le trois-étoiles de Vittel peine à remplir ses chambres un peu vieillottes. *« Malgré un chiffre d'affaires en constante progression, les recettes ne couvrent pas les coûts »,* constate Patrick Jorge dans un courrier envoyé tout récemment à ses partenaires et cité par *Vosges Matin*. *« L'activité de l'hôtel n'est pas viable »,* ajoute-t-il, en évoquant la *« léthargie économique »* de la région. Pour les apprentis hôteliers, pas question de remettre de l'argent au pot. Ils espèrent passer la main à d'autres investisseurs. Avis aux candidats repreneurs. ■

DENIS COSNARD

PHARMACIE

Accord définitif entre Sanofi et Boehringer Ingelheim

Sanofi a signé son accord d'échange d'actifs avec Boehringer Ingelheim, a-t-il annoncé, lundi 27 juin. Le groupe pharmaceutique français récupère les activités dites drand public de l'allemand évaluées à 6,7 milliards d'euros. Meril (médicaments pour animaux), dont la valorisation atteint 11,4 milliards d'euros, revient à l'allemand, moyennant un paiement brut de 4,7 milliards à Sanofi.

LOGISTIQUE

Acquisition espagnole pour ID Logistics

Le français ID Logistics a annoncé, lundi 27 juin, l'acquisition pour 85 millions d'euros de la société Logiters, ex-filiale de logistique du grand groupe de BTP espagnol FCC. L'entreprise, qui appartenait depuis un an au fonds Corfin Capital, réalise 250 millions d'euros de chiffre d'affaires. ID Logistics augmente ainsi son activité d'environ 25 %.

« BREXIT »

Les patronats français et allemand appellent à l'unité

Le Medef et les deux grandes organisations patronales allemandes BDI (Fédération allemande de l'industrie) et BDA (Confédération des employeurs) ont appelé l'Europe à *« se ressouder »* pour répondre au « Brexit », dans un communiqué commun publié dimanche 26 juin. Ils demandent aux dirigeants de leurs pays des *« mesures immédiates, crédibles et visibles pour renforcer la gouvernance »* de l'euro.

Eutelsat à la diète pour résister à la chute du marché des satellites

L'opérateur, dont Rodolphe Belmer vient de prendre la tête, va diminuer ses investissements mais n'envisage pas de plan social

C'est un plan de transition qui vise à remettre Eutelsat sur une nouvelle orbite de croissance», a indiqué, lundi 27 juin, le nouveau directeur général, Rodolphe Belmer, désireux de rassurer les investisseurs sur la santé du troisième opérateur mondial de satellites. A peine arrivé dans ses nouvelles fonctions, début mars, l'ex-directeur général de Canal+ doit gérer la première crise qui frappe le groupe européen. Vendredi 13 mai, le titre Eutelsat a dévisé en Bourse, perdant près de 30 % de sa valeur. *« C'est la fin des Trente glorieuses du satellite »,* estime M. Belmer, qui reconnaît que le groupe *« avait habitude ses actionnaires à une courbe de croissance assez élevée »*.

Depuis plusieurs mois, l'opérateur est confronté, comme ses concurrents, à un recul de la demande de ses clients et à des surcapacités satellitaires. Les groupes pétroliers, grands clients d'Eutelsat, ont dû réduire leurs investissements avec la chute du prix du brut. De même, l'opérateur par satellite souffre de la diminution des budgets de défense, notamment américain. Ce repli de la demande oriente les prix à la baisse.

En réaction à cette baisse d'activité, M. Belmer a décidé de freiner les investissements. Ils passeront de 500 millions d'euros par an à 480 millions d'euros par an de juillet 2016 à juin 2019. Mais le di-

« C'est la fin des Trente glorieuses du satellite »

RODOLPHE BELMER

directeur général d'Eutelsat

recteur général reste optimiste pour Eutelsat. A l'en croire, *« la marge restera élevée, la rentabilité solide et très prévisible »*.

Le groupe s'est engagé à verser un dividende stable ou en croissance pour les trois ans à venir. Des prévisions portées par un retour en forme du chiffre d'affaires. Après une baisse attendue de 1 % à 3 % en 2016-2017, Eutelsat prévoit de revenir à une *« quasi-stabilité »*. Le ralentissement des investissements ne sera pas accompagné d'un plan social. *« Il n'y a rien de prévu »,* assure le directeur général.

Partenaires des GAFA

Plus que ces mesures d'économie, M. Belmer veut relancer Eutelsat sur *« cinq lignes d'activités »* principales : la vidéo, les services de données, les services aux gouvernements, l'Internet haut débit fixe et la connectivité mobile. La vidéo, qui représente 63 % du chiffre d'affaires de l'opérateur, *« est en croissance dans le monde et donc pour Eutelsat »,* estime le

nouveau patron. Selon lui, *« il y a deux plates-formes de diffusion qui se développent pour transporter la vidéo : l'IP TV (la télévision par Internet) et le satellite »*. Eutelsat veut s'imposer partout où le câble ne peut pas s'implanter.

M. Belmer dit ne pas craindre la concurrence des GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple), qui veulent déployer des constellations de satellites en orbite basse, afin de diffuser eux-mêmes Internet dans les zones encore non couvertes, notamment en Afrique. *« Ce ne sont pas des concurrents mais des partenaires »,* relate M. Belmer. La preuve : l'opérateur a déjà noué un *« partenariat »* avec Facebook en septembre 2015, pour diffuser Internet via les satellites d'Eutelsat. M. Belmer ne compte pas en rester là. *« Des discussions sont déjà engagées avec les autres GAFA et des tests sont en cours »,* confie-t-il au *Monde*.

Pour rivaliser avec les réseaux en fibre optique, Eutelsat parie sur les nouveaux formats de la télévision, la 4K et l'ultra haute définition, très gourmands en capacités de diffusion. Une opportunité pour Eutelsat, qui diffuse 6 000 chaînes de télévision dont 13 % en HD. M. Belmer se frotte déjà les mains : *« Plus il y aura de l'appétit pour la consommation de vidéo, plus il y aura besoin de diffusion par satellite et donc d'Eutelsat. »* ■

GU Y DUTHEIL
ET DOMINIQUE GALLOIS



MAX WHITTAKER/4- THE NEW YORK TIMES »-REDUX-REA

Les entreprises sont-elles au-dessus des Etats ?

PHILIPPE ESCANDE

Sam Zemurray était un homme ambitieux et insatiable. Emigré de Russie aux Etats-Unis à l'âge de 14 ans, sans instruction, ce petit épicier a construit sa fortune sur le commerce des bananes entre Chicago et La Nouvelle-Orléans. En 1910, il achète des terres sur la côte nord du Honduras pour produire ses propres fruits. Mais le gouvernement ne lui est pas favorable et préfère son concurrent, qui a eu la générosité de construire routes, voies ferrées, ports et lignes téléphoniques.

Qu'à cela ne tienne, l'homme d'affaires recrute des mercenaires et provoque en 1911 un coup d'Etat installant à la tête du pays un nouveau président, bien plus compréhensif. Ballotté au gré des coups de force fomentés par les multinationales (avec le soutien implicite des Etats-Unis), mal géré par ces potentats éphémères, le Honduras, criblé de dettes et contraint d'adopter le dollar comme monnaie, est finalement devenu, avec ses 500 000 habitants de l'époque, la propriété d'une seule société américaine dont Sam Zemurray finira par prendre le contrôle. La première république bananière est le symbole de la collusion entre un Etat faible et une multinationale sans scrupule.

Ces vingt dernières années, le cocktail explosif de la mondialisation, de la libéralisation financière et des nouvelles technologies a fait resurgir le spectre de la multinationale toute-puissante. Les pays ont vu les grands groupes, y compris leurs propres champions, échapper à l'impôt, devenir plus riches qu'eux et forcer au changement des normes et des règles quand elles ne leur convenaient pas. Google, Goldman Sachs ou Amazon semblaient flotter au-dessus d'Etats affaiblis et de leurs lois jugées si démodées.

Mais la donne est en train de changer. « La crise a agi comme un véritable déclencheur, se souvient Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La tempête financière, sociale et politique, a sus-

Ces vingt dernières années, la libéralisation financière et la mondialisation ont fait resurgir le mythe de la multinationale toute-puissante. Mais la donne est en train de changer grâce au poids de l'**opinion publique**

cité un besoin d'argent frais, contraignant les Etats à augmenter la TVA. Mais de ce fait ils taxaient les immobiles, leurs concitoyens, alors que la crise était due à des acteurs globaux qui eux ne payent rien. » Les Goldman Sachs, BP et autres Apple ont trouvé plus puissant que leur armée d'avocats et de consultants : l'opinion publique.

CONTRIBUABLES FRUSTRÉS

Margaret Dodge est en colère en ce mois de novembre 2012. La présidente de la commission des comptes publics du Parlement britannique ne comprend pas pourquoi en quinze ans de présence sur le territoire, la chaîne de cafés Starbucks n'a gagné d'argent qu'une année et jamais payé d'impôt. « Vous perdez de l'argent et vous continuez d'investir ici ; ça ne me semble pas vrai (...), et c'est cela qui frustre les contribuables britanniques », tempête la députée devant le directeur financier de l'entreprise.

En pleine cure d'austérité, les sujets de Sa Majesté ont été estomaqués d'apprendre que les profits réalisés à Londres ou Birmingham portaient alimenter les filiales suisses et néerlandaises de la compagnie américaine. Une campagne de boycott est lancée. Le premier ministre David Cameron doit s'expliquer, et le ministre des finances, George Osborne, contacte ses homologues allemands, Wolfgang Schäuble, et français, Pierre Moscovici, pour appeler le G20 à renforcer la coopération en matière de taxation des multinationales. Six mois plus tard, en 2013, Pascal Saint-Amans, qui avait déjà travaillé sur l'évasion fiscale des individus, présente son plan de lutte contre « l'érosion de la base fiscale » des entrepri-

ses (BEPS). « Il y a cinq ans on me riait au nez, et maintenant le plan BEPS a été adopté par tous les grands pays en deux ans ! », se félicite-t-il aujourd'hui.

Il ne sera pas facile de faire rentrer le génie de l'optimisation fiscale dans la bouteille. En mars 2016, l'ONG Oxfam soulignait que les banques françaises réalisent encore un tiers de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux. Pourtant, le coup est lancé. « On n'aura pas un monde parfait, en convient Bertrand Badré, l'ancien directeur général finances de la Banque mondiale, mais il y a plus d'avancées que de reculs. On trouvera toujours de l'optimisation fiscale, mais dans cinq ans, il n'y aura plus de cas Google. Les Etats et les opinions n'en voudront plus ! » Ceci est vrai des grands pays du G20, moins des Etats les plus pauvres. Le Honduras n'est plus une république bananière, mais il peine à faire payer les entreprises où « les bénéfices déclarés sont trop faibles

« AUJOURD'HUI, LES MULTINATIONALES, LE WWF, GREENPEACE SONT DES INTERLOCUTEURS RECONNUS COMME DES ETATS »

PASCAL LAMY
ancien directeur
général de l'OMC

Rencontres d'Aix-en-Provence

Dans un monde de turbulences, qu'attend-on d'un pays ?

La 16^e édition des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, qui se tiendra les 1^{er}, 2 et 3 juillet 2016, sera consacrée au rôle des nations dans un monde globalisé. Sur quelles fondations bâtir un monde idéal ? Que retenir des différentes expériences ? Quelle gouvernance mondiale ? Les pays sont-ils les acteurs uniques de la scène internationale ? Quelle sera la puissance de demain ? Et dans ce contexte, quelle place la France peut-elle jouer dans le nouvel ordre mondial ? Les élections à venir aux Etats-Unis, en Allemagne et en France renforcent la légitimité de ces questions. Sur trois jours, plus de 220 intervenants et 4 000 personnes échangeront. Le Cercle des économistes conclura ces journées par sa déclaration finale. Les débats seront visibles en direct sur Internet à l'adresse www.lesrencontreseconomiques.fr.

et ne correspondent pas à l'activité économique réelle », note Oxfam dans un rapport de 2015. Et que dire des Etats « fragiles », notamment en Afrique, rongés par la corruption, l'instabilité politique et les dettes.

Ils ne peuvent pas faire comme la France, dont la police a débarqué en force au mois de mai chez McDonald's et Google pour saisir les données comptables. Le ministère des finances, qui compte désormais ses centimes, entend faire rendre gorge aux acrobates des prix de transfert entre filiales. Chez Google, on explique qu'il est normal qu'elle paye l'essentiel de ses impôts européens en Irlande puisqu'il s'agit de sa plus grande filiale, qui emploie 6 000 personnes, soit dix fois plus qu'en France...

PROJETS DE CONCENTRATION BLOQUÉS

Jouer de la concurrence fiscale entre les Etats n'est pas la seule arme aux mains des grandes entreprises. L'autre est commerciale, c'est la recherche du monopole. Si nous ne sommes plus au temps où la Compagnie des Indes orientales, le plus grand monopole de l'Histoire, levait ses propres armées au XVII^e siècle, la pulsion reste toujours intacte. C'est pour cela que les Américains ont inventé le droit de la concurrence, quand il s'est agi au début du XX^e siècle de démanteler la Standard Oil de John Rockefeller qui avait progressivement acheté tous ses concurrents américains. On parlait à l'époque des « barons voleurs ». « Ce n'est pas tant l'Etat que le consommateur que cherche à protéger le législateur américain. Les monopoles, les ententes, les cartels sont vus là-bas comme du vol », explique Bruno Lasserre, le président de l'Autorité française de la concurrence.

Depuis le début de l'année, l'administration Obama a sifflé la fin de la récréation en bloquant nombre de projets de concentration, dont certains avaient clairement pour objet de payer moins d'impôts. Comme le laboratoire pharmaceutique Pfizer, qui ambitionnait de se faire acheter par sa cible Allergan pour s'expatrier vers l'Irlande aux taxes douces comme ses vertes prairies.

C'est Bruxelles qui est la plus active contre les positions dominantes des grands acteurs. Après les monopoles historiques,

« DEPUIS LES
GRANDS TRUSTS
AMÉRICAINS DE LA
FIN DU XIX^e SIÈCLE,
JAMAIS DES
ENTREPRISES
N'ONT ÉTÉ AUSSI
PUISSANTES »

JEAN-HERVÉ LORENZI
président du Cercle
des économistes

intimement confondus avec les Etats qui les ont créés, de nouveaux animaux posent problème. Les mêmes noms ressortent alors : Google, Amazon, Apple... « *Nous sommes là dans un cas de figure très différent des vieux monopoles*, reprend Bruno Lasserre, *les géants américains du numérique se sont construits sur la méfiance des Etats et de la norme publique. Du coup, ils interpellent en permanence la légitimité de la politique européenne de la concurrence.* »

Le défi que ces entreprises lancent aux Etats est considérable. « *Depuis les grands trusts américains de la fin du XIX^e siècle, jamais des entreprises n'ont été aussi puissantes*, assure Jean-Hervé Lorenzi, le président du Cercle des économistes. *De plus, elles ne se contentent pas d'un seul secteur mais avec leur maîtrise des données envahissent tous les domaines jusqu'à ceux considérés comme des biens communs, comme la santé, l'éducation ou les transports...* » Et de préconiser que les autorités de la concurrence les brisent en morceaux, à la façon de la Standard Oil ou plus près de nous, en 1982, du monopole américain des télécoms, AT&T.

UN TRAVAIL D'ENTRISME TRÈS INTENSE

Cette fois, la réponse ne viendra peut-être pas des Américains, trop fiers de la domination de leurs champions numériques sur le reste du monde, mais de Bruxelles. La Commission européenne en aura-t-elle la force ? Pas évident. D'autant que chez Google on prend très au sérieux cette cabale contre une entreprise dont le slogan est « *Don't be evil* », (« Ne soyons pas le diable ») et qui se voit diabolisée en place publique. Elle a récemment embauché la conseillère économique de Barack Obama, Caroline Atkinson, pour tenter de redorer son image et défendre sa position. « *Nous ne sommes pas au-dessus des lois*, se défend-elle. *Nous coopérons avec tous les pays sur tous les sujets, comme la protection de la vie privée.* » La société sait qu'à tout moment, comme en Chine, elle peut être rayée de la carte d'un pays par la volonté des puissants. Mais elle sait aussi que 80 % des Européens ne peuvent plus se passer de son moteur de recherche...

Bruxelles comme les Etats s'appuient de plus en plus sur les autorités indépendantes, pour mener ce dialogue musclé avec les entreprises. Perte d'influence de l'Etat ou sage décision des politiques de sortir certaines décisions de la contrainte électorale ? Les critiques pleuvent sur la BCE qui conduit la politique monétaire de la zone euro sans aucun mandat électif. L'économiste Jean Tirole défend ces autorités dans son dernier livre (*Economie du bien commun*, Puf). Il s'agit, selon lui, d'un « *sabotage tacite* » des politiques pour assurer l'indépendance de l'Etat dans la durée.

Les autorités indépendantes, dont l'origine remonte à l'Act of Settlement britannique (Acte d'établissement) de 1701 qui instaurait l'indépendance des juges par rapport au roi, seraient le marqueur des vraies démocraties. « *L'autorité indépendante est la contrepartie d'une société qui régule*, abonde Bruno Lasserre. Ce sont les nouveaux lieux de l'expertise publique. *A l'Etat de se repositionner sur l'élaboration des politiques publiques et sur l'évaluation a posteriori de notre travail. Il est normal que nous rendions des comptes et que le Parlement nous pose des questions.* »

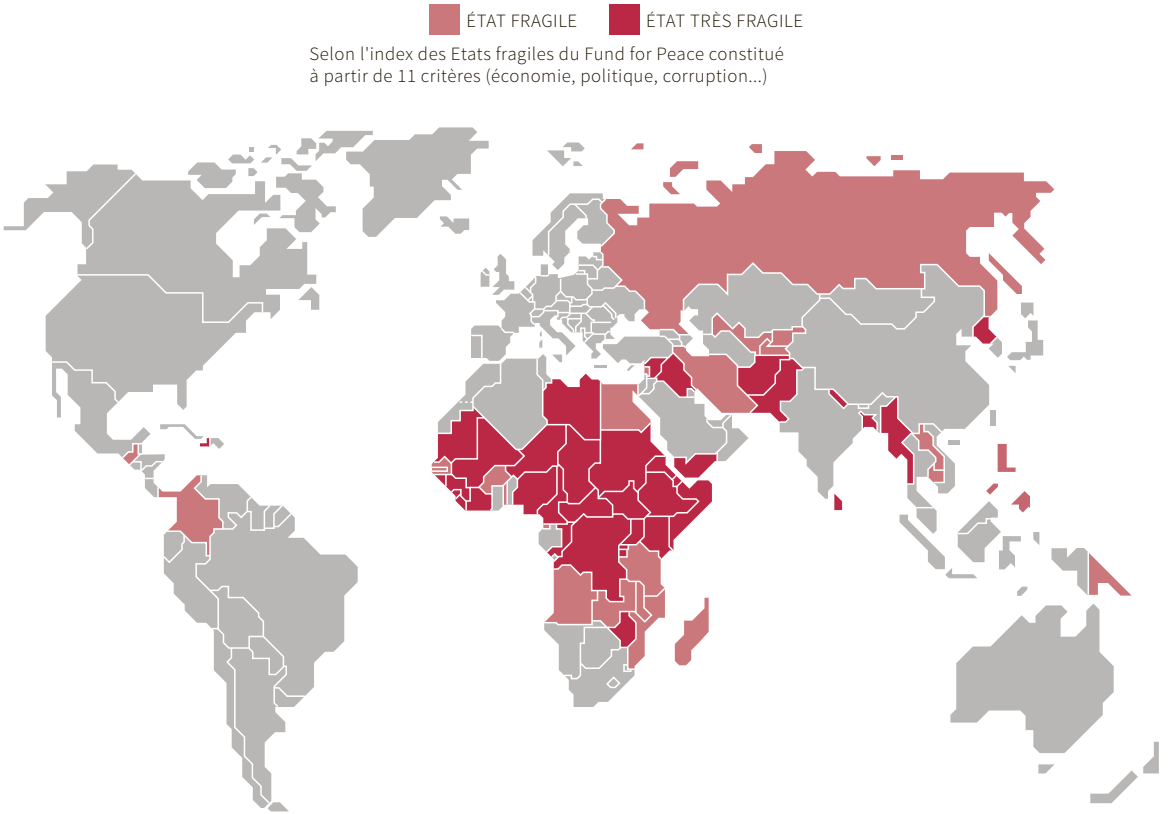
Mais les nouvelles bureaucraties, qu'elles soient autorités indépendantes ou directions générales à Bruxelles, ne sont pas à l'abri des pressions et des influences de la part des lobbys qui entendent bien influencer sur les normes à leur avantage. Après la fiscalité et la concurrence, le troisième terrain d'affrontement entre les entreprises et les Etats se joue dans les couloirs feutrés de Bercy, du Parlement ou de plus en plus au palais Berlaymont de Bruxelles qui abrite la Commission européenne.

Le sociologue Sylvain Laurens s'est plongé plus d'un an dans les arcanes du lobbying à l'europpéenne (*Les Courtiers du capitalisme*, éd. Agone, 2015). Ici, il ne s'agit pas forcément de combattre la loi, comme Monsanto qui lutte pour empêcher l'interdiction de son herbicide Roundup, mais plus sûrement de tenter de conquérir un avantage compétitif en orientant la norme en faveur de ses pro-

Comment les multinationales influencent les Etats

Les Etats fragiles terrains privilégiés

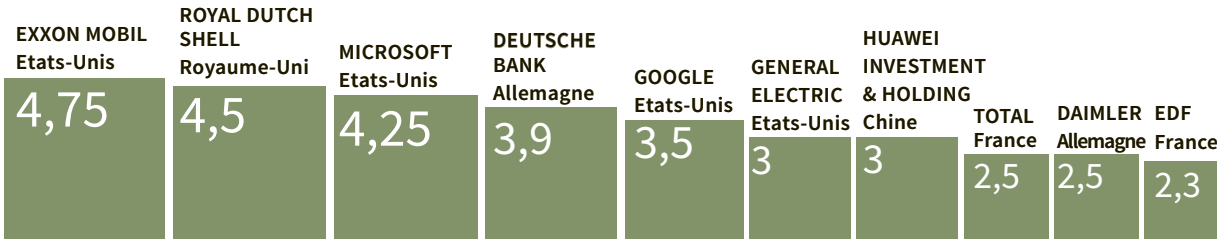
Des multinationales, certaines plus riches que des pays, profitent de la faiblesse des Etats pour instaurer des monopoles et s'affranchir des règles.



Le lobbying outil de pression dans les Etats développés

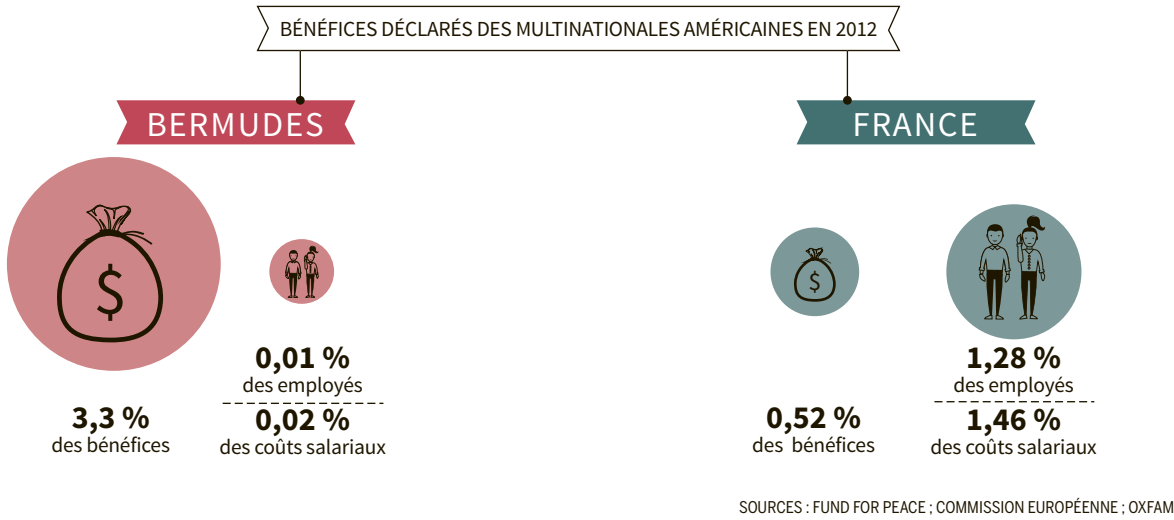
Les multinationales dépendent d'importantes sommes pour s'assurer que l'élaboration des normes leur soit favorable

ENTREPRISES INVESTISSANT LE PLUS POUR LEUR REPRÉSENTATION À BRUXELLES EN 2015, EN MILLIONS D'EUROS (DÉCLARATIONS VOLONTAIRES SUR LE REGISTRE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE)



L'optimisation fiscale ou comment soustraire des ressources financières aux Etats

Les grandes multinationales cherchent à échapper à l'impôt en installant leur siège dans des paradis fiscaux ou dans des Etats à la fiscalité accommodante, sans rapport avec leur présence effective



Quand l'ex-monopole d'Etat EDF n'est plus en phase avec sa tutelle

UN EX-MONOPOLE PUBLIC comme EDF peut-il être au-dessus de l'Etat qui l'a enfanté ? Cette situation très française est une variante originale des relations entre la puissance publique et les grandes entreprises. Deux bras de fer se déroulent entre l'électricien et l'Etat. L'un oppose l'entreprise à son actionnaire majoritaire au sujet de la centrale nucléaire de Fessenheim, en Alsace : le gouvernement a promis sa fermeture, la direction renâcle. L'autre concerne la construction de deux réacteurs EPR à Hinkley Point, en Grande-Bretagne : cette fois, la direction et l'Etat tirent dans le même sens, mais les syndicats et le « corps social » d'EDF contestent cet investissement à hauts risques.

Qui l'emportera ? Dans les deux cas, l'issue paraît très incertaine. Un signe de la complexité des relations entre l'entreprise publique et son actionnaire, des tensions, et du fragile équilibre entre ces deux pouvoirs affaiblis : l'Etat peine à imposer ses décisions à EDF, mais EDF ne peut pas pour autant dicter sa loi à la puissance publique.

« *EDF et l'Etat ont longtemps été en symbiose, avec des choix effectués en commun* », rappelle Denis Florin, un consultant spécialiste de l'énergie. Le fruit de l'histoire : EDF est une création de l'Etat, qui a décidé en 1946 de nationaliser et de regrouper toutes les entreprises privées de l'électricité, sur fond de reconstruction. La maison avait une mission claire et partagée : rendre la France indépendante sur le plan énergétique. Pendant des décennies, l'aventure nucléaire a lié le destin du pays et celui de son champion industriel.

L'affaire Fessenheim, un « tournant » Plusieurs événements ont bouleversé la donne, en particulier l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité en 1999, l'entrée en Bourse d'EDF en 2005, et la contestation du nucléaire. Depuis, les intérêts de l'entreprise et de l'Etat ne sont plus alignés comme avant. Les pouvoirs publics doivent tenir compte d'EDF, mais aussi de ses rivaux et de ses actionnaires minoritaires. Et tout le monde ne

communie plus dans la même religion productiviste et atomique.

L'affaire Fessenheim est symptomatique. « *Elle a marqué un tournant, analyse M. Florin. Pour une fois, une décision majeure a été prise par le gouvernement non plus en connivence, mais contre l'avis de l'entreprise.* » Alors que la direction et l'autorité de sûreté jugeaient possible de continuer sans problème à exploiter la plus vieille centrale de France, François Hollande a fait de sa fermeture anticipée une promesse forte, un symbole de son action en faveur de l'environnement. Officiellement, les PDG successifs, Henri Proglie et Jean-Bernard Lévy, ont été obligés de s'incliner. Mais l'un comme l'autre ont traîné les pieds. Et en mai, à l'occasion du débat sur l'indemnisation d'EDF, M. Lévy s'est résolu à engager un bras de fer avec le gouvernement qui l'a nommé.

Là où EDF espérait recevoir au moins 2 à 3 milliards d'euros, la ministre de l'énergie, Ségolène Royal, a proposé de verser de 80 à 100 millions d'euros. Un montant considéré comme dérisoire

au siège du groupe. La direction en a tiré les conséquences : elle refuse désormais d'enclencher le processus juridique devant conduire à fermer la centrale. M^{me} Royal réclamait le dépôt d'un premier dossier en juin. EDF ne le lui fournira qu'en décembre, au mieux. Et seulement si un accord est trouvé sur une indemnisation raisonnable. En retardant la procédure, EDF peut, en outre, espérer que rien ne sera figé avant l'élection de 2017, et que le futur président de la République remettra en cause la fermeture de Fessenheim.

Dans le cas d'Hinkley Point, c'est le personnel d'EDF qui estime ce projet de 23 milliards d'euros beaucoup trop risqué, et tente, en justice, de freiner la décision de la direction, soutenue par Bercy et l'Elysée. Le PDG et l'Etat ont reculé, et reporté le lancement de l'investissement de quelques mois. Toute propriétaire de 85 % des actions qu'elle est, la puissance publique peut difficilement forcer EDF à agir dans un sens si la direction ou les syndicats, encore puissants, s'y opposent. ■

DENIS COSNARD

duits plutôt que de ceux de son concurrent. Essentiel quand il s'agit de normaliser les futures ampoules d'éclairage par exemple.

Pour cela, inutile de passer trop de temps au niveau des députés. Il est préférable de travailler les bureaux techniques, de rentrer en intimité avec les ingénieurs qui planchent sur les futurs textes. « *Les milieux d'affaires sont en imbrication permanente avec l'administration*, explique Sylvain Laurens, *pour intervenir le plus tôt possible dans la fabrication des lois. Cette porosité est favorisée par le passage au privé de plus en plus fréquent de hauts fonctionnaires et de membres de cabinet.* » Un travail d'entrisme très intense... Près de 200 multinationales sont enregistrées officiellement à Bruxelles.

Mais cela ne marche pas à tous les coups. Etroitement muselées par les réglementations nationales, les banques, largement responsables de la crise de 2008, croulent sous les contraintes. En dépit de l'immense lobbying déployé, elles n'ont pas réussi à éviter des obligations qui ont singulièrement réduit leur rentabilité. A tel point qu'une bonne partie de la finance leur échappe désormais au profit des grands fonds d'investissement.

L'ÉTAT, « UN ÉLÉMENT DE STABILITÉ »

Au bout du compte, qui va gagner le match ? La crise a fragilisé les Etats, mais a aussi montré les faiblesses des entreprises. Combien, comme General Motors, PSA ou les banques n'ont dû leur salut qu'à la puissance publique ? « *L'Etat en apportant sa garantie a permis de sauver l'entreprise*, reconnaît Louis Gallois, le président de PSA. *Le fait que l'Etat soit aujourd'hui actionnaire, c'est dans la situation actuelle des marchés un élément de stabilité et cela a rassuré notre actionnaire chinois.* » Ancien patron d'Airbus ou de la SNCF, il n'hésite pas à plaider pour un patriotisme des entreprises : « *Les dirigeants doivent se poser la question du bénéfice de leur activité pour la France.* »

C'est de nouveau la question du rôle de l'Etat qui se pose, comme à chaque grand bouleversement. Pour Pascal Lamy, l'ancien directeur général de l'OMC, nous avons basculé d'un monde multilatéral, où l'Etat avait le monopole des relations internationales, vers un monde « polylatéral », plus multiforme où d'autres acteurs interviennent sur la scène mondiale : villes, multinationales, fondations caritatives, ONG. « *Aujourd'hui, les multinationales, le WWF ou Greenpeace sont des interlocuteurs reconnus comme des Etats, et la Fondation Gates a un poids considérable en Afrique*, explique-t-il. *Nous sommes installés dans un système moins hiérarchisé, même s'il reste des entités superpuissantes comme les Etats-Unis et la Chine.* » D'où la nécessité pour les autres nations d'intervenir à des niveaux supranationaux, comme l'Union européenne ou le G20 pour retrouver de la puissance face non seulement aux entreprises mondialisées, mais à des enjeux planétaires comme celui de l'environnement.

Entreprises et Etats sont en permanence en négociation, car ils ont besoin l'un de l'autre. C'est même le ressort de l'économie de marché. « *L'Etat moderne, qui n'a pas fait le capitalisme mais en a hérité, tantôt le favorise et tantôt le défavorise ; tantôt il le laisse s'étendre, tantôt il en brise les ressorts. Le capitalisme ne triomphe que lorsqu'il s'identifie à l'Etat* », affirme Fernand Braudel dans son livre *La Dynamique du capitalisme* (Flammarion, 1985, rééd. 2014). Sur la côte nord du Honduras hier, comme dans certains pays d'Afrique aujourd'hui, on aimerait bien parfois que les deux restent un peu plus à distance. ■


Médecins du Monde France recherche son
Directeur de la Communication et de la Collecte

(h/f)

Médecins du Monde, association médicale militante de solidarité internationale, s'engage depuis plus de 30 ans à soigner les populations les plus vulnérables ici et là-bas, à témoigner des entraves constatées quant à l'accès aux soins, à obtenir des améliorations durables des politiques de santé pour tous.

Rattaché au Directeur Général vous développez notre notoriété et soutenez nos prises de parole en valorisant notre mission sociale. Vous contribuez à la défense et à la promotion de nos engagements sur la base de témoignages et des résultats de nos actions en France et à l'étranger. Vous collectez des fonds et renforcez notre indépendance financière dans le respect des valeurs et de l'éthique de l'Association et de la stratégie définie en Conseil d'Administration.

Vous possédez une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans la communication et la collecte, de préférence en milieu associatif avec une forte connaissance des terrains et contextes internationaux. Vous possédez une forte motivation associative et adhérez aux engagements de Médecins du Monde.



Contrat à durée indéterminée
Temps plein, basé à Paris / déplacements en France et à l'international
Candidater sur <http://www.medecinsdumonde.org/>



La Fondation Internationale de l'Hôpital du Docteur Albert Schweitzer

à Lambaréné (FISL) au Gabon, œuvre reconnue d'utilité publique

> recherche

Directeur(trice) Général(e) de l'Hôpital

Chef d'établissement, vous mettez en œuvre les orientations décidées par le Conseil de Fondation. Sur le plan opérationnel vous assurez la gestion et l'administration de la structure hospitalière (chirurgie, médecine, maternité, pédiatrie, 270 salariés, 160 lits). Votre action devra s'effectuer dans le respect de l'éthique du Docteur A. SCHWEITZER.

Aptitudes et compétences attendues: - Confirmé(e) dans le management opérationnel en milieu hospitalier - Aptitude à la médiation, au règlement de conflits et à la prise de décision dans un contexte multiculturel - Expérience internationale souhaitée

Description détaillée: www.schweitzerlambarene.org

Contrat de deux ans renouvelable une fois.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, certificats de formation et de travail, photo et prétentions) à l'attention de Monsieur le Président de la FISL, Dr. Daniel Stoffel, à l'adresse mail de la Coordinatrice de la Fondation assistante.fondationschweitzer@yahoo.fr avant le 23 juillet 2016.

Aimeriez-vous enseigner à Dubaï?


→ Êtes-vous titulaire d'un diplôme universitaire en littérature française ?

→ Vous possédez une expérience dans l'enseignement ?

→ Poste à pourvoir à Dubaï et ses environs.

Envoyez votre CV à careersgulf@asabis.net

Offrons excellents salaires & avantages



L'OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES REFUGIES ET APATRIDES (OFPR) recrute des

Officiers de protection instructeurs

Descriptif du poste: Instruction de dossiers de demande d'asile, audition des demandeurs et rédaction de projets de décision motivés en droit et en fait.

Profil: Master, I.E.P.

Date de disponibilité: octobre/novembre 2016.

Recrutement sur contrat (3 ans): les candidatures comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé devront être adressées, pour le 1^{er} août 2016, par voie postale ou par courrier électronique à l'adresse suivante: OFPRA - Service des ressources humaines - « Recrutement d'officiers de protection contractuels » - 201, rue Carnot - 94136 Fontenay-sous-Bois Cedex ressources-humaines@ofpra.gouv.fr

Plus d'informations sur l'OFPRA : www.ofpra.gouv.fr



DIRECTEUR (M/W) (Grade AD14)

Direction générale de l'informatique, Bruxelles
COM/2016/10368

La Direction générale de l'informatique (DG DIGIT) de la Commission européenne est chargée de la gestion et de la coordination des technologies de l'information et des télécommunications pour les services de la Commission. Au sein de la DG DIGIT, la Direction « Solutions Business » est chargée du développement et de la maintenance des systèmes d'information des différentes Directions générales de la Commission. Elle contribue à la modernisation de la Commission par la mise en œuvre de ses projets de transformation numérique. La DG DIGIT recrute un Directeur chargé de l'orientation stratégique globale et de la gestion de la Direction, avec des responsabilités spécifiques au niveau des systèmes d'information critiques internes.

Vos responsabilités :

- Diriger et motiver une équipe d'environ 600 professionnels hautement compétents dans les domaines de l'informatique et de l'administration ;
- Présider le comité de coordination « Solution d'interopérabilité pour les administrations publiques européennes » (ISA) et diriger l'élaboration, la communication et la mise en œuvre de la politique de l'interopérabilité avec les administrations des Etats membres ;
- Représenter la direction générale lors de manifestations externes et internes revêtant un intérêt pour la Direction.

Vos compétences :

- Une aptitude confirmée à comprendre les défis auxquels sont confrontées les grandes organisations multiculturelles dans la conception, le développement et l'évolution de systèmes d'information internes répondant aux exigences opérationnelles ;
- Compétences managériales avérées, très bonnes aptitudes interpersonnelles et de communication, capacité à cerner les enjeux centraux et à élaborer des objectifs stratégiques qui seront traduits en propositions d'action concrètes ;
- Une expérience attestée de la planification et de la gestion efficaces des ressources humaines et des budgets.

La Commission européenne applique une politique d'égalité des chances active visant à augmenter la présence de femmes dans les postes d'encadrement et encourage tout particulièrement les candidatures féminines.

Veuillez consulter le Journal Officiel C214A du 15.06.2016 pour l'annonce détaillée et les critères d'admission.

Les candidats qui souhaitent postuler doivent s'inscrire en ligne sur le site : <https://ec.europa.eu/dgs/human-resources/seniormanagementvacancies/>

La date limite d'inscription est fixée au 13.07.2016, 12h00, heure de Bruxelles.



La Fondation EPF, École d'Ingénieur-e-s, Sceaux-Troyes-Montpellier

www.epf.fr

Recherche son (sa) Secrétaire Général(e)

Membre du CODIR et directement rattaché au Directeur Général, le (la) Secrétaire Général (e) contribue à l'élaboration de la politique générale de la Fondation et accompagne sa mise en œuvre. Il (elle) a autorité sur les fonctions supports, financière, ressources humaines, systèmes d'information, communication. Il en assure la coordination et en garantit la qualité de service.

Sa mission consiste à :

- ▶ Accompagner le Directeur Général dans la définition et la mise en œuvre des orientations politiques (investissements immobiliers et matériels, sociaux, informatiques, financiers, juridiques et communication...).
- ▶ Représenter, à sa demande, le Directeur Général tant en interne qu'en externe.
- ▶ Assurer le secrétariat général des instances de gouvernance (Conseil d'Administration, Collège des membres fondateurs principalement) et le suivi de ses décisions.
- ▶ Animer et coordonner l'ensemble du processus logistique des activités en étroite coopération avec les directions des études, de la recherche et de l'innovation.
- ▶ Définir et animer le pilotage de la mesure de la performance en relation avec la DAF.
- ▶ Veiller à la sécurité juridique de la Fondation.
- ▶ Développer et valoriser les relations avec le monde industriel et socio-économique.
- ▶ Participer activement à la notoriété de la Fondation.

Disposant d'une solide culture économique et juridique, d'une bonne connaissance des réseaux administratifs et institutionnels, il (elle) maîtrise les mécanismes de financements publics, privés, nationaux et européens de la formation.

Ses compétences en gestion des ressources humaines s'accompagnent d'une expérience avérée en management d'équipes tant en mode hiérarchique que transversal. Son expérience du pilotage de projets complexes s'appuie sur une aptitude au travail collaboratif, des qualités d'organisation et de communication, de fortes capacités relationnelles.

Une bonne connaissance de l'environnement industriel, des réseaux professionnels, du processus de décision des établissements d'enseignement supérieur français et de leur tutelle ainsi que des enjeux de l'enseignement supérieur français dans un contexte international seront particulièrement appréciés.

Poste basé en région parisienne, courts déplacements à prévoir. Bon niveau d'anglais apprécié - Salaire selon profil & expérience.

Contact : Candidature (CV – lettre de motivation) auprès de :
Mme Patricia Jamuzynski – patricia.jamuzynski@epf.fr
EPF - 3 bis rue Lakanal - 92330 Sceaux



DGA, Directeur-trice d'appui aux territoires

Cadre A + filière administrative ou technique h/f

Dans le contexte de la loi NOTRe et des contraintes budgétaires qui viennent modifier en profondeur l'action départementale, l'Exécutif souhaite affirmer le rôle moteur du Département dans l'accompagnement des projets des territoires. La rareté des ressources conduit à repenser le soutien qui leur est apporté. Au-delà de l'aide financière maintenue auprès des territoires, les services du Département constituent une ressource d'ingénierie dans divers domaines : aménagement numérique, attractivité touristique et culturelle, habitat et urbanisme, sport, éducation, assistance technique. Dans ce dernier domaine, vous conduisez une mission de préfiguration et structurez le service, à partir des ressources internes de la collectivité.

Le Pôle d'appui aux territoires est résolument tourné vers le soutien aux 528 Communes du Département ainsi qu'en direction des EPCI en cours de recomposition.

Sous l'autorité de la Directrice Générale des Services, vous coordonnez l'activité et gérez les volets suivants : - Appui et assistance aux territoires (ingénierie aux communes et EPCI) - Aménagement numérique - Tourisme - Habitat et urbanisme - Aménagement rural et environnement, laboratoire départemental d'analyses - Éducation, culture et vie associative (dont archives et médiathèque départementale).

Associé-e à la définition des orientations stratégiques en matière d'appui aux territoires, vous mettez en œuvre les orientations de la collectivité en matière d'observation, de planification et de concertation tout en organisant et supervisant ses dispositifs et projets. À la tête d'une équipe de cadres, vous développez et animez les relations partenariales et les réseaux professionnels. Vous conduisez la planification stratégique et optimisez les moyens financiers, techniques et humains de la collectivité.

De formation supérieure en management, école de commerce ou ingénieur, vous justifiez impérativement d'une expérience en management d'au moins cinq ans, idéalement dans des fonctions similaires. Rongé-e à la conduite de projets stratégiques, vous connaissez le fonctionnement des collectivités territoriales et du territoire jurassien, notamment du tissu associatif. Force de proposition et doté-e de capacités de maillage d'animation partenariale entre échelons de collectivités, vous savez encadrer des équipes de taille importante, mobiliser autour des projets de territoire, faire le lien avec les services supports (notamment dans la recherche de financements) et négocier. Autonome, vous faites preuve de grande polyvalence et disponibilité. Poste basé à Lons-le-Saunier.

> Retrouvez le détail de l'annonce sur www.jura.fr, rubrique offres d'emploi

Le Conseil Départemental du Jura

Plus de 1 200 agents permanents, 124 millions d'euros de budget.

recrute par voie statutaire ou contractuelle

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV), avant le 16/07/2016 à M. le Président du Département du Jura, DRH, 17 rue Rouget de Lisle, 39 039 Lons-le-Saunier Cedex ou par courriel : recrutement@jura.fr



Préparant la relève et dans la perspective d'un prochain départ du titulaire, les Hôpitaux universitaires de Genève cherchent à repourvoir le poste de

DIRECTEUR-TRICE DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Votre profil: Titulaire d'un diplôme d'ingénieur-e ou d'une formation universitaire jugée équivalente, avec de préférence une spécialisation dans le management des systèmes d'information, vous disposez d'une expérience confirmée dans la fonction de management des systèmes d'information dans des environnements techniques complexes (applications, technologies, architectures, nombre d'utilisateurs) et dans des environnements métiers très exigeants. Vous avez de fortes capacités à motiver et diriger des équipes informatiques de haut niveau professionnel. Vous êtes doté-e d'une personnalité ouverte, rigoureuse et méthodique. Une expérience du contexte hospitalier est souhaitable.

Votre mission: Vous dirigez, coordonnez et optimisez la gestion et le fonctionnement de la direction des systèmes d'information. Fournissant des prestations de qualité aux clients internes et garantissant le niveau de sécurité des systèmes d'information, vous contribuez à l'élaboration de la stratégie des systèmes d'information en tenant compte des enjeux institutionnels et des besoins des entités opérationnelles tout en vous assurant qu'elle contribue à l'efficacité des hôpitaux. Vous assurez sa mise en œuvre et en rendez compte à l'institution au travers des instances de gouvernance SI. Finalement, vous développez de nouvelles phases d'excellence des SI des HUG au service des métiers de l'hôpital.

Votre employeur: Établissement universitaire de référence au niveau national et international, à la pointe de la médecine, les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) agissent pour le bien-être et la santé des habitants de la région. Ils assurent chaque année 60 000 hospitalisations, 87 000 urgences, 965 000 prises en charge ambulatoires et 26 000 interventions chirurgicales. Son Système d'Information (SI), fruit d'un investissement continu depuis plus de 20 ans, est aujourd'hui une référence sur le plan hospitalier européen pour sa richesse fonctionnelle, la fluidité de son intégration dans les processus de soins, la modernité et l'évolutivité de son architecture. L'équipe informatique est constituée d'environ 150 collaborateurs (pour un parc informatique de l'ordre de 11 000 postes de travail).

Cette annonce s'adresse indifféremment aux femmes et aux hommes.

Votre dossier de candidature doit comporter une lettre de motivation, votre CV, les copies de diplômes et de certificats de travail.

Pour de plus amples renseignements: Françoise L'Epée - Direction des ressources humaines - 022 372 64 81

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, avec références, via notre plateforme de recrutement en ligne : www.hug-ge.ch/emploi



L'ESSENTIEL, C'EST VOUS.

www.hug-ge.ch/emploi

> INGÉNIEURS <

Un marché de l'emploi très favorable

Le retour des investissements et de la consommation des ménages donne un peu plus de tonicité encore aux perspectives d'emploi des ingénieurs. Et plus particulièrement aux jeunes diplômés. Paradoxalement, la pénurie dans certaines filières perdure et les entreprises doivent séduire puis s'attacher les meilleurs profils.

Il fait bon être diplômé ingénieur. En France comme à l'international où nos formations sont dans ce domaine très respectées. Impossible de ronchonner : le taux de chômage de cette catégorie de cadres est trois fois inférieur à celle du reste de la population active et l'insertion des jeunes diplômés sur le marché du travail est fluide. Aujourd'hui, 80 % d'une promotion trouve un premier emploi dans les 6 à 9 mois qui suivent la fin des formations. L'an dernier, les ingénieurs et scientifiques de France qui ne représentent que 4 % de la population active, ont représenté 14 % des embauches. Tous les symptômes favorables à la naissance de tensions sont là. En particulier dans certaines spécialités « Il y a des enjeux importants en cours, notamment ceux du Cloud et de la cybersécurité. Il s'agit de métiers récents pour lesquels le marché est international. Nos jeunes diplômés sont reconnus et recherchés dans ces expertises. Notamment aux États Unis. Ce qui très logiquement crée des tensions sur le marché national. On peut pour certaines disciplines parler sans exagération de pénurie » note Julien Voyron, responsable recrutement et mobilité d'Econocom, une société spécialisée dans les services numériques qui pour expliquer l'ampleur des enjeux rappelle que dans 4 ans il y aura 9 milliards de téléphones mobiles dans le monde.

Les ingénieurs méconnaissent souvent les nouveaux métiers du numérique

Ce qui signifie autant de sécurisation à assurer à différents niveaux selon les matériels et les usages. Des perspectives dont nos experts soulignent qu'elles ne sont pas l'exclusivité des passionnés d'informatique et du codage. « Les généralistes et plus encore les doubles diplômés commerce et technologie sont particulièrement adaptés à nos attentes.

Nous sommes les partenaires de la transformation digitale des entreprises. Toutes les études montrent que les DSI orientent leurs budgets vers 5 grands sujets, le fameux SMACS - social, mobilité, analyse, cloud et sécurité. » souligne Virginie Chevillard, responsable du recrutement chez Atos qui sensibilise 15 écoles via des partenariats poussés à ces nouvelles problématiques. Une évangélisation qui déborde le simple cadre des nouvelles technologies informatiques, l'internet des objets ou la réalité augmentée, activités pour lesquelles l'offre est le plus souvent déficitaire par rapport à la demande des entreprises installées.

Ces dernières qui doivent traditionnellement compter avec la concurrence des recruteurs anglo-saxons sont aujourd'hui confrontées à une poussée entrepreneuriale marquée des jeunes diplômés les plus dynamiques. À la sortie de l'école ou de l'université, on fait désormais sans aucune appréhension ses premières armes dans une jeune pousse. Une mutation qui encourage les entreprises à favoriser les intra-entrepreneurs à qui on offre la possibilité de monter une Business Unit autonome en gestion de projet. Une approche initiée par les enseignes de la haute technologie et qui est de plus en plus partagée par des grands noms de l'industrie traditionnelle comme la SNCF, Veolia ou RTE. Plus largement c'est l'ensemble de l'industrie qui est face à un défi : celui de l'usine 4.0. Une mutation qui exige des ingénieurs de haut niveau, maîtrisant les systèmes complexes et familiers des utilisations des Big Data. « C'est parfois un problème car leur formation de base ne permet pas toujours ce type de développement. Les écoles, à quelques exceptions près, ont beaucoup progressé dans la maîtrise par leurs étudiants des «hardskills», les connaissances techniques de fond. Beaucoup moins dans celles des capacités à se mettre en relation avec l'entreprise. Il y a une méconnaissance de nos nouveaux métiers et de ceux en devenir. Il faut à la fois intégrer les technologies qui évoluent vite mais avoir aussi de la

curiosité et une vision macro » prévient Cristelle Jacq responsable recrutement et diversité chez Assystem, société d'ingénierie industrielle qui doit recruter 1500 personnes dont 30 % de jeunes diplômés en France pour ses projets dans le nucléaire, l'aérospatial, l'automobile ou encore la défense.

La numérisation crée des nouvelles filières pour les doubles diplômés

Pour l'ensemble des entreprises qui veulent minimiser au maximum les erreurs de recrutement, l'une des premières conséquences de cet état des lieux, c'est le soin porté aux parcours internes et à la progression professionnelle. « Beaucoup d'ingénieurs notamment en informatique continuent de penser usine, industrie, mais négligent un premier choix en plein boom, le digital. C'est suffisamment criant pour que nous soyons globalement en situation de pénurie. Probablement parce que notre système éducatif ne valorise pas suffisamment les parcours technologiques. Singulier alors même que l'ensemble des process économiques sont numérisés. » regrette et compare Matthieu Rivière responsable du recrutement de Devoteam, une ESN présente dans 22 pays.

Est-ce que pour autant ces tensions entre l'offre et la demande se traduisent dans les rémunérations ? Pas de façon spectaculaire. Les recensements affichent des évolutions très timides. Un ingénieur informaticien de gestion intégrera avec une fiche de salaire annuelle de 34 à 38 K€. Un ingénieur mécanique autour de 32 K€. De fait, ce sont surtout les ingénieurs seniors, plus de 45 ans ou plus de 15 ans d'expérience qui ont vu leurs revenus très sensiblement augmenter : une progression de 12 % en 9 ans. Pour mémoire l'inflation sur cette période n'a pas dépassée 6 %.

» L.PM



VIRGINIE CHEVILLARD
Responsable du recrutement **ATOS**

« Nos enjeux de recrutements sont à la mesure de l'entreprise : nos 100 000 collaborateurs opèrent dans 72 pays et ils ont tous pour mission d'être les partenaires de la transformation digitale de nos entreprises clientes. Et cela dans plusieurs cercles puisque nous avons aussi 3 centres de recherche et développement qui détiennent plus de 100 brevets et des activités plus classiques d'intégration de systèmes ou de développement dans 30 sites en France. Notre programme de recrutement prévoit 1300 nouveaux collaborateurs et 1000 stages d'alternants avec un très bon taux de transformation. Les profils recherchés sont à 70 % des Bac +5 ingénieurs mais aussi Master 2 des universités. Je note à cet égard que les jeunes diplômés des écoles d'ingénieurs sont peu intéressés par les ESN. Probablement la résilience de l'image parfois ambiguë des anciennes SSII. Les élèves comme les écoles n'ont pas encore intégré les nouveaux développements qui sont notre quotidien : data, Cloud, Cybersécurité... Je souligne par ailleurs que nous développons avec notre filiale Bull, des supercalculateurs qui exigent des profils de mathématiciens appliqués et mieux encore des matheux avec des qualités de consultants. »



MATTHIEU RIVIÈRE
Responsable recrutement **DEVOTEAM**

« Notre présence dans 22 pays dans les activités de conseil technologique, de conseil en management et dans le digital m'emmène à faire un constat très clair : nous avons une très forte demande d'ingénieurs en informatique et nous devons faire face à une pénurie récurrente. En partie parce que beaucoup d'ingénieurs ne pensent pas spontanément que le digital peut être le premier choix de carrière. Nous sommes de facto frappés de plein fouet par la pénurie de talents. C'est paradoxal mais cela s'explique facilement : notre système éducatif ne valorise pas suffisamment les parcours technologiques et informatiques alors même que désormais l'ensemble des départements de l'entreprise utilise ces outils et ces langages. Si l'on compare avec l'Allemagne et l'Espagne où nous sommes très présents, la différence est forte. Concrètement, nos 1000 recrutements dont 600 en France s'annoncent sensibles notamment en raison de la difficulté à trouver des diplômés Bac +5 au fait de nos attentes. »



CHRISTELLE JACQ
Responsable Recrutement & Diversité **ASSYSTEM**

« Nous sommes particulièrement concentrés sur les volets industriels. En matière informatique par exemple, ce sont les compétences en informatique industrielle plus que de gestion qui nous intéressent. L'une de nos priorités est le savoir être des candidats, les fameuses «softskills». Et sur ce terrain, je déplore que les formations initiales ne permettent pas toujours de les développer au mieux alors qu'elles ont beaucoup progressé sur le volet technique. Aujourd'hui, l'informatique industrielle représente 20 % de nos activités avec un focus sur l'électronique embarquée, spécialité en grande pénurie de talents, les drones, l'automobile ou les sciences de la vie. Dans le secteur du nucléaire, il s'agit, en revanche, de suivre en priorité le cycle de vie des produits. Au total, sur 1500 recrutements 430 sont ouverts à des informaticiens dont 85 % seront des ingénieurs. Nous recherchons également des profils spécialisés dans la mécanique, les fluides, la sûreté nucléaire. Pour tous de la curiosité et l'envie de s'inscrire avec Assystem sur la durée. »



JULIEN VOYRON
Responsable recrutement et mobilité **ECONOCOM**

« Il y a une nouvelle tendance qui me paraît très significative des évolutions en cours : l'arrivée sur le marché de travail de jeunes diplômés d'écoles de commerce qui sont très ouverts aux fonctions taguées «techno». Il me semble que cette nouvelle génération est spontanément technophile. On peut faire de l'informatique avec une formation généraliste et aborder nos trois métiers du financement, essentiellement leasing, de la distribution qui intègre les solutions selon les attentes des clients et des services qui consistent à maintenir opérationnels nos solutions avec une formation de base complétée par une préparation opérationnelle à l'emploi. Une évolution qui correspond tout à fait à nos besoins et à nos propositions qui marient solutions techniques et options financières. Cela dit, nous avons besoin d'experts sur les équipements et logiciels ainsi que sur la chaîne d'information de l'entreprise. Nos premiers recrutements sont donc axés sur les profils ingénieurs informatiques. Ils représentent 25 % des jeunes diplômés que nous accueillons. »



26 %

les jeunes diplômés ingénieurs veulent créer ou reprendre une entreprise.

32/38 K€

la fourchette de rémunération d'un ingénieur jeune diplômé en région parisienne.

+ de 500

postes d'INGÉNIEURS disponibles sur

M Emploi

www.lemonde.fr/emploi



en partenariat avec

MONSTER



« Avec l'aide de Google, des millions de nouveaux internautes peuvent découvrir les archives de l'INA »

- **Sebb Troquier**, chef de produits des plateformes vidéos, INA



MOTEUR DE RÉUSSITES FRANÇAISES

En diffusant ses contenus cultes sur YouTube, l'INA a pu développer son audience dans le monde entier. Comme l'INA, 830 chaînes en France ont franchi le cap des 100 000 abonnés grâce aux outils et bonnes pratiques fournis par YouTube.